

Cahiers du mouvement ouvrier

La révolution et la guerre civile espagnoles (1936-1938)

2^e partie

C
E
R
M
T
R
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : www.trotsky.com.fr

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

- **Présentation** p. 5
- **Mathieu Gérard : Primo de Rivera, un dictateur modéré ?** p. 7
- **Léon Trotsky : la révolution espagnole et un provocateur stalinien** p. 11
- **Andreu Nin : le sens des journées de mai 1937** p. 17
- **Léon Trotsky : classe, parti et direction. La leçon espagnole** p. 23
- **M. Casanova (Mieczyslaw Bortenstein) : une défaite programmée, ou comment le Front populaire a ouvert les portes à Franco** p. 33
- **Journées de la Fondation Nin : intervention de Josep Antoni Pozo** p. 49
- **Contre une captation d'héritage : déclaration du comité central du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI), section en Espagne de la IV^e Internationale** p. 55
- **Portraits :** p. 57
 - Camillo Berneri
 - José Buenaventura Durruti Dominguez
 - Andreu Nin
 - Juan Garcia Oliver
 - Juan Negrin Lopez
 - Indalecio Prieto
 - Grandizo Munis
- **Lettre de Grandizo Munis à Léon Trotsky** p. 83
- **Extraits de *Leçons d'une défaite, promesse de victoire, critique et théorie de la révolution espagnole*** p. 84

- **Chronique des falsifications** p. 87
 - Pierre Roy : d'un certain musée
ou de comment réécrire l'histoire
 - Trotsky dans *Krasnaia Zvezda*
 - Ignorant, faussaire et m'as-tu-vu

- **Notes de lecture sur la guerre civile espagnole** p. 95
 - Marc Teulin : les anarchistes espagnols de Waitrop
 - Roland Corominas : *Ma guerre d'Espagne*, de Sygmunt Stein
 - José Fergo : *L'exception Sygmunt Stein (A contretemps)*
 - Roland Corominas : *La fosse fermée*

- **Autres notes de lecture** p. 109
 - Le colloque IRELP sur la révolution française
 - Jean-Marc Schiappa : Morelly
 - Marc Teulin : *Le Lénine*, de Robert Service
 - Jean-François Chalot : *Le Fils oublié*
 - Jean-Jacques Marie : *Les Expulsés*, de Douglas
 - Jean-Jacques Marie : *Les génocides de Staline*, de Naimark
 - Jean-Jacques Marie : *Ainsi finissent les salauds.*
Séquestrations et exécutions clandestines dans Paris libéré

- **Disparition : Henri Fabre** p. 127

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

www.trotsky.com.fr
 <<http://www.trotsky.com.fr>>

**Consultez le blog
“l’histoire défigurée,
la géographie manipulée”**

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 128 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **32 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Chèques à l’ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Quatre-vingts ans après... **(suite)**

Ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* est la suite et le complément du numéro 55 sur la guerre civile en Espagne.

Il ne saurait guère être lu et compris sans ce premier numéro.

Il comporte en particulier une série de portraits de représentants des divers courants qui ont agi dans son cours et un article de Mathieu Gérard que ce dernier nous a fait parvenir en réaction à celui d'Andreu Camps sur la dictature de Primo de Rivera.

Si la guerre d'Espagne est peut-être le thème sur lequel ont été publiés dans le monde le plus grand nombre d'ouvrages depuis la victoire du franquisme (plus de 22 000), elle est aussi l'objet de l'une des plus grandes falsifications du stalinisme, qui a laissé les traces les plus profondes dans la vision quasi générale de la guerre d'Espagne donnée dans les livres d'histoire et dans les manuels.

L'un des procédés les plus utilisés consistent à prétendre qu'il y aurait eu, en quelque sorte, deux Staline, le premier qui aurait, en 1936-1938, déclenché une répression brutale aussi fâcheuse que condamnable en URSS, et le second qui, dans le cadre de la lutte antifasciste, aurait en Espagne fait ce qu'il pouvait pour battre le franquisme et contribué ainsi au combat pour la démocratie.

Or la répression sauvage en URSS, à la fois pour liquider ce qui restait du parti communiste russe et contre des couches entières de la population laborieuse, et la politique « antifasciste » en Espagne et en France sont deux faces d'une même politique.

L'un des innombrables intellectuels qui ont alors servi de caution, de couverture et de petite main propagandiste

aux activités contre-révolutionnaires de Staline et de ses hommes de main en Espagne (Ernst Gerö, Togliatti-Ercoli, André Marty, etc.) comme ailleurs, l'écrivain (et militant) catholique José Bergamin, a illustré à sa façon le lien entre les deux aspects complémentaires de la politique de Staline en écrivant dans la préface qu'il accorde au livre du stalinien Max Rieger, *Espionnage en Espagne* : « *La guerre espagnole a donné au trotskysme international au service de Franco sa figure exacte, celle de cheval de Troie. Le lecteur attentif et prévenu trouvera ici toutes les conséquences, c'est-à-dire les vérités qui, en raison de leur évidence manifeste, ne sont pas susceptibles d'être déformées ou mensongèrement transformées, même par la plume magique et trompeuse du forban Trotsky, chef visible de toutes ces organisations d'espionnage et de falsification révolutionnaire au service du fascisme international.* »

Les trotskystes n'étaient pourtant qu'une poignée en Espagne, et ils y étaient très faibles. Ce que Bergamin et ses commanditaires qualifient ainsi de « trotskysme », ce n'est pas d'abord leur activité — même si elle leur vaut d'être persécutés et assassinés, comme Moulin et d'autres —, c'est en réalité l'aspiration de la classe ouvrière à renverser le joug du capital (et en URSS à secouer le joug de la nouvelle aristocratie, dite aujourd'hui « nomenklatura », et ses débris dans les pays de l'ex-URSS).

En ce sens, l'histoire d'hier et celle qui se fait aujourd'hui — sous des formes évidemment différentes — se rejoignent.

Jean-Jacques Marie

Primo de Rivera : un dictateur modéré ?

Mathieu Gérard

Dans son article, « *L'échec de la dictature de Primo de Rivera (1923-1930)* » (1), Andreu Camps revient sur cet épisode particulier de l'Espagne contemporaine. Avant le franquisme, le général Primo de Rivera impose sa vision des choses à une Espagne en pleine crise institutionnelle, politique, sociale. Il ne s'agira en aucun cas de reprendre cet article, mais plutôt d'y apporter quelques éléments mettant en avant le caractère spécifique de la dictature rivériste.

D'ailleurs, faut-il véritablement parler de dictature ? Nous pouvons avant tout parler de « modernisation autoritaire », pour reprendre les propos de l'historien Eduardo González Calleja, spécialiste de la période (2). Ainsi, derrière un projet de modernisation affichée par Primo de Rivera, va se mettre en place peu à peu un régime autoritaire, parfois dictatorial, sans jamais toutefois atteindre le bain de sang franquiste. Guy Hermet, dans un ouvrage consacré à la guerre civile (3), qualifie quant à lui le régime rivériste de « *dictadouce* », une dictature qui ne l'est pas vraiment, à l'autoritarisme atténué. C'est cette ambivalence que nous tenterons de mettre en avant dans cet article en étudiant deux pans de la dictature de Primo de Rivera : l'attitude du général face aux journalistes et à la presse, et la création d'un parti officiel, l'Union patriotique.

Un bon moyen de caractériser le degré d'autoritarisme d'une dictature est d'étudier la relation qu'entretient le dictateur avec la presse. Cette dernière, garant traditionnel de la liberté d'expression, est souvent la cible idéale des régimes totalitaires (4). Concernant Primo de Rivera, son attitude face à la presse est paradoxale et s'articule autour de

deux positions : celle du chef de la censure et celle de l'apprenti journaliste.

Concernant la presse, cette dernière fait l'objet d'une censure organisée et redoutée. Il faut savoir que la presse, dans l'Espagne des années 1920, prend un véritable essor : augmentation du nombre de grands périodiques, améliorations techniques (linotypes), multiplication des rubriques thématiques. Certains grands périodiques, comme *ABC*, *El Liberal* ou *El Sol*, s'imposent comme des titres de référence. Lorsqu'il s'empare du pouvoir, Primo de Rivera déclare vouloir une presse au service de la nation (5).

La censure permettrait de garantir ce postulat, et s'organise autour de la personne du dictateur qui s'entoure d'une commission de censure (présidée par Pedro Rico Parada puis par Celedonio de la Iglesia) représentée, en province, par des gouverneurs civils, eux-mêmes chargés du contrôle des périodiques locaux. Paul Aubert, spécialiste de l'histoire de la presse en Espagne, détaille le fonction-

(1) Andreu Camps, « *L'échec de la dictature de Primo de Rivera (1923-1930)* », in *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 55, Paris, Cermtri, 2012.

(2) Eduardo González Calleja, *La España de Primo de Rivera (1923-1930). La modernización autoritaria*, Madrid, Alianza Editorial, 2005.

(3) Guy Hermet, *L'Espagne au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1992, p. 38.

(4) Il s'agit là d'un phénomène malheureusement toujours d'actualité.

(5) Paul Aubert et Jean-Michel Desvois, « *Livres et médias* », in Carlos Serrano et Serge Salaün (dirs.), *Temps de crise et "années folles". Les années 20 en Espagne (1917-1930). Essai d'histoire culturelle*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2002, pp. 57-58.

nement de la censure qui est préalable, quotidienne et permanente. Les journaux doivent soumettre leurs articles en cinq exemplaires : un est retourné avec le sceau de la censure, un est remis au dictateur, un troisième est conservé par le bureau de la censure. Les deux derniers sont destinés au gouvernement et au gouverneur civil (6).

Enfin, Primo de Rivera inaugure un nouveau mode de contrôle de l'information, les « notes officieuses ». Leur insertion est obligatoire. Ne pas publier une note du dictateur, en changer le contenu ou le titre entraîne des sanctions (7). Certains périodiques font ainsi les frais de cette politique, comme *El Progreso*, à Almeria, qui écope d'une amende de cinq cents pesetas et de cinq mois de suspension pour avoir publié sans autorisation préalable.

En marge de ce tour de vis dictatorial, Primo de Rivera adopte une attitude presque candide sur le rôle de la presse et sur ses contributions journalistiques, les « notes officieuses ». Il déclare ainsi que ces « notes » ont pour objectif « *de tranquilliser l'esprit du public ou de défendre des nouvelles ou remarques (...). La dictature entend que le sacerdoce de la presse soit au service, avec un désintéret absolu, du bien public (...)* » (8). Pour Primo de Rivera, le journalisme est une profession « *difficile* » et « *ingrate* » (9), dont il contribue à redorer le blason. S'agit-il d'une ambition jamais réalisée ? Finalement, cette censure propre aux régimes totalitaires illustre chez Primo de Rivera une volonté de contribuer à une presse au service du bien public. Même si, dans les faits, la censure fait rage, le simple fait d'y trouver une justification « humaniste » tend à illustrer toute l'ambiguïté du régime.

Un autre pan de la dictature de Primo de Rivera qui permet d'illustrer l'ambivalence de sa politique est la création d'un parti officiel, l'Union patriotique (10). Envisagé dès 1924, ce parti devait, selon Primo de Rivera, structurer l'assise politique de la dictature et « *regrouper et organiser les éléments apolitiques du pays, découragés et n'ayant pas confiance en la politique telle qu'elle était exercée, et ceux qui étaient politisés*

mais en désaccord avec les procédés et les programmes des partis existants » (11). Derrière cette déclaration se cache une volonté de regroupement de tous les sympathisants du régime en vue de constituer un vivier de gouverneurs civils et militaires, de futures juntes, selon Pere Gabriel (12). Ce réservoir de fidèles permettra au dictateur de placer ses hommes à la tête de toutes les institutions politiques : mairies, conseils généraux, Cortes (Assemblée nationale) (13). Nous assistons donc à une véritable machine politique créée dans un but précis, celui de constituer une assise politique regroupant les sympathisants de la politique rivériste.

Cette stratégie aurait pu conduire à la mise en place d'un parti d'Etat. Il n'en sera rien. Au contraire, comme l'a souligné Andreu Camps, Primo de Rivera laissera d'autres formations politiques, notamment les socialistes, exister. En effet, le dictateur voit dans le socialisme un allié plutôt qu'un ennemi, capable de lui assurer l'adhésion populaire (14). Le PSOE approuve quant à lui la politique du général au Maroc et le fait que l'UGT ne soit pas dissoute. Cette relative tolérance à l'égard de la gauche, et ce, mal-

(6) Paul Aubert et Jean-Michel Desvois, *op. cit.*, p. 65.

(7) Celedonio De la Iglesia, *La censura por dentro*, Madrid, CIAP, 1930, p. 129.

(8) *España bajo la dictadura : siete años sin ley*, p. 808.

(9) *Idem*.

(10) La création de l'Union patriotique vient renforcer l'appareil dictatorial qui comporte également un périodique officiel, *La Nación*.

(11) *España bajo la dictadura : siete años sin ley, op. cit.*, p. 127.

(12) Pere Gabriel, « *Significado político de la Unión Patriótica* », in Angel Bahamonde (coord.), *Historia de España. Siglo XX, 1875-1939*, Madrid, Cátedra, 2008, p. 457.

(13) *España bajo la dictadura : siete años sin ley, op. cit.*, p. 129.

(14) Nicolas Balutet, *La montée du militarisme en Espagne. D'une dictature à l'autre (1923-1939)*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 27. Sur la situation du socialisme espagnol à l'époque contemporaine, voir la thèse de Thierry Arlandis, *Les socialistes et l'armée en Espagne de 1879 à 1939*, Université Paul-Valéry, Montpellier, 1990.

gré la mise en place de l'Union patriotique, refuge pour sympathisants rivéristes et monarchistes, est une nouvelle singularité du régime qui s'éloigne des canons traditionnels de la dictature.

Finalement, nous pouvons voir que malgré des ambitions dictatoriales et totalitaires affichées, le régime de Primo de Rivera revêt des accents particuliers. Cette « dictadouce » qui s'écroule avec la chute du général en 1930 n'a finale-

ment été qu'une « modernisation autoritaire ». Coup d'Etat, censure, création d'un parti unique : tous les ingrédients dictatoriaux ont été réunis. La relative ouverture de Primo de Rivera fait de son régime une dictature aux accents particuliers, ce qui pourrait bien expliquer l'échec de sa politique.

Mathieu Gérard



Barricade à Barcelone, le 19 juillet 1936.

La position de Trotsky sur la guerre civile en Espagne

(Débats de la commission Dewey,
8^e et 9^e séances - 14 et 15 avril 1937)

La commission d'enquête sur les procès de Moscou, qui s'était formée aux Etats-Unis sous la présidence de John Dewey, se rendit à Mexico pour interroger Trotsky (à qui l'entrée du territoire des Etats-Unis était interdite) du 10 au 17 avril 1937. Le 14 avril, une question posée par un membre de la Commission, Carleton Beals, amena Trotsky (aidé par son avocat, Albert Goldman) à préciser sa position sur la situation en Espagne, à cette séance et au début de la suivante. L'agent stalinien Carleton Beals, après avoir multiplié en vain les provocations, devait, le 17 avril, démissionner de la commission d'enquête sous un prétexte manifestement forgé.

Beals. — Etes-vous responsable des différentes fractions qui, en Espagne, utilisent le nom de « trotskystes » ?

Trotsky. — Il n'y a pas de trotskystes. La situation est telle que quiconque s'oppose à la politique du Komintern est appelé « trotskyste » par ce dernier. Parce que trotskyste signifie fasciste dans la propagande du Komintern. C'est un argument simple. Les trotskystes en Espagne ne sont pas nombreux — les vrais trotskystes. Je le regrette, mais je dois le reconnaître, ils ne sont pas nombreux. Il y a un parti puissant, le POUM, le Parti ouvrier d'unification marxiste. Ce parti est le seul à reconnaître que je ne suis pas un fasciste. La jeunesse de ce parti a de la sympathie pour nos idées. Mais la politique de ce parti est très opportuniste, et je la critique ouvertement.

Beals. — Qui le dirige ?

Trotsky. — Nin. C'est mon ami. Je le connais très bien. Mais je le critique très vigoureusement.

Beals. — Une des raisons pour lesquelles j'en parle est qu'on a accusé la

fraction des trotskystes de saboter le mouvement loyaliste en Espagne.

La seule voie possible pour assurer la victoire en Espagne

Trotsky. — Que nous sabotons, à ce que l'on prétend, le mouvement loyaliste en Espagne ? Je pense l'avoir exprimé dans de nombreux interviews et articles : la seule voie possible pour assurer la victoire en Espagne est de dire aux paysans : « *La terre espagnole est votre terre* », de dire aux ouvriers : « *Les usines espagnoles sont vos usines.* » C'est la seule possibilité d'assurer la victoire. Staline, pour ne pas effrayer la bourgeoisie française, est devenu le gardien de la propriété privée en Espagne. Le paysan espagnol ne s'intéresse pas beaucoup aux belles définitions. Il dit : « *Avec Franco et avec Caballero, c'est la même chose.* » Parce que le paysan espagnol

est très réaliste. Pendant notre guerre civile, je ne pense pas que nous ayons vaincu principalement à cause de notre science militaire. C'est faux. Nous avons gagné à cause de notre programme révolutionnaire. Nous disions aux paysans : « *C'est votre terre.* » Et le paysan qui, à un moment, était parti et était allé chez les blancs, comparait les bolcheviks aux gardes blancs et disait : « *Les bolcheviks sont mieux.* ». Alors, quand les paysans, des centaines de milliers et des millions de paysans, furent convaincus que les bolcheviks étaient mieux, nous avons vaincu.

Staline, le gardien de la propriété privée en Espagne

Beals.— Pouvez-vous développer un peu plus votre affirmation que Staline est le gardien de la propriété privée en Espagne ?

Trotsky.— Il dit, et le Komintern l'a déclaré, qu'en ce qui concerne l'Espagne, les réformes sociales viendront après la victoire. « *Maintenant, c'est la guerre. Notre travail, maintenant, c'est la guerre. Les réformes sociales viendront après la victoire.* » Le paysan devient indifférent : « *Ce n'est pas ma guerre. Je n'ai aucun intérêt à la victoire des généraux. Les généraux se combattent l'un l'autre.* » C'est son opinion. Vous savez, à sa manière fruste, il a raison. Je suis avec ce fruste paysan espagnol contre les subtiles diplomates.

Beals.— Alors, vous n'estimez pas d'une grande importance que ce soit l'un ou l'autre camp qui gagne la guerre en Espagne ? Cela ne fait pas une grande différence si c'est l'un ou l'autre qui remporte la guerre ?

Le moyen le plus sûr de mener la révolution à sa perte

Trotsky.— Non, les travailleurs doivent gagner la guerre. Il faut que les tra-

vailleurs gagnent. Mais je vous garantis que, par la politique du Komintern et de Staline, vous avez le moyen le plus sûr de mener la révolution à sa perte. Ils l'ont fait en Chine, ils l'ont fait en Allemagne, et maintenant, ils sont en train de préparer la défaite en France et en Espagne. Nous avons eu seulement une victoire de la révolution prolétarienne. Ce fut la révolution d'Octobre, et elle fut faite directement en opposition à la méthode de Staline.

Beals.— Bon, quelles mesures prendriez-vous en Espagne aujourd'hui, si vous étiez à la place de Staline ?

Trotsky.— Je ne pourrais pas être à sa place.

Beals.— Disons, si vous étiez à la place de Staline, si vous teniez dans vos mains les destinées de l'URSS, quelle serait votre action en Espagne ?

Trotsky.— Ce n'est pas de l'Union soviétique qu'il s'agit. Il s'agit des partis révolutionnaires du Komintern, il s'agit des partis. Naturellement, je resterais en opposition à tous les partis bourgeois.

Stolberg.— M. Trotsky, puis-je vous poser une question qui se rapporte à celle de Carleton Beals ? Si vous aviez été au pouvoir depuis 1923, dans ce cas, de votre point de vue, la révolution chinoise aurait été sauvée, on aurait fait des gains supplémentaires.

Il n'y aurait pas eu le fascisme en Allemagne. Je veux dire, si votre position avait été victorieuse depuis 1923. Il y aurait eu cette situation en Espagne, mais elle aurait pu ne pas se produire exactement de cette façon. Mais vous avez été battu. La politique du Komintern a conduit à la défaite en Chine et en Allemagne. Maintenant, nous avons cette situation en Espagne. Je suis seulement en train d'exposer ce que je pense être votre position.

Maintenant, je vais poser ma question. Nous avons cette situation en Espagne comme couronnement des fautes commises dans les quatorze dernières années. Nous avons une guerre civile en Espagne.

Une position exclusivement orthodoxe ou puriste ne répond certainement pas au problème. Avec quel camp êtes-vous à l'heure actuelle en Espagne ?

Tout trotskyste en Espagne doit être un bon soldat

Trotsky.— J'ai donné la réponse dans de nombreux interviews et articles. Tout trotskyste en Espagne doit être un bon soldat, du côté de la gauche. Naturellement, c'est une question si élémentaire que cela ne vaut pas la peine d'en discuter. Un dirigeant ou n'importe quel autre membre du gouvernement Caballero est un traître. Un dirigeant de la classe ouvrière ne peut pas entrer dans un gouvernement bourgeois. Nous ne sommes pas entrés dans le gouvernement Kerensky en Russie. Alors que nous défendions Kerensky contre Kornilov, nous ne sommes pas entrés dans son gouvernement. De même que j'ai déclaré être prêt à m'allier avec Staline contre les fascistes, ou à m'allier avec Jouhaux contre les fascistes français. C'est une question élémentaire.

Finerty.— M. Trotsky, si vous étiez aujourd'hui au pouvoir en Russie et que les loyalistes d'Espagne vous demandent votre aide, poseriez-vous comme condition de votre aide que la terre soit remise aux paysans et les usines aux ouvriers ?

Trotsky.— Non, pas de condition, pas cette question. La première question serait celle de l'attitude du parti révolutionnaire espagnol. Je lui dirais : « *Pas d'alliance politique avec la bourgeoisie* », comme première condition. La deuxième : « *Vous devez être les meilleurs soldats contre les fascistes.* » La troisième : « *Vous devez dire aux soldats, aux autres soldats et aux paysans : "Nous devons faire de notre pays le pays du peuple. Quand nous aurons gagné les masses, nous chasserons la bourgeoisie, nous prendrons le pouvoir, et nous ferons la révolution sociale."* »

Finerty.— Donc, pour rendre n'importe quelle aide efficace, vous devriez vous être allié au parti marxiste d'Espagne ?

Préparer le deuxième chapitre de la révolution ouvrière

Trotsky.— Naturellement, j'aiderais Caballero avec tous les moyens maté-

riels contre le fascisme, mais, en même temps, je conseillerais au Parti communiste de ne pas entrer dans le gouvernement, de rester dans une position critique vis-à-vis de Caballero et de préparer le deuxième chapitre de la révolution ouvrière.

Beals.— N'est-ce pas une des raisons pour lesquelles le gouvernement Azana, d'abord au pouvoir, ramena la réaction, justement à cause de cette politique ?

Trotsky.— A cause d'une politique bourgeoise conservatrice : parce qu'il a essayé de faire une moitié, un tiers de révolution. Mon avis, c'est qu'il faut la révolution — mieux vaut ne pas commencer. Si vous la commencez, menez-la à son terme. Et son terme, c'est la révolution sociale.

Beals.— Cela signifierait, par la politique que vous préconisez, une victoire probable pour Franco, n'est-ce pas ?

La victoire de Franco est assurée par la politique actuelle du Komintern

Trotsky.— La victoire de Franco est assurée par la politique actuelle du Komintern. La révolution espagnole, le prolétariat et la paysannerie espagnols, par leurs efforts, leur énergie, leur dévouement, auraient pu, durant les six dernières années, remporter cinq ou six victoires — une victoire par an. Mais la couche dirigeante du prolétariat a tout fait pour freiner, saboter et trahir la puissance révolutionnaire des masses. La révolution se base sur les forces élémentaires du prolétariat et sur la direction politique de ses chefs. C'est un problème très important, et la direction en Espagne a été tout le temps lamentable. Le prolétariat espagnol démontre qu'il est le meilleur matériel, la meilleure force révolutionnaire que l'on ait vue dans les dix dernières années. Et pourtant, il n'est pas victorieux. J'accuse l'Internationale communiste et la II^e Internationale d'empêcher sa victoire par leur politique perfide, basée sur la couardise face à la bourgeoisie, la bourgeoisie et Franco. Ils restent dans un gouvernement avec la bourgeoisie, qui est le symbole de la pro-

priété privée. Et Caballero lui-même s'incline devant le symbole de la propriété privée. Les masses, cependant, ne voient pas de différence entre les deux régimes.

Goldman.— Excluez-vous la possibilité d'une victoire, d'une victoire militaire de Caballero sur Franco ?

Trotsky.— C'est difficile à dire — une victoire militaire. Il est possible que même par une victoire militaire, le régime victorieux puisse être transformé très rapidement en régime fasciste, si les masses restent mécontentes et indifférentes et si la nouvelle organisation militaire créée par la victoire n'est pas une organisation socialiste.

Goldman.— Mais les masses en Espagne peuvent garder l'illusion qu'elles sont réellement en lutte contre Franco et les fascistes — qu'elles luttent réellement pour leurs propres intérêts prolétaires.

Trotsky.— Malheureusement, les masses, dans leur majorité, ont perdu leurs illusions. C'est ce qui explique que la guerre civile traîne : parce que le gouvernement de Front populaire a préparé une armée pour Franco. Le nouveau gouvernement est sorti du Front populaire, de sa victoire, et il a protégé l'armée et Franco de telle sorte que, sous le gouvernement de Front populaire, l'armée s'est préparée à l'insurrection. Alors commença la guerre civile et la bourgeoisie dit au peuple : « *Vous devez attendre la victoire. Alors nous serons très généreux, mais après la victoire.* »

Goldman.— Mais vous n'avez pas répondu à la question posée il y a une demi-heure.

Beals.— Je n'avais pas tout à fait fini. Je ne vois pas encore, M. Trotsky, comment vous ou M. Staline allez sauver la situation en Espagne. Il me semble que l'une comme l'autre des deux politiques que vous avez indiquées aurait comme résultat le plus immédiat d'assurer à Franco la victoire dans la guerre.

Personnellement, je ne vois aucun élément favorable à Franco. Je ne vous saisis pas très bien. Il me semble que pendant ce temps, M. Franco aura gagné la guerre.

Ce n'est pas suffisant de se battre avec un fusil

Trotsky.— Je ne peux que répéter que j'ai donné la clef, une petite clef, à mes amis et à tous ceux qui partagent la même conviction, et que mon premier conseil est qu'ils soient, à l'heure actuelle, les meilleurs soldats dans le camp de Caballero. C'est le premier point. Vous savez qu'il y a un groupe de la IV^e Internationale, une compagnie de nos camarades dans les tranchées. C'est si élémentaire que je ne m'attarderai pas là-dessus. Il faut se battre. Mais, vous savez, ce n'est pas suffisant de se battre avec un fusil. Il faut avoir des idées et donner ces idées aux autres, préparer l'avenir. Je peux combattre avec le simple paysan, mais il comprend peu de choses à la situation. Je dois lui donner une explication.

Je dois lui dire : « *Vous avez raison de combattre Franco. Nous devons exterminer les fascistes, mais non pas pour avoir la même Espagne qu'avant la révolution, parce que Franco est sorti de cette Espagne-là. Nous devons extirper les bases de Franco, ses bases sociales, le système social du capitalisme. Êtes-vous d'accord ?* » Il répondra : « *Oui, c'est ce que je pense.* » Alors, expliquez la même chose aux ouvriers.

Beals.— Pourquoi enverriez-vous les soldats combattre Franco, et refuseriez-vous pourtant d'entrer dans le gouvernement Caballero pour y aider, dans le même but ?

Trotsky.— Je l'ai expliqué. Nous avons refusé catégoriquement d'entrer dans le gouvernement Kerensky, et les bolcheviks étaient les meilleurs combattants contre Kornilov. Ce n'est pas tout : les meilleurs soldats et marins étaient bolcheviks. Pendant le soulèvement de Kornilov, Kerensky dut aller trouver les marins de la Baltique et leur demander de le défendre dans le palais d'Hiver. J'étais à cette époque en prison. Ils le placèrent sous surveillance et m'envoyèrent une délégation pour me demander ce qu'il fallait faire : arrêter Kerensky ou le défendre ? C'est un fait historique. Je

répondis : « *Oui, vous devez le surveiller de très près maintenant ; demain nous l'arrêterons* » (rires.)

(Séance du 14 avril 1937, traduit de *The Case of Léon Trotsky*, pp. 294-299.)

Goldman.— [...] Je voudrais faire une autre déclaration sur la question très importante, encore qu'elle ne soit pas absolument dans le cadre de cette enquête, de l'attitude de M. Trotsky à l'égard de la situation en Espagne. Naturellement, son anglais défectueux fait qu'il lui est quelque peu difficile d'expliquer clairement ce qu'il pense de la situation. Pour que cela devienne parfaitement clair, je désire lire, pour que cela figure au procès-verbal, ses « *réponses aux questions du représentant de l'agence Havas, l'agence de presse française* ».

Trotsky.— Et la date ?

Goldman.— Le 19 février 1937.

« *Ai-je ou n'ai-je pas donné d'instructions pour renforcer le front républicain par des volontaires ? Je n'ai donné d'instructions à personne. En général, je ne donne pas d'instructions. J'exprime mon opinion dans des articles. Seuls les couards, les traîtres ou les agents du fascisme peuvent renoncer à aider les armées républicaines espagnoles. Le devoir élémentaire de tout révolutionnaire est de lutter contre les bandes de Franco, Mussolini et Hitler.*

A l'extrême gauche de la coalition gouvernementale espagnole, et partiellement dans l'opposition, il y a le POUM. Ce parti n'est pas "trotskyste". J'ai critiqué sa politique à de nombreuses reprises, en dépit de mon ardente sympathie pour l'héroïsme avec lequel les membres de ce parti, surtout les jeunes, se battent sur le front. Le POUM a commis l'erreur de participer à la combinaison électorale du Front populaire ; sous le couvert de cette combinaison, le général Franco, durant quelques mois, a carrément préparé l'insurrection qui ravage actuellement l'Espagne. Un parti révolutionnaire n'avait pas le droit de prendre, directement ou indirectement, quelque responsabilité que ce fût pour une politique d'aveuglement et de tolérance criminelle. Il devait appeler les masses à la vigilance. La direction du

POUM commit la seconde erreur d'entrer dans le gouvernement catalan de coalition ; pour combattre la main dans la main avec les autres partis sur le front, il n'est pas nécessaire de prendre quelque responsabilité que ce soit pour la politique gouvernementale erronée de ces partis. Sans affaiblir un instant le front militaire, il faut savoir comment rallier politiquement les masses sous le drapeau révolutionnaire.

“Dans la guerre civile, la politique domine la stratégie”

Dans la guerre civile, incomparablement plus que dans une guerre ordinaire, la politique domine la stratégie. Robert Lee, en tant que chef d'armée, avait certainement plus de talents que Grant, mais, c'est le programme de liquidation de l'esclavage qui a assuré la victoire de Grant. Pendant les trois années qu'a duré notre guerre civile, la supériorité de l'art et de la technique militaires était souvent du côté de l'ennemi, mais à la fin, ce fut le programme bolchevique qui l'emporta. L'ouvrier savait fort bien pour quoi il se battait. Le paysan hésita longtemps, mais, ayant comparé par l'expérience les deux régimes, il soutint finalement le camp bolchevique.

En Espagne, les staliniens, qui dirigent de haut le chœur, ont avancé la formule à laquelle Caballero, président du gouvernement, a donné son accord : d'abord la victoire militaire, et ensuite les réformes sociales. Je considère que cette formule est funeste pour la révolution espagnole. Ne voyant pas de différences radicales entre les deux programmes dans la réalité, les masses laborieuses, les paysans surtout, tombent dans l'indifférence. Dans ces conditions, le fascisme vaincra inévitablement parce que l'avantage purement militaire est de son côté. Des réformes sociales audacieuses représentent l'arme la plus puissante dans la guerre civile et la condition fondamentale de la victoire sur le fascisme.

“La politique de Staline est dictée par la crainte d’effrayer la bourgeoisie française”

La politique de Staline, qui s’est toujours révélé comme un opportuniste dans les situations révolutionnaires, est dictée par la crainte d’effrayer la bourgeoisie française, surtout les “200 familles” auxquelles le Front populaire français a déclaré la guerre il y a longtemps — sur le papier. La politique de Staline en Espagne ne répète pas tellement la politique de Kerensky en 1917 que la politique de Ebert-Scheidemann pendant la révolution allemande de 1918. La victoire d’Hitler a été la punition pour la politique d’Ebert-Scheidemann. En Allemagne, la punition ne vint que quinze ans après. En Espagne, elle viendra en moins de quinze mois.

Pourtant, est-ce que la victoire politique et sociale des ouvriers et paysans espagnols ne signifierait pas la guerre européenne ? De telles prophéties, dictées par la couardise réactionnaire, sont radicalement fausses. Si le fascisme l’emporte en Espagne, la France sera prise dans un étau dont elle ne pourra pas se dégager. La dictature de Franco signifierait l’accélération inévitable de la guerre européenne, dans les conditions les plus difficiles pour la France. Il est inutile d’ajouter qu’une nouvelle guerre européenne saignerait le peuple français jusqu’à sa dernière goutte de sang et le mènerait au déclin, et porterait en même temps, un coup terrible à l’humanité entière.

“La victoire des ouvriers et paysans espagnols ébranlerait les régimes de Mussolini et de Hitler”

D’un autre côté, la victoire des ouvriers et paysans espagnols ébranlerait sans aucun doute les régimes de Musso-

lini et de Hitler. Du fait de leur caractère hermétique et totalitaire, les régimes fascistes produisent une impression de fermeté inébranlable. En réalité, à la première épreuve sérieuse, ils seraient victimes d’explosions internes. La victoire de la révolution russe a sapé la puissance du régime des Hohenzollern. La victoire de la révolution espagnole minera les régimes de Hitler et Mussolini. C’est pour cette raison que la victoire des ouvriers et paysans espagnols se révélera d’emblée comme une puissante force de paix.

La tâche des véritables révolutionnaires espagnols consiste à renforcer et à fortifier le front militaire, à démolir la tutelle de la bureaucratie soviétique, à donner aux masses un programme social hardi, à assurer ainsi la victoire de la révolution et, précisément par ce moyen, renforcer cause de la paix. C’est là seulement que réside le salut de l’Europe ! »

**(Séance du 15 avril 1937,
traduit de *The Case of Léon Trotsky*,
pp. 301-303.)**

(Les intertitres sont de la rédaction.)

Andreu Nin : Sens et portée des journées de mai devant la contre-révolution (12 mai 1937)

Le 12 mai, le comité central du POUM adopte ces thèses sur les journées de mai, rédigées par Andreu Nin. Un mois plus tard, le POUM sera interdit, ses dirigeants arrêtés, et Andreu Nin, longuement torturé par les hommes de Staline et finalement exécuté.

Les tragiques événements qui se sont déroulés à Barcelone dans les premiers jours de mai ne peuvent s'expliquer, comme on l'a prétendu, par une simple explosion de démente ou un acte de folie collective. Des événements d'une telle envergure, qui ont jeté dans la lutte des masses considérables, baigné de sang les rues de la capitale catalane et coûté la vie à des centaines d'hommes, ne se produisent pas fortuitement ; ils obéissent à des causes puissantes et profondes.

Qu'on laisse les petits-bourgeois sentimentaux « déplorer » ce qui s'est produit sans prendre le soin d'en examiner les causes ; qu'on laisse les contre-révolutionnaires, exclusivement soucieux d'étouffer la révolution, condamner le mouvement. Le devoir des vrais révolutionnaires est d'analyser les causes qui ont produit les événements et de tirer de ces derniers les enseignements nécessaires.

L'insurrection fascisto-militaire

L'insurrection fasciste du 19 juillet ne fut pas un simple acte de rébellion de

quelques militaires « traîtres », mais l'aboutissement, sous une forme liguée et violente, de la lutte engagée en Espagne entre la révolution et la contre-révolution. Le triomphe du bloc ouvrier-républicain aux élections du 6 février et la formation subséquente d'un gouvernement de gauche ranimèrent les illusions démocratiques, sérieusement ébranlées, des masses, mais ces illusions ne brillèrent que d'un éclat fugace. La classe ouvrière put bientôt se rendre compte que, malgré sa défaite aux urnes, la réaction, loin de désarmer, se préparait au contraire avec une ardeur redoublée, à descendre dans la rue pour mettre fin aux progrès de la révolution prolétarienne et instituer un régime dictatorial. L'insurrection de juillet, venue après cinq mois d'une nouvelle expérience gouvernementale qui démontrait que la gauche petite-bourgeoise était absolument impuissante à en finir avec le péril fasciste et à résoudre dans le sens progressiste les problèmes politiques qui se posaient dans le pays, confirma pleinement le point de vue que le POUM n'avait cessé de soutenir, à savoir que la nouvelle expérience de gauche échouerait, que la lutte ne se menait pas entre la démocratie et le fascisme, mais entre le fascisme et le

socialisme, que cette lutte serait une lutte armée et qu'elle ne pourrait se résoudre dans le sens des intérêts des travailleurs et contre ceux du fascisme que par la victoire de la révolution prolétarienne et la prise du pouvoir par la classe ouvrière, laquelle résoudrait les problèmes de la révolution démocratico-bourgeoise, tout en s'engageant sur le chemin de la transformation socialiste de la société.

La guerre et la révolution

Grâce au magnifique héroïsme de la classe ouvrière, animée de l'inébranlable résolution de lutter jusqu'à la mort pour empêcher la victoire du fascisme, l'insurrection militaire fut écrasée le 19 juillet, à Barcelone, Madrid et Valence. Et grâce à l'héroïsme prodigué ensuite sur les champs de bataille par les milliers de travailleurs qui, dès le premier moment, s'enrôlèrent, pleins d'enthousiasme, dans les Milices, Franco ne put remporter la victoire militaire qu'il croyait sûre et prochaine et qui, après dix mois de guerre civile, apparaît sans cesse moins probable.

Mais en même temps qu'ils écrasaient l'insurrection fasciste dans les villes les plus importantes et qu'ils entreprenaient la lutte militaire sur le front, les ouvriers créaient des comités révolutionnaires et réquisitionnaient les usines, les paysans prenaient possession des terres, on incendiait couvents et églises — foyers de réaction fasciste — en un mot, on commençait la révolution, et les anciens organes du pouvoir n'étaient plus que des fantômes. Dès le premier moment donc, guerre et révolution apparaissaient inséparables. L'insurrection vaincue, les travailleurs entreprenaient l'œuvre révolutionnaire, dont ils défendaient et continuent de défendre les conquêtes dans les tranchées. Prétendre, comme le prétendent le Parti communiste espagnol et, en Catalogne, le PSUC, que les ouvriers qui combattent au front luttent pour la république démocratique, c'est trahir le prolétariat et préparer le terrain pour une nouvelle et victorieuse attaque de la réaction fasciste.

Et que personne ne se laisse impressionner par cet argument que la lutte pour la révolution sociale à l'arrière favorise les plans de l'ennemi au front. Seule, au contraire, une politique révolutionnaire audacieuse, franchement socialiste, à l'arrière, est capable de donner aux combattants le courage et la force morale qui les rendront invincibles, et d'organiser l'économie et l'industrie de guerre avec l'efficacité nécessaire à une rapide et écrasante victoire militaire.

Les progrès de la contre-révolution

Spéculant cependant sur les difficultés de la guerre, et avec l'aide des partis réformistes — le Parti communiste officiel et le PSUC, en cette occasion — la bourgeoisie républicaine s'efforce, par un travail tenace et systématique, d'étouffer la révolution prolétarienne ; elle rogne petit à petit les conquêtes de la classe ouvrière, elle poursuit ses organisations et ses journaux, et ne songe qu'à restaurer le mécanisme de l'Etat bourgeois et à consolider la domination capitaliste.

Les manifestations les plus importantes du plan contre-révolutionnaire furent les suivantes : l'élimination du POUM du gouvernement de la Généralité, le désarmement, jusqu'à présent partiel, de la classe ouvrière, la persécution contre l'organe de la CNT à Madrid, la suspension de *La Batalla*, la confiscation de l'imprimante du *Combattiente Rojo* et du poste émetteur de notre parti dans la capitale de la République, la détention du comité régional de la CNT au Pays basque, la suspension de *Nosotros* à Valence, l'emprisonnement de Maroto, courageux militant anarchiste, à Almeria, les décrets de police et la suppression des tribunaux populaire en Catalogne, l'offensive menée contre les drapeaux révolutionnaires dans le but de les remplacer par le drapeau « national », la tentative pour reconstruire l'ancienne armée bourgeoise en créant une armée populaire d'automates, sans esprit révolutionnaire, au service de la démocratie bourgeoise, l'institution de la cen-

sure politique, l'offensive contre les patrouilles de contrôle, etc. Parallèlement à l'application de ce plan contre-révolutionnaire, on a mené une campagne systématique de diffamation et de discrédit contre la CNT et le POUM, on a dénoncé comme agents de Hitler et de Mussolini ceux de leurs affiliés qui ont fait preuve du plus grand esprit de sacrifice et du plus grand héroïsme dans la lutte contre le fascisme, on a employé tous les moyens, avouables et inavouables, pour établir le monopole d'un parti, communiste et révolutionnaire à l'origine, mais livré aujourd'hui corps et âme à la bourgeoisie, on a ourdi manœuvres et campagnes contre les comités, saboté la collectivisation de l'économie, on a supprimé le contrôle de la distribution et des marchés pour favoriser les spéculateurs et les agioteurs, on a organisé des manifestations révolutionnaires dans un esprit d'ostentation et de provocation, on a créé, parmi les troupes de la force publique, un injustifiable état d'esprit d'hostilité à l'égard des organisations ouvrières révolutionnaires.

La provocation

Tous ces faits causaient une inquiétude tout à fait justifiée à la classe ouvrière, qui se voyait, non sans alarme, arracher ses conquêtes, tandis que la contre-révolution gagnait chaque jour de nouvelles positions.

D'autre part, le réformisme — agent direct contre-révolution — encouragé par ses progrès, croissait sans cesse en insolence et accentuait sa politique de provocation. Dans la semaine qui précéda les tragiques événements, les ouvriers révolutionnaires vécurent dans un état de nervosité qui atteignit la plus grande tension à l'occasion de la tentative d'occupation de Figueras par les carabiniers, des événements de Puigcerda et de l'enterrement de Roldan Cortada, militant de l'UGT, victime d'un attentat que nous n'hésitons pas à condamner énergiquement, et qui fut le prétexte d'une manifestation nettement contre-révolutionnaire.

Telles étaient les circonstances, lorsque, le 4 mai après-midi, la force pu-

blique, à l'instigation de A. Aiguadé, conseiller de la Sûreté intérieure et représentant de l'Esquerra republicana dans le gouvernement de la Généralité, et sous la direction personnelle et immédiate du commissaire général de l'Ordre public Rodriguez Salas, membre du PSUC, tenta d'occuper l'édifice du central téléphonique contrôlé par les organisations ouvrières. La contre-révolution estime mûres les conditions d'une attaque contre une des positions conquises en juillet par le prolétariat. Il ne s'agit pas encore d'une attaque décisive et globale, mais d'une tentative. Mais c'est là un calcul profondément erroné. Les ouvriers du central téléphonique répondent avec énergie à l'attaque dont ils sont l'objet et il se produit une collision violente. Aussitôt interviennent le gouvernement et les comités des organisations syndicales, lesquels publient une note d'un caractère très vague et par où ils donnent à entendre que le conflit est en voie d'être résolu. Mais les travailleurs, irrités, ne s'estiment pas satisfaits. Ils comprennent qu'il ne s'agit pas d'un fait isolé, que toutes leurs conquêtes sont en danger, et, spontanément, ils prennent des armes, cernent le central téléphonique, élèvent des barricades dans toute la ville, et alors s'engage une lutte sanglante, d'une violence et d'une ampleur qui n'ont pas de précédent dans l'histoire de notre mouvement révolutionnaire, lutte qui se traduit par des centaines de morts et de blessés.

La réaction vigoureuse du prolétariat barcelonais a été présentée par les éléments réformistes comme le résultat d'une provocation fasciste encouragée par notre parti.

Passés maîtres en matière de calomnie et de diffamation, ils prétendent échapper à l'effroyable responsabilité qui leur incombe pour tout ce sang versé en le faisant retomber sur les révolutionnaires.

Car les journées de mai furent le résultat direct et immédiat d'une monstrueuse provocation du PSUC, qui s'est servi, pour réaliser ses desseins, de ce Noske de bas étage, traître au prolétariat révolutionnaire, qui répond au nom de Rodriguez Salas. Dans ces conditions,

présenter les événements de mai comme une « lutte fratricide », comme un combat violent entre « les deux centrales syndicales », c'est fausser délibérément les faits, car tout monde sait parfaitement que la lutte eut lieu entre les ouvriers révolutionnaires, y compris ceux de l'UGT, et une partie de la force publique. Le problème qui se vidait dans les rues, ce n'était pas un simple conflit de rivalité syndicale, mais un problème beaucoup plus profond. Et les ouvriers qui descendirent dans la rue les armes à la main représentaient, à ce moment historique, les intérêts du prolétariat.

L'attitude du POUM

Notre parti avait maintes fois insisté, dans ces derniers temps, sur la nécessité de poser sur le terrain politique les problèmes apparus au cours de la guerre et de la révolution. Nous avions même affirmé que la classe ouvrière pouvait prendre le pouvoir sans être obligée de recourir à l'insurrection armée. Il suffisait qu'elle mît en jeu son énorme influence pour que le rapport de force penchât en sa faveur et qu'on en vînt, sans violences d'aucune sorte, à la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan. Si l'on ne posait pas le problème en ces termes, sur le terrain politique, l'irritation accumulée de la classe ouvrière provoquerait, dans un délai plus ou moins bref, une explosion violente, et, par suite, un mouvement spontané chaotique et sans perspectives immédiates. Nos prédictions se sont accomplies. L'attitude de provocation de la contre-révolution a déclenché un soulèvement. Mais les ouvriers étaient dans la rue, le parti devait adopter une autre attitude. Laquelle ? Se tenir à l'écart du mouvement ou se solidariser avec lui ? Notre choix n'était pas difficile. Ni la première ni la seconde attitude ne cadraient avec notre qualité de parti ouvrier et révolutionnaire, et, sans hésiter un instant, nous optâmes pour la troisième : apporter au mouvement notre solidarité active, même en sachant d'avance qu'il ne pouvait pas triompher.

S'il eût dépendu de nous de la déclencher, nous n'aurions pas donné l'ordre de l'insurrection. Le moment n'était pas pro-

pice pour une action décisive. Mais les ouvriers révolutionnaires, justement indignés par la provocation dont ils avaient été victimes, s'étaient lancés au combat, et nous ne pouvions pas, nous, les abandonner. Agir d'une autre façon eût été une impardonnable trahison.

Ce devoir ne nous était pas seulement dicté par notre condition de parti révolutionnaire, moralement obligé de se mettre aux côtés des travailleurs lorsque, avec ou sans opportunité, ils se jettent avec ardeur au combat pour défendre leurs conquêtes, mais aussi par la nécessité de contribuer par notre effort à canaliser un mouvement que son caractère spontané rendait très chaotique, et d'éviter qu'il ne se transformât en un putsch stérile qui se serait terminé par une défaite sanglante du prolétariat.

Le cours de la lutte armée fut tel, et l'élan des ouvriers révolutionnaires et l'importance stratégique des positions conquises, qu'on aurait pu s'emparer du pouvoir. Mais notre parti, force minoritaire dans le mouvement ouvrier, ne pouvait prendre sur soi la responsabilité de lancer ce mot d'ordre, et ce d'autant plus que les dirigeants de la CNT et de la FAI, en invitant les ouvriers, de façon pressante, dans des allocutions radiodiffusées par les postes radiophoniques de Barcelone, à abandonner le combat, semaient la confusion et le désarroi parmi les combattants. Dans ces conditions, inviter les travailleurs à prendre le pouvoir, c'était les jeter fatalement dans un putsch dont les conséquences eussent été fatales pour le prolétariat.

Il fallait donner au mouvement des mots d'ordre limités. C'est ce que fit notre parti en réclamant la destitution de Rodriguez Salas et d'Aiguadé, auteurs directs de la provocation, l'annulation des décrets réactionnaires sur l'ordre public, et la création des comités de défense de la révolution. Et quand en nous, prit corps la conviction que la prolongation du mouvement devait fatalement conduire à l'échec, non par défaut de valeur combattive de la part des ouvriers, qui avaient accompli de véritables prodiges d'héroïsme, mais par suite du désarroi causé par l'attitude des comités responsables des organisations syndicales révolu-

tionnaires, nous considérâmes que les intérêts du prolétariat exigeaient qu'on mît fin à la lutte. Mais nous jugions que, pour cela, il était indispensable que fussent remplies deux conditions préalables, que la force publique se retirât, et que les armes restassent aux mains des travailleurs. Le maintien de la force publique dans la rue pouvait être interprété comme une défaite de la classe ouvrière, alors que celle-ci, en réalité, effectuait une retraite stratégique. Ce maintien constituait pour nous une provocation qui pouvait causer de nouveau des chocs violents. Quant à désarmer le prolétariat, c'était le priver de la garantie la plus sûre de ses conquêtes et de la possibilité de s'opposer à toute tentative contre-révolutionnaire ou à un coup de main fasciste. Mettant ces mots d'ordre en avant, nous conseillâmes aux ouvriers, dans la matinée du 7, d'abandonner la lutte et de retourner au travail.

Et nous avons l'orgueil de proclamer que l'attitude de notre parti, dont le prestige avait considérablement augmenté parmi les travailleurs révolutionnaires, contribua efficacement à mettre fin à la lutte sanglante qui se déroulait dans les rues de Barcelone et à éviter que le mouvement ouvrier se vît écrasé par une féroce répression.

Par cet exposé rapide de l'origine, du déroulement et du dénouement des journées de mai, tout lecteur de bonne foi comprendra aisément quels ont été les véritables instigateurs de la tragédie, et se convaincra que notre parti — cible aujourd'hui des colères des contre-révolutionnaires de tout acabit —, en dépit des cris de ceux qui n'ont d'autre but que de défendre les intérêts de la bourgeoisie et d'étouffer la révolution glorieusement inaugurée le 19 juillet, a strictement accompli le devoir que lui imposait son inébranlable fidélité à la cause du prolétariat.

Les leçons des journées de mai

Si elle ne veut pas que son généreux sacrifice reste stérile, la classe ouvrière doit tirer les leçons nécessaires des sanglantes journées de mai, qui sont appe-

lées à avoir une énorme importance dans le déroulement futur de la révolution espagnole.

Première leçon. - Toute l'abondante propagande faite pendant des mois par la petite bourgeoisie et le réformisme en faveur de l'unité antifasciste n'avait pas d'autre objet que de spéculer sur le sentiment d'unité des masses ouvrières et sur leur haine pour le fascisme dans le but d'étrangler la révolution et de rétablir le mécanisme de l'Etat bourgeois.

Deuxième leçon. - La campagne menée sur les mots d'ordre : « *D'abord gagner la guerre, ensuite faire la révolution* », « *tout par et pour la guerre* », dissimulait l'intention réelle d'étouffer la révolution, condition indispensable pour avoir les mains libres et négocier une paix blanche. La suppression progressive des conquêtes révolutionnaires, la menace d'une intervention étrangère — qui fut sur le point de devenir une réalité avec l'arrivée de bateaux de guerre étrangers (anglais et français) dans le port de Barcelone — les rumeurs sans cesse plus répandues d'une possible « *embrassade de Vergara* », tout cela, coïncidant avec la provocation du 4 mai, constitue, à cet égard, une démonstration convaincante.

Troisième leçon. - Dans la situation présente, il n'y a qu'une issue qui soit progressive, qui soit favorable au prolétariat et qui puisse assurer la victoire militaire : c'est la conquête du pouvoir. Pendant les journées de mai, le prolétariat l'eut à portée de la main. S'il ne le prit pas, ce fut essentiellement parce que ses organisations traditionnelles, s'inspirant de la doctrine anarchiste, ne se posent pas le problème, et parce que notre parti, qui n'a cessé de le poser pendant tout le cours de la révolution, est une organisation minoritaire et jeune, et n'est pas encore assez fort pour prendre sur soi la responsabilité d'orienter la lutte dans ce sens. La mission immédiate et essentielle du prolétariat est de préparer les conditions nécessaires pour arracher le pouvoir politique à la bourgeoisie. Il est nécessaire pour cela de constituer le « *front ouvrier révolutionnaire* », c'est-à-dire de grouper, pour coordonner leur action, les organisations ouvrières qui sont

prêtes à opposer une digue aux progrès de la contre-révolution bourgeoise et à faire progresser la révolution prolétarienne. Les *comités de défense de la révolution* doivent être une des formes concrètes de ce *front ouvrier révolutionnaire* ; ils doivent se constituer immédiatement dans tous les lieux de travail, dans tous les quartiers, dans toutes les localités, et doivent coordonner leur action par le moyen d'un *comité central de défense*, qui exprimera la volonté de tous les comités.

Quatrième leçon. - La victoire de la classe ouvrière est impossible sans une direction responsable, qui sache ce qu'elle veut et où elle va, et qui coordonne la lutte. Le *front ouvrier révolutionnaire* peut être la base de cette direction indispensable.

Cinquième leçon. - L'attitude du Parti communiste d'Espagne et de sa filiale en Catalogne, le PSUC, pendant les journées de mai, a démontré que ces partis ne représentent pas une simple tentative réformiste du mouvement ouvrier, mais qu'ils constituent l'avant-garde et l'instrument de la contre-révolution bourgeoise. Pour cette raison, et bien que le front unique avec ces partis, de même qu'avec les organisations petites-bourgeoises, soit indispensable pour la lutte militaire contre le fascisme, on doit écarter toute possibilité d'action commune sur le terrain politique. Les représentants du prolétariat révolutionnaire et ceux des bourgeois de la classe ouvrière ne peuvent s'asseoir à une même table. Aussi faut-il, au Front populaire antifasciste, synonyme de collaboration des classes et de politique contre-révolutionnaire, opposer le *front ouvrier révolutionnaire*.

Pour la défense de la révolution ! Pour le gouvernement ouvrier et paysan !

La lutte engagée en Espagne entre la révolution et la contre-révolution va entrer dans une nouvelle phase. Et dans cette nouvelle phase, le prolétariat ins-

truit par l'expérience de ces mois de combat, et surtout par les magnifiques journées de mai, doit diriger tous ses efforts vers l'accentuation de son indépendance de classe, la défense des conquêtes de la révolution, et se préparer pour la conquête du pouvoir, condition indispensable pour instituer un régime socialiste, le seul qui puisse régénérer l'économie du pays et y établir un ordre. Et qu'on ne dise pas que la révolution nous fera perdre la guerre qui requiert, si nous voulons la victoire, les plus grandes énergies. Nous avons d'excellentes raisons de supposer que les puissances « démocratiques » intriguent activement pour imposer un armistice que les travailleurs espagnols rejettent avec indignation. Et comme le plus grand obstacle qui s'oppose à ces troubles desseins est l'existence des organisations révolutionnaires, on a projeté de les éliminer, de quelque façon que ce soit, de la vie publique.

Mais la classe ouvrière ne se laissera pas duper. Avec le même élan et le même héroïsme qu'elle a mis à vaincre le fascisme à Madrid, Valence et Barcelone le 19 juillet, et qui lui font répandre généreusement son sang sur les champs de bataille, elle défendra ses conquêtes et prendra le pouvoir, convaincue que seule la révolution prolétarienne triomphante peut mener la guerre jusqu'à ses dernières conséquences : l'écrasement du fascisme et l'instauration du socialisme.

Vivent les comités de défense de la révolution !

Vive le gouvernement ouvrier et paysan !

**Le comité central du POUM,
Barcelone, le 12 mai 1937.**

Texte rédigé entièrement par Andreu Nin selon le témoignage d'Andrade.

Léon Trotsky : Classe, parti et direction Pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été battu ?

(Questions de théorie marxiste, 1939)

Le texte qu'on va lire figurait, sous forme de brouillon inachevé et de notes fragmentaires dans les archives de Trotsky. Il a été publié pour la première fois dans la revue *Fourth International* de décembre 1940. Le groupe qui éditait la revue *Que faire ?* avait été fondé par André Ferrat, membre du comité central du PCF, exclu en juillet 1936 pour son opposition à la ligne du Front populaire et qui devait ensuite rejoindre la SFIO.

Jusqu'à quel point le mouvement ouvrier a été rejeté en arrière, on en peut juger, non seulement en considérant l'état des organisations de masses, mais aussi les regroupements idéologiques qui s'effectuent et les recherches théoriques dans lesquelles sont engagés tant de groupes. A Paris, paraît un périodique, *Que faire ?*, qui, pour une raison ou pour une autre, se considère comme marxiste, mais qui, en réalité, se situe entièrement dans le cadre de l'empirisme des intellectuels bourgeois de gauche et de ces ouvriers isolés qui ont acquis tous les vices des intellectuels.

Comme tous les groupes sans fondements scientifiques, sans programme et sans tradition, ce petit périodique a essayé de s'accrocher aux basques du POUM — qui semblait ouvrir la voie la plus courte aux masses et à leur victoire. Mais le résultat de ces liens avec la révolution espagnole semble à première vue tout à fait inattendu : le périodique n'a pas progressé, il a, au contraire, régressé. En fait, cela est tout à fait dans la nature des choses. Les contradictions entre la

petite bourgeoisie, le conservatisme et les nécessités de la révolution prolétarienne se sont développées à l'extrême. Il n'y a rien que de naturel à ce que les défenseurs et les interprètes de la politique du POUM se trouvent rejetés bien loin en arrière dans les domaines politique et théorique.

Le périodique *Que faire ?* n'a, en lui-même et par lui-même, aucune espèce d'importance. Mais il présente de l'intérêt en tant que symptôme. C'est pourquoi il nous semble profitable de nous attarder sur l'appréciation que porte ce périodique quant aux causes de la défaite de la révolution espagnole, dans la mesure où cette appréciation met en lumière les traits fondamentaux qui caractérisent aujourd'hui le flanc gauche du pseudo-marxisme.

Que faire ? explique

Nous commencerons par une citation littérale, tirée d'un compte rendu de la brochure « *L'Espagne trahie* » du camarade Casanova :

« — Pourquoi la révolution a-t-elle été écrasée ?

— Parce que, répond l'auteur (Casanova), le Parti communiste a appliqué une politique fautive, qui a malheureusement été suivie par les masses révolutionnaires.

— Mais pourquoi diable les masses révolutionnaires qui ont abandonné leurs anciens dirigeants, ont-elles rallié le drapeau du parti communiste ?

— Parce qu'il n'y avait pas de véritable parti révolutionnaire. »

On nous offre une pure tautologie. Une fautive politique des masses ; un parti qui manque de maturité, ou bien manifeste un certain état des forces sociales (immaturité de la classe ouvrière, défaut d'indépendance de la paysannerie) qu'il faut expliquer en partant des faits, présentés, parmi d'autres, par Casanova lui-même ; ou bien c'est le produit de l'action de certains individus ou groupes d'individus maléfiques, actions qui ne correspondent pas aux efforts des « individus sincères », seuls capables de sauver la révolution. Après avoir cherché à tâtons la première voie, la voie marxiste, Casanova prend la seconde. Nous sommes introduits dans le domaine de la démonologie pure ; le criminel responsable de la défaite est le chef des démons, Staline, soutenu par les anarchistes et tous les autres petits diables ; le Dieu de la révolution n'envoya malheureusement pas de Lénine ou de Trotsky en Espagne comme il le fit en Russie en 1917.

La conclusion s'ensuit : « Voilà ce qu'il advient quand on cherche à forcer les faits à l'aide de l'orthodoxie ossifiée d'une chapelle. » Cette morgue théorique est d'autant plus magnifique qu'il est difficile d'imaginer comment un si grand nombre de remarques banales triviales ou fautes, tout à fait typiques du genre philistin conservateur, ont pu être comprimées dans si peu de lignes.

L'auteur du passage cité plus haut évite de donner la moindre explication de la défaite de la révolution espagnole ; il indique simplement que de explications approfondies, comme l'« état des forces sociales », sont nécessaires. Ce n'est pas par hasard que toute explica-

tion est évitée. Ces critiques du bolchevisme sont tous des théoriciens peureux pour la simple raison qu'il n'y a rien de solide sous leurs pieds. Afin de ne pas révéler leur propre faillite, ils jonglent avec les faits et rôdent autour des opinions des autres. Ils se bornent à des allusions et des moitiés de pensées, comme s'ils n'avaient pas le temps de définir leur propre sagesse. En vérité, ils ne possèdent pas de sagesse du tout. Leur morgue est liée au charlatanisme intellectuel.

Analysons pas à pas les allusions et les moitiés de pensées de notre auteur. Selon lui, une politique fautive des masses ne peut s'expliquer que comme « la manifestation d'un certain état des forces sociales », c'est-à-dire l'immaturité de la classe ouvrière et le défaut d'indépendance de la paysannerie. Si l'on était à la recherche de tautologies, on ne pourrait guère en trouver de plus plates. Une « fautive politique des masses » est expliquée par l'« immaturité » des masses. Mais qu'est-ce que l'« immaturité » des masses ? De toute évidence, c'est leur prédisposition à suivre de fautes politiques. En quoi consistait cette politique fautive, et qui en étaient les initiateurs : les masses ou les dirigeants ? Cela, notre auteur le passe sous silence. Au moyen d'une tautologie, il fait porter la responsabilité aux masses. Ce truc classique, utilisé par tous les traîtres, les déserteurs et leurs avocats, est particulièrement révoltant lorsqu'il s'agit du prolétariat espagnol.

La sophistique des traîtres

En juillet 1936 — pour ne pas se reporter à une période antérieure — les ouvriers espagnols repoussèrent l'assaut des officiers qui avaient mis au point leur conspiration sous la protection du Front populaire. Les masses improvisèrent des milices et créèrent des comités ouvriers, citadelles de leur future dictature. De l'autre côté, les organisations dirigeantes du prolétariat aidèrent la bourgeoisie à détruire ces comités, à liquider les assauts livrés par les ouvriers

à la propriété privée, et à subordonner les milices ouvrières au commandement de la bourgeoisie, avec le POUM, pardessus le marché, participant au gouvernement et prenant une responsabilité directe dans ce travail de la contre-révolution. Que signifie dans ce cas, l'« immaturité » du prolétariat ? De toute évidence, cela signifie simplement qu'en dépit de la ligne politique juste adoptée par les masses, ces dernières furent incapables de briser la coalition des socialistes, des stalinien, des anarchistes et du POUM avec la bourgeoisie. Ce modèle de sophisme procède du concept d'une sorte de maturité absolue, c'est-à-dire d'une condition parfaite des masses, dans laquelle elles n'ont pas besoin d'une direction juste et, mieux encore, sont susceptibles de vaincre contre leur propre direction. Il n'y a et il ne peut y avoir de telle maturité.

Mais pourquoi des ouvriers qui montrent un instinct révolutionnaire si sûr et d'aptitudes si supérieures au combat iraient-ils se soumettre à une direction traître, objectent nos sages ? Il n'y eut pas la moindre trace de subordination, répondrons-nous. La ligne de combat suivie par les ouvriers coupait à tout moment selon un certain angle la ligne de la direction. Et aux moments les plus critiques, cet angle devenait de 180 degrés. La direction aidait alors directement ou indirectement à soumettre les ouvriers par la force armée.

En mai 1937, les ouvriers de Catalogne se soulevèrent non seulement sans leur propre direction, mais contre elle. Les dirigeants anarchistes — bourgeois pathétiques et méprisables se déguisant à peu de frais en révolutionnaires — ont répété des centaines de fois dans leur presse que si la CNT avait voulu prendre le pouvoir en mai, elle l'aurait fait sans difficultés. Cette fois, c'est la pure vérité que disent les anarchistes. La direction du POUM se suspendit littéralement aux basques de la CNT, elle ne fit que couvrir sa politique sous une autre phraséologie. C'est seulement grâce à cela que la bourgeoisie réussit à écraser le soulèvement de mai du prolétariat « manquant de maturité ». Il faut ne rien comprendre au domaine des relations entre la classe

et le parti, entre les masses et leurs dirigeants, pour répéter la phrase creuse selon laquelle les masses espagnoles n'ont fait que suivre leur direction. La seule chose que l'on puisse dire, c'est que les masses, qui ont continuellement tenté de se frayer un chemin vers la voie juste, ont trouvé que produire, dans le feu même du combat, une nouvelle direction qui corresponde aux nécessités de la révolution était au-delà de leurs forces. Nous avons devant nous un processus profondément dynamique, où les différentes étapes de la révolution se succèdent rapidement, où la direction, ou divers secteurs de la direction, désertent et passent rapidement du côté de l'ennemi de classe, et la discussion qu'engagent nos sages est purement statique : pourquoi la classe ouvrière dans son ensemble a-t-elle suivi une mauvaise direction ?

La manière dialectique d'aborder ce problème

Il existe un vieil épigramme, conforme à la conception évolutionniste et libérale de l'histoire : un peuple a le gouvernement qu'il mérite. L'histoire, cependant, nous montre qu'un seul et même peuple peut avoir, au cours d'une période relativement courte, des gouvernements très différents (Russie, Italie, Allemagne, Espagne, etc.) et, de plus, que l'ordre dans lequel se succèdent ces gouvernements ne se fait pas dans un seul et même sens : du despotisme à la liberté, comme le conçoivent les libéraux évolutionnistes. Le secret réside, en ceci qu'un peuple est composé de classes hostiles, et que ces classes elles-mêmes sont composées de couches différentes et en partie opposées les unes aux autres, qui possèdent des directions différentes ; qui plus est, chaque peuple subit l'influence d'autres peuples, eux-mêmes composés de classes. Les gouvernements ne sont pas l'expression de la « maturité » continuellement croissante d'un « peuple », mais le produit de la lutte entre les différentes classes et les différentes couches à l'intérieur d'une seule et même classe et, en dernier lieu, de l'action de forces ex-

térieures — alliances, conflits, guerres, etc. Il faut ajouter à cela qu'un gouvernement, dès lors qu'il est établi, peut durer beaucoup plus longtemps que le rapport des forces dont il est né. C'est précisément à partir de ces contradictions historiques que les révolutions, les coups d'Etat, les contre-révolutions se produisent.

C'est la même méthode dialectique qui est nécessaire lorsqu'on veut aborder la question de la direction d'une classe. A l'image des libéraux, nos sages admettent tacitement l'axiome selon lequel chaque classe a la direction qu'elle mérite. En réalité, la direction n'est pas du tout le simple « reflet » d'une classe, ou le produit de sa propre puissance créatrice. Une direction se forme au travers des heurts entre les différentes classes, ou des frictions entre les différentes couches qui existent au sein d'une classe donnée. Une fois apparue, la direction s'élève invariablement au-dessus de sa classe et devient, par là même, prédisposée à subir la pression et l'influence d'autres classes.

Le prolétariat peut « tolérer » longtemps une direction qui a déjà subi une dégénérescence interne complète, mais qui n'a pas encore eu l'occasion de manifester cette dégénérescence au cours de grands événements. Un grand choc historique est nécessaire pour révéler, de façon aiguë, la contradiction entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions.

C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière est souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution, mais même dans les cas où la vieille direction a révélé sa corruption interne, la classe ne peut pas improviser immédiatement une nouvelle direction, particulièrement si elle n'a pas hérité de la période précédente de solides cadres révolutionnaires, capables d'utiliser l'écroulement du vieux parti dirigeant. L'interprétation marxiste, c'est-à-dire dialectique et non scholastique, des relations entre une classe et sa direction ne laisse pas pierre sur pierre des sophismes légalistes de notre auteur.

Comment s'effectua la maturation des ouvriers russes

Il conçoit la maturité du prolétariat comme quelque chose de purement statique. Cependant, durant une révolution, la conscience de classe est le processus le plus dynamique qui soit, celui qui détermine directement le cours de la révolution. Etait-il possible, en janvier 1917 ou même en mars, après le renversement du tsarisme, de répondre à la question de savoir si le prolétariat russe avait suffisamment « mûri » pour conquérir le pouvoir en huit ou neuf mois ? La classe ouvrière était à ce moment extrêmement hétérogène, socialement et politiquement. Durant les années de guerre, elle avait été renouvelée à 30 ou 40 % à partir des rangs de la petite bourgeoisie, souvent réactionnaire, aux dépens des paysans arriérés, aux dépens des femmes et des jeunes. Le Parti bolchevique n'était suivi, en mars 1917, que par une minorité insignifiante de la classe ouvrière et, en plus, la discorde régnait à l'intérieur du parti lui-même. Une majorité écrasante d'ouvriers soutenait les mencheviks et les « socialistes-révolutionnaires », c'est-à-dire des sociaux-patriotes conservateurs. La situation était encore moins favorable en ce qui concerne l'armée et la paysannerie. Il faut encore mentionner le niveau culturel généralement bas du pays, le manque d'expérience politique dans les couches les plus larges du prolétariat, particulièrement dans les provinces, sans parler des paysans et des soldats.

Quel était l'actif du bolchevisme ? Seul Lénine possédait une conception révolutionnaire claire et méditée dans les moindres détails au début de la révolution. Les cadres russes du parti étaient éparpillés et considérablement désorientés. Mais le parti avait de l'autorité parmi les ouvriers avancés. Lénine avait une grande autorité sur les cadres du parti. La conception politique de Lénine correspondait au développement réel de la révolution, et il la remodelait à chaque événement. Ces éléments d'actif firent merveille dans une situation révolution-

naire, c'est-à-dire dans les conditions d'une lutte des classes acharnée. Le parti aligna rapidement sa politique jusqu'à la faire correspondre à la conception de Lénine, c'est-à-dire au cours véritable de la révolution. Grâce à cela, il trouva un ferme soutien chez des dizaines de milliers de travailleurs avancés. En quelques mois, en se fondant sur le développement de la révolution, le parti fut capable de convaincre la majorité des travailleurs de la justesse de ses mots d'ordre. Cette majorité organisée en soviets fut, à son tour, capable d'attirer les soldats et les paysans. Comment ce développement dynamique, dialectique, pourrait-il être épuisé par une formule de la maturité ou de l'immaturité du prolétariat ?

Un facteur colossal de la maturité du prolétariat russe en février ou mars 1917 était Lénine. Celui-ci n'était pas tombé des cieus. Il personnifiait la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière. Car, pour que les mots d'ordre de Lénine puissent trouver le chemin des masses, il fallait qu'existent des cadres, aussi faibles que fût leur nombre au début ; il fallait qu'existe la confiance des cadres dans la direction, une confiance fondée sur toute l'expérience du passé. Rejeter ces éléments de ses calculs, c'est simplement ignorer la révolution vivante, lui substituer une abstraction, le « rapport des forces », car le développement de la révolution consiste précisément en ceci que le rapport des forces ne cesse de changer rapidement sous l'impact des changements dans la conscience du prolétariat, de l'attraction des couches arriérées par les couches avancées, de la confiance croissante de la classe en ses propres forces. L'élément principal et vital de ce processus est le parti, tout comme le principal et vital élément du mécanisme du parti est sa direction. Le rôle et la responsabilité de la direction dans une époque révolutionnaire sont d'une importance colossale.

Relativité de la "maturité"

La victoire d'Octobre est un témoignage sérieux de la « maturité » du pro-

létariat. Mais cette maturité est relative. Quelques années plus tard, c'est le même prolétariat qui permit que la révolution fût étranglée par une bureaucratie issue de ses propres rangs. La victoire n'est pas du tout le fruit mûr de la « maturité » du prolétariat. La victoire est une tâche stratégique. Il est nécessaire d'utiliser les conditions favorables d'une crise révolutionnaire afin de mobiliser les masses ; en prenant comme point de départ le niveau donné de leur « maturité », il est nécessaire de les pousser à aller de l'avant, de leur apprendre à se rendre compte que l'ennemi n'est en aucune manière omnipotent, qu'il est déchiré de contradictions, que, derrière sa façade imposante, la panique règne. Si le Parti bolchevique n'avait pas réussi à mener ce travail à bien, on ne pourrait même pas parler de victoire de la révolution prolétarienne. Les soviets auraient été écrasés par la contre-révolution et les petits sages de tous les pays auraient écrit des articles et des livres dont la note dominante aurait été que seuls, des visionnaires invétérés pouvaient rêver en Russie de dictature d'un prolétariat numériquement si faible et si peu mûr.

Le rôle auxiliaire des paysans

Tout aussi abstraite, pédante et fautive est la référence au « défaut d'indépendance » de la paysannerie. Où et quand notre sage a-t-il vu, dans la société capitaliste, une paysannerie avec un programme révolutionnaire indépendant ou une capacité d'initiative révolutionnaire indépendante ? La paysannerie peut jouer un très grand rôle dans la révolution, mais seulement un rôle d'auxiliaire.

Dans bien des cas, les paysans espagnols ont agi avec audace et combattu avec courage. Mais pour soulever la masse de la paysannerie tout entière, il fallait que le prolétariat donne l'exemple d'un soulèvement décisif contre la bourgeoisie et inspire confiance aux paysans dans la possibilité de la victoire. Cependant l'initiative révolutionnaire du prolétariat lui-même était paralysée à chaque pas par ses propres organisations.

L'« immaturité » du prolétariat, le « défaut d'indépendance » de la paysannerie ne sont des facteurs ni ultimes ni fondamentaux dans les événements historiques. Ce qui sous-tend la conscience des classes, ce sont ces classes elles-mêmes, leur force numérique, leur rôle dans la vie économique. Ce qui sous-tend les classes, c'est un système de production spécifique, qui est déterminé, à son tour, par le niveau de développement des forces productives. Pourquoi ne pas dire alors que la défaite du prolétariat espagnol avait été déterminée par le bas niveau de sa technologie ?

Le rôle des personnalités

Notre auteur substitue un déterminisme mécaniste au conditionnement dialectique du processus historique. De là, de railleries faciles sur le rôle des individus, bons et mauvais. L'histoire est un processus de lutte des classes. Mais les classes ne pèsent pas de tout leur poids automatiquement et simultanément.

Dans le processus de lutte, les classes créent divers organes qui jouent un rôle important et indépendant et sont sujets à des déformations. Cela nous donne également la base du rôle des personnalités dans l'histoire. Il y a naturellement de grandes causes objectives qui ont engendré le régime autocratique de Hitler, mais seuls, de pédants et obtus professeurs de « déterminisme » pourraient nier aujourd'hui l'énorme rôle historique joué par Hitler.

L'arrivée de Lénine à Petrograd le 3 avril 1917 fit prendre à temps le tournant au Parti bolchevique et lui permit de mener la révolution à la victoire. Nos sages pourraient dire que, si Lénine était mort à l'étranger au début de 1917, la révolution d'Octobre aurait eu lieu « de la même façon ». Mais ce n'est pas vrai. Lénine représentait l'un des éléments vivants du processus historique. Il personnifiait l'expérience et la perspicacité de la section la plus active du prolétariat. Son apparition au bon moment dans l'arène de la révolution était nécessaire afin de mo-

biliser l'avant-garde et de lui offrir la possibilité de rallier la classe ouvrière et les masses paysannes.

La direction politique dans les moments cruciaux des tournants historiques peut devenir un facteur aussi décisif que l'est le rôle du commandant en chef pendant les moments critiques de la guerre. L'histoire n'est pas un processus automatique. Autrement, pourquoi des dirigeants ? Pourquoi des partis ? Pourquoi des programmes ? Pourquoi des luttes théoriques ?

Le stalinisme en Espagne

« Mais pourquoi diable », avons-nous déjà entendu demander notre auteur, « les masses révolutionnaires, qui abandonnèrent leurs anciens dirigeants se rallièrent-elles au drapeau du Parti communiste ? » La question est posée de manière fautive.

Il n'est pas vrai que les masses révolutionnaires abandonnèrent tous leurs anciens dirigeants. Les ouvriers qui étaient liés auparavant à des organisations spécifiques continuèrent à s'y accrocher, tout en observant et vérifiant. Les ouvriers, en général, ne rompent pas facilement avec le parti qui les a éveillés à la conscience. D'autant plus que le système de protection mutuelle existant à l'intérieur du Front populaire les trompait ; puisque tout le monde était d'accord, c'est que tout devait être bien.

Les masses nouvelles et fraîches se tournaient tout naturellement vers le Komintern, comme vers le parti qui avait accompli la seule révolution prolétarienne victorieuse, et qui, espérait-on, était capable d'assurer des armes à l'Espagne. Qui plus est, le Komintern était le champion le plus zélé de l'idée du Front populaire ; cela inspirait confiance aux couches d'ouvriers inexpérimentés. Au sein du Front populaire, le Komintern était le champion le plus zélé du caractère bourgeois de la révolution ; cela inspirait confiance à la petite et à une partie de la moyenne bourgeoisie. Voilà pourquoi les masses « se rallièrent au drapeau du Parti communiste ».

Notre auteur traite de la question comme si le prolétariat se trouvait dans un magasin bien fourni, pour y choisir une nouvelle paire de bottes. Même cette simple opération, on le sait bien, ne se déroule pas toujours avec succès. En ce qui concerne une nouvelle direction, le choix est très limité. C'est seulement graduellement, seulement sur la base de leur propre expérience au cours de différentes étapes, que les couches les plus larges des masses se convainquent qu'une nouvelle direction est plus ferme, plus sûre, plus loyale que l'ancienne. Il est certain que durant une révolution, c'est-à-dire quand les événements se succèdent rapidement, un faible parti peut se transformer rapidement en un parti puissant, pourvu qu'il comprenne avec lucidité quel est le cours de la révolution et qu'il possède des cadres éprouvés, qui ne se laissent pas griser par les mots et terroriser par la répression. Mais un tel parti doit exister avant la révolution, pour autant que le processus de formation des cadres demande une période de temps considérable, et que la révolution ne laisse pas assez de temps pour cela.

Trahison du POUM

Le POUM était, en Espagne, à gauche de tous les autres partis, et comptait indubitablement dans ses rangs des éléments prolétariens révolutionnaires dépourvus de solides attaches antérieures avec l'anarchisme. Mais ce fut précisément ce parti qui joua un rôle funeste dans le développement de la révolution espagnole. Il ne put devenir un parti de masses parce que, pour ce faire, il fallait auparavant renverser les anciens partis, et qu'il n'était possible de les renverser que par une lutte irréconciliable, par une dénonciation impitoyable de leur caractère bourgeois.

Cependant, le POUM, tout en critiquant les anciens partis, se subordonnait à eux sur toutes les questions fondamentales. Il participa au bloc électoral « populaire » ; il entra au gouvernement qui liquida les comités ouvriers ; il engagea la lutte pour reconstituer cette coalition gouvernementale ; il capitula à tout ins-

tant devant la direction anarchiste ; il appliqua, en liaison avec ce qui précède, une politique fautive dans les syndicats ; il prit une attitude hésitante et non révolutionnaire à l'égard du soulèvement de mai 1937.

Du point de vue du déterminisme en général, il est possible, bien sûr, de reconnaître que la politique du POUM n'était pas accidentelle. Tout, dans ce monde, a sa cause. Cependant, la série de causes qui engendra le caractère centriste du POUM n'est en aucune manière un simple reflet de l'état du prolétariat espagnol ou catalan.

Deux séries causales se sont mues l'une vers l'autre selon un certain angle et, à un certain moment, elles sont entrées en conflit. Il est possible, en prenant en considération son expérience internationale antérieure, l'influence de Moscou, l'influence d'un certain nombre de défaites, etc., d'expliquer politiquement et psychologiquement pourquoi le POUM s'est développé comme un parti centriste.

Mais cela ne change rien à son caractère centriste, ni au fait qu'un parti centriste joue invariablement un rôle de frein vis-à-vis de la révolution, qu'il doit à tout coup se fracasser lui-même la tête, et peut mener à l'écroulement de la révolution. Cela ne change rien au fait que les masses catalanes étaient bien plus révolutionnaires que le POUM, qui, à son tour, était plus révolutionnaire que sa direction. Dans ces conditions, faire porter la responsabilité de la fautive politique suivie à l'« immaturité » des masses, c'est s'engager dans le charlatanisme le plus pur, auquel recourent fréquemment les banqueroutiers de la politique.

Responsabilité de la direction

La falsification historique consiste en ceci que la responsabilité de la défaite des masses espagnoles est attribuée aux masses ouvrières, et non aux partis qui paralysèrent ou écrasèrent purement et simplement le mouvement révolutionnaire des masses. Les avocats du POUM dénie simplement toute responsabilité

des dirigeants, afin d'éviter d'assumer leurs propres responsabilités. Cette philosophie impuissante, qui cherche à faire accepter les défaites comme un anneau nécessaire de la chaîne des développements cosmiques, est totalement incapable de poser et refuse de poser la question de facteurs aussi concrets que les programmes, les partis, les personnalités qui furent les organisateurs de la défaite. Cette philosophie du fatalisme et de la prostration est diamétralement opposée au marxisme, théorie de l'action révolutionnaire.

La guerre civile est un processus au cours duquel les tâches politiques sont accomplies par des moyens militaires. Si l'issue de cette guerre était déterminée par l'« état des forces de classe », la guerre elle-même ne serait pas nécessaire. La guerre a sa propre organisation, sa propre politique, ses propres méthodes, sa propre direction, qui déterminent directement son sort. Naturellement, l'« état des forces de classe » sert de fondement à tous les autres facteurs politiques ; mais, de même que les fondations d'un immeuble ne réduisent pas l'importance que peuvent avoir les murs, les fenêtres, les portes, les toits, de même, l'« état des forces de classe » ne supprime pas l'importance des partis, de leur stratégie et de leur direction. En dissolvant le concret dans l'abstrait, nos sages se sont, en réalité, arrêtés à mi-chemin. La plus « profonde » solution au problème aurait été de déclarer que la défaite du prolétariat espagnol était due au développement inadéquat des forces productives. Une telle explication est à la portée de n'importe quel imbécile.

En réduisant à zéro la signification du parti et de la direction, ces sages nient la possibilité d'une victoire révolutionnaire en général. Car il n'y a pas la moindre raison d'escompter des conditions plus favorables. Le capitalisme a cessé de progresser, le prolétariat n'augmente pas en nombre, c'est, au contraire, l'armée des chômeurs qui augmente, ce qui n'accroît pas, mais réduit la force de combat du prolétariat, et a un effet négatif sur sa conscience aussi. De la même manière, il n'y a aucune raison de croire que, sous le régime du capitalisme, la paysannerie

soit capable d'atteindre une conscience révolutionnaire plus élevée. La conclusion de l'analyse de notre auteur est donc le pessimisme le plus complet, l'abandon progressif des perspectives révolutionnaires. Il faut dire — pour leur rendre justice — que nos sages ne comprennent pas eux-mêmes ce qu'ils disent.

En fait, ce qu'ils réclament de la conscience des masses est absolument fantastique. Les ouvriers espagnols, de même que les paysans espagnols, ont donné le maximum de ce que ces classes sont capables de donner dans une situation révolutionnaire. Ce que nous avons à l'esprit, c'est justement une classe de millions et de dizaines de millions d'individus.

Que faire ? représente simplement l'une de ces petites écoles, ou églises, ou chapelles, qui, effrayées par le cours de la lutte des classes et l'assaut de la réaction, publient leurs petits journaux et leurs études théoriques dans un coin, dans des chemins écartés, loin des développements réels de la pensée révolutionnaire, sans même parler du mouvement des masses.

Répression de la révolution espagnole

Le prolétariat espagnol est tombé victime d'une coalition composée des impérialistes, des républicains espagnols, des socialistes, des anarchistes, des staliens et, sur le flanc gauche, du POUM. A eux tous, ils ont paralysé la révolution socialiste que le prolétariat espagnol avait effectivement commencé à réaliser. Il n'est pas facile de disposer de la révolution socialiste. Personne n'a encore trouvé d'autres méthodes pour cela que la répression féroce, le massacre de l'avant-garde, l'exécution des dirigeants, etc. Le POUM, bien sûr, ne voulait pas cela. Il voulait d'une part participer au gouvernement républicain et entrer comme une opposition pacifique et loyale dans le bloc général des partis dirigeants ; et d'autre part établir des relations de paisible camaraderie à une époque d'implacable guerre civile.

C'est précisément pour cela que le POUM est tombé victime des contradictions de sa propre politique. La politique la plus cohérente, à l'intérieur du bloc dirigeant, a été suivie par les staliniens. Ils ont été l'avant-garde combattante de la contre-révolution bourgeoise-républicaine. Ils voulaient éliminer la nécessité du fascisme en prouvant à la bourgeoisie espagnole et mondiale qu'ils étaient eux-mêmes capables d'étrangler la révolution prolétarienne sous le drapeau de la « démocratie ». C'était là l'essence de leur politique.

Les banqueroutiers du Front populaire espagnol essayent aujourd'hui de faire porter le blâme sur le Guépéou. Je crois que nous ne pouvons être suspects d'indulgence à l'égard des crimes du Guépéou. Mais nous voyons clairement, et nous disons aux travailleurs que le Guépéou n'a agi dans ce cas que comme le détachement le plus résolu au service du Front populaire. C'est là que résidait la force du Guépéou, c'est en cela que consistait le rôle historique de Staline. Seul un philistin ignorant peut écarter cette réalité à l'aide de stupides petites plaisanteries sur le chef des démons.

Ces messieurs ne se posent même pas la question du caractère social de la révolution. Les valets de Moscou, au bénéfice de l'Angleterre et de la France, proclamèrent que la révolution espagnole était une révolution bourgeoise. C'est sur cette fraude qu'a été bâtie la politique perfide du Front populaire, politique qui aurait été complètement fautive même si la révolution espagnole avait été réellement une révolution bourgeoise. Mais, depuis le début, la révolution a manifesté beaucoup plus nettement son caractère prolétarien que la révolution de 1917 en Russie.

A la direction du POUM, il y a aujourd'hui des gens qui considèrent que la politique d'Andreu Nin était trop « gauchiste », que la chose vraiment correcte aurait été de rester le flanc gauche du Front populaire. Le vrai malheur, c'est que Nin, se couvrant de l'autorité de Lénine et de la révolution d'Octobre, ne pouvait pas se faire à l'idée de rompre avec le Front populaire. Victor Serge, qui se hâte de se compromettre par une

attitude frivole à l'égard des questions sérieuses, écrit que Nin ne souhaitait pas se soumettre à des ordres venus d'Oslo ou de Coyoacan. Est-ce qu'un homme sérieux peut vraiment réduire à des comérages mesquins la question du contenu de classe de la révolution ?

Les sages de *Que faire ?* n'ont aucune espèce de réponse à cette question. Ils ne comprennent pas la question elle-même. Quelle peut être, au vrai, la signification du fait que le prolétariat, « manquant de maturité », fonda ses propres organes de pouvoir, saisit les entreprises, tenta de régler la production, tandis que le POUM essayait de toutes ses forces de ne pas rompre avec les anarchistes bourgeois qui, alliés aux républicains bourgeois et aux non moins bourgeois socialistes et staliniens, assaillaient et étranglaient la révolution prolétarienne ? De telles « bagatelles » n'ont évidemment d'intérêt que pour les représentants d'une « orthodoxie ossifiée ».

Les sages de *Que faire ?* possèdent à la place un appareil spécial qui mesure la maturité du prolétariat et le rapport des forces, indépendamment de toutes les questions de stratégie révolutionnaire de classe...

“Bortenstein Mieczyslaw, dit M. Casanova, dit Walter”

Les Cahiers du mouvement ouvrier publient de larges extraits de la brochure publiée par un militant de la IV^e Internationale, insistons bien là-dessus, le 19 avril 1939, quelques jours après que le 1^{er} avril, Franco a décrété que la « victoire est arrivée ».

Voici la notice biographique complète que nous a autorisés à publier l'équipe du *Maitron*, dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social, Editions de l'Atelier.

Bortenstein Mieczyslaw, dit M. Casanova, dit Walter, né en 1907 à Varsovie, mort en déportation à Auschwitz vers 1942 ; membre des Jeunesses communistes en Pologne et en France, puis militant trotskyste ; combattant de la guerre civile en Espagne.

Dès son plus jeune âge Mieczyslaw Bortenstein adhéra, dans sa ville natale, à l'organisation sioniste Haschomer Hazaïr où il ne resta que quelques mois avant de s'affilier, en 1923, aux Jeunesses communistes clandestines. Son action le fit arrêter à deux reprises : la seconde fois, l'été 1926, à la veille de passer son baccalauréat, il demeura deux mois en prison et fut libéré sur caution.

Il dut quitter la Pologne et se rendre en Belgique en décembre 1926 où il se fit embaucher comme plombier. Au bout de peu de temps, il fut expulsé de ce pays en raison de son engagement politique et vint en France en 1927. Il y poursuivit son activité dans les Jeunesses communistes et se préoccupa, en particulier, du sort des travailleurs immigrés polonais.

Arrêté au cours d'une distribution de tracts, en août 1930 il se vit condamné à trois mois de prison et reconduit en Belgique après avoir purgé sa peine.

Indésirable aussi bien en Belgique qu'en France, M. Bortenstein en fut réduit désormais à vivre sous des noms d'emprunt. De retour en France en 1932,

il y vécut illégalement, muni de faux papiers d'ouvrier agricole fournis par le Secours rouge.

Des critiques formulées à l'encontre de la politique menée par le Parti communiste entraînaient, en 1934, son exclusion de ce parti pour déviationnisme. Il rallia la Ligue communiste, organisation trotskyste française.

Peu de temps après l'éclatement de la guerre civile espagnole, en 1936, M. Bortenstein se rendit dans ce pays pour combattre le fascisme. Il résida à Barcelone, à l'hôtel Falcon réservé aux résidents étrangers proches du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) dirigé par d'anciens membres du mouvement trotskyste.

L'adhésion à ce parti leur ayant été refusée, les militants trotskystes, étrangers en grande majorité, créèrent le Groupe bolchevik-léniniste et publièrent *La Voz Leninista*.

M. Bortenstein participa activement à sa vie. Il combattit en 1937 sur le front de l'Aragon, participant, en particulier, aux combats de Belchite et de Codo au mois d'août, dans une unité composée en majorité de membres des Jeunesses libertaires. Auparavant, il avait été détenu quelque temps en prison à Barcelone à la suite des événements de mai 1937. Revenu de nouveau à Barcelone, M. Bortenstein exerça en 1938 les fonctions d'administrateur d'une usine d'armements.

Le groupe trotskyste avait été sévèrement atteint par la répression. Ses principaux animateurs attendaient en prison leur jugement pour une présomption d'assassinat d'un agent de la Guépéou infiltré dans les rangs du POUM, rendu responsable des arrestations des dirigeants de ce parti.

En dépit de ces conditions difficiles, M. Bortenstein demeura sur place jusqu'aux derniers jours précédant l'entrée des troupes de Franco à Barcelone, le 26 janvier 1939. Il suivit, alors le tragique exode des populations vers la frontière française. Il arriva à Perpignan d'où il fit parvenir immédiatement une relation des derniers événements qui fut publiée dans

La Lutte ouvrière du 17 février 1939 (organe du Parti ouvrier internationaliste) sous la signature de Casanova. Sous ce nom parut en mai dans un numéro spécial de la revue *Quatrième Internationale* dirigée par P. Naville, intitulé : *L'Espagne livrée. Comment le Front populaire a ouvert les portes à Franco*, qui reliait l'analyse trotskyste et son expérience personnelle.

En réponse à une sévère critique de cette brochure reproduite dans la revue *Que faire* d'André Ferrat, L. Trotsky consacra un de ses derniers articles demeuré inachevé en raison de son assassinat en août 1940, à une défense de la brochure de « Casanova ».

Les derniers mois précédant l'éclatement de la guerre mondiale, M. Bortenstein vécut illégalement à Paris. Il voulut s'engager dans l'armée française pour la durée de la guerre ce qui lui eut permis de régulariser sa situation et d'éviter l'internement, mais il refusa de signer le contrat de cinq ans dans la Légion étrangère qui lui fut proposé. On le condamna du coup à six mois de prison, pour infraction à un arrêté d'expulsion, et on le transféra en février 1940 au camp du Vernet. M. Bortenstein déclina l'offre faite aux internés de se rendre en Algérie pour travailler à la construction du chemin de fer transsaharien, en 1941.

Il caressa l'espoir de se rendre aux Etats-Unis grâce aux démarches diligentes des trotskystes américains et attendit un visa qui ne vint pas, dans un camp de transit proche de Marseille. Cet

espoir déçu, il fut transporté au camp de Drancy qu'il quitta le 20 juillet 1942 à destination d'Auschwitz. Il périt probablement dans les fours crématoires. »

La IV^e Internationale, à travers ce militant, émet un pronostic sur le régime nazi, fondé non sur un vague espoir mais sur des réalités : « *Nous ne croyons pas que le régime de Hitler a, comme l'affirme Goebbels, une existence assurée pour mille ans.* » Pour ajouter aussitôt : « *Il n'en aurait peut-être pas pour mille jours si la révolution prolétarienne triomphait en Espagne.* » Et si son pronostic sur la durabilité du régime nazi a été vérifié par l'histoire, celui sur l'avenir de la révolution en Espagne doit être considéré avec sérieux ; en d'autres termes, « *pouvait-on désagréger l'armée franquiste* », comme il le dit dans son chapitre VI ?

Sans vouloir refaire le passé, il vaut la peine de réfléchir à la lumière du travail des historiens sur les conditions « objectives » dont parle M. Casanova à la fin de sa brochure. Il commence à apparaître clairement que la situation « subjective » de Franco n'était pas des plus brillantes, dans le sillage des *pronunciamientos* espagnols.

Dans ces conditions s'impose un travail de mise à nu et en profondeur des conditions exactes dans lesquelles s'est fait ce *pronunciamiento* qui expliquent très probablement que toutes les forces attachées au vieil ordre oligarchique ont été obligées de se donner à fond pour que le général Franco, mis sur la touche par ses pairs, obligé de dénoncer au gouvernement de la République la préparation d'un complot de généraux « concurrents », devienne le choix réfléchi de Hitler et Mussolini, de Staline ensuite, et des « démocraties » enfin.

Tout cela parce qu'un événement imprévu s'est produit, à savoir que le soulèvement des masses d'ouvriers et de paysans le 19 juillet face au coup d'Etat de Franco fera basculer la situation.

Ces millions d'opprimés reprenaient, dans des conditions quasiment identiques, les tâches qu'ils avaient été obligés d'abandonner quinze ans auparavant lors de ce qu'il est convenu d'appeler le « triennat bolchevique » avec l'instaura-

tion de la dictature de Primo de Rivera (voir en particulier les *Cahiers du mouvement ouvrier*, numéros 36 et 37).

Il faudra à Franco, qui a jusque-là joué à deux bandes, attendre une bonne semaine après le 18 juillet, le 25 exactement, pour que Hitler reçoive à Bayreuth ses envoyés, et encore trois jours pour qu'arrivent les premiers avions italiens et quelques avions allemands avant d'être opérationnels.

Pendant ce temps, son insurrection est largement minoritaire dans le pays, le passage de ses forces depuis le Maroc par les airs est très lent, ce en quoi il faut certainement voir l'effet de la réunion secrète des sous-officiers de la Flotte du 13 juin 1936 pour se positionner en cas de rébellion des officiers. Du 18 au 28, dix jours décisifs, et on sait depuis John Reed, préfacé par Lénine, que « *dix jours peuvent ébranler le monde* ».

Cette brochure de M. Bortenstein se présente comme une sorte de vaste interview faite à quelqu'un « qui y était ». Il étudie les faits et en part avec une boussole très précise : les intérêts immédiats et à plus long terme de la révolution prolétarienne, en Espagne comme ailleurs. Il montre comment cette réalité est parfaitement expliquée par la seule IV^e Internationale, et il le fait de manière vivante et documentée dans sa brochure

dont, faute de place, nous ne donnons que quelques extraits significatifs. Elle mérite une republication soignée et annotée, car elle a le mérite de dire ce que des historiens, même honnêtes, asphyxiés par la propagande « communiste », commencent à peine à retrouver, en liaison avec le cheminement particulier que prend aujourd'hui en Espagne ce mouvement dit de la mémoire historique. En ce sens, elle est d'une grande actualité, et aussi un témoignage historique sur le vif, y compris sous sa forme « pédagogique ».

Roland Corominas

En attendant cette republication, les lecteurs intéressés pourront consulter l'état actuel de la brochure, très lisible malgré d'inévitables coquilles, sur le site suivant :

http://www.marxists.org/francais/4int/prewar/1939/4intsp39_08.htm

Le site s'ouvre sur le chapitre VII ; en haut à droite on trouvera deux petits icônes, Word ou PDF, pour télécharger l'intégralité de la brochure.

**M. Casanova
(Mieczyslaw Bortenstein)**

L'Espagne livrée

Comment le Front populaire a ouvert les portes à Franco

19 avril 1939

Première publication : brochure, édition « Le Tract », mai 1939

Table des matières

- I. Le tragique exode
- II. Pourquoi Barcelone a été cédée sans combat
- III. Et la CNT ?
- IV. L'armée républicaine et ses contradictions
- V. Le facteur idéologique dans la guerre civile
- VI. Pouvait-on désagréger l'armée franquiste ?
- VII. Encore une fois la technique
- VIII. L'industrie de guerre
- IX. Que s'est-il passé le 19 juillet ?
- X. Y a-t-il eu une révolution prolétarienne en Espagne ?
- XI. Les événements de mai 1937
- XII. L'économie du Front populaire
- XIII. Le ravitaillement
- XIV. L'ordre républicain
- XV. Le retrait des volontaires
- XVI. L'idéologie républicaine
- XVII. Le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM)
- XVIII. Les anarchistes de gauche et les « chercheurs de dieu »
à la lumière de l'expérience espagnole
- XIX. La IV^e Internationale dans la révolution espagnole
- XX. Le pronunciamiento de Miaja-Casado
- XXI. Pouvait-on faire autre chose ?

Introduction

Ce travail n'a pas la prétention de répondre à toutes les questions mêmes les plus urgentes posées par la tragique expérience. Si l'auteur de ces lignes a jeté un peu de lumière et a facilité l'intelligence des problèmes de la guerre civile espagnole, il aura le sentiment que son travail n'a pas été vain.

M. Casanova
Perpignan, le 16 mars 1939.

VIII. L'industrie de guerre

Le gouvernement républicain est-il parvenu à créer une industrie de guerre et sur quelle base ?

Quoique n'étant pas un grand expert dans ce domaine, j'ai une certaine expérience, ayant travaillé toute l'année 1938 précisément dans l'industrie de guerre. J'ai travaillé d'abord dans un petit village catalan de la province de Barcelone, trois mois en qualité de simple comptable dans une usine qui faisait des wagons et des machines agricoles avant le 19 juillet et qui a été transformée en une usine de guerre.

On y fabriquait des grenades, des pièces de mitrailleuses, etc. J'ai été ensuite pendant près de neuf mois l'administrateur d'une usine de guerre à Barcelone même. (...)

Tout à fait au début, en 1936, c'était la Généralité qui dirigeait en Catalogne l'industrie de guerre. Pour cela, elle avait créé un organisme qui s'appelait « *Comisión de Industrias de Guerra de Cataluña* ».

Cette commission était au début dirigée par un ouvrier métallurgiste de Barcelone, un militant du syndicat des métaux de la CNT, Vallejo. On peut avoir des opinions critiques quant à ses conceptions anarcho-syndicalistes, celles du gros des ouvriers d'avant-garde catalans, mais il faut rendre hommage à son dévouement et à son esprit de sacrifice sans limite, à son courage, à son énergie, à son initiative.

Cet homme, ce militant, ce simple ouvrier, était capable de transformer en une semaine, parfois en quelques jours, une usine métallurgique quelconque en usine de guerre. Il trouvait les machines qu'il fallait, les confisquait sur le champ, les emmenait en camion, allait à la recherche par exemple des cloches des églises dont le bronze servait à faire des balles. Comme Vallejo, il y avait sûrement en Catalogne et dans le reste de l'Espagne des centaines et des milliers d'ouvriers qualifiés connaissant leur métier, dévoués sur les barricades, mais aussi sur leur lieu de travail, devant le tour, la forge et le four. Mais leurs ef-

forts, leurs capacités, leur énergie et leur dévouement à la cause de l'industrie de guerre (ils comprenaient très bien l'importance de chaque obus sorti de leur atelier) furent à chaque instant paralysés par les organismes centraux. On peut en dire autant de beaucoup de dévoués et bons spécialistes venus de l'étranger.

Je citerai au hasard les cas de cet ingénieur belge, le camarade K..., spécialiste en matière de fabrication d'explosifs, qui s'est offert au département correspondant et dont on a refusé les services, parce qu'on avait des contrats avec les fournisseurs étrangers ; et de cet ingénieur, espagnol, celui qui dirigeait une école d'aviation et qui a présenté un projet parfaitement réalisable d'une usine pouvant produire des avions et qui fut refusé pour permettre les achats à l'étranger.

90 % de "loupés"

Quant à Vallejo, mentionné plus haut, il a été congédié vers mai 1937, comme tant d'autres travailleurs dévoués, et remplacé évidemment par des staliens... et des fascistes. (...) Je n'exagère pas du tout.

Je constate un fait. La Catalogne possédait une industrie métallurgique assez importante, facilement transformable, et les matières premières nécessaires arrivaient en quantité respectable du centre et aussi de l'étranger. Une puissante industrie de guerre qui aurait rendu l'Espagne presque indépendante des spéculateurs étrangers pouvait et devait naître.

Une preuve, historique celle-là. N'avait-elle pas alimenté pendant la Grande Guerre les deux camps belligérants, auxquels elle fournissait des munitions de bonne qualité ?

Pourtant, une grande usine de munitions qui travaillait à l'époque pour la France, et dont l'ingénieur a été, pendant la Grande Guerre, assassiné dans des conditions mystérieuses par les agents du contre-espionnage allemand, faisait, pendant les derniers mois, pour le gouvernement républicain, 90 % de « loupés ».

La production tombait évidemment non seulement en quantité, mais aussi en

qualité, et c'était un phénomène général. Les raisons ? L'inertie, la mauvaise organisation, et cela malgré le nombre toujours croissant « d'organisateurs », de nouveaux inspecteurs, de nouvelles commissions, qui devaient chercher les raisons de cette anarchie...

La *Subsecretaría de Armamento*, qui concentrait et dirigeait toute l'industrie de guerre, devait nous fournir les matières premières (le fer, le charbon, le bois, le pétrole, la terre réfractaire, le sable de fonderie, les graisses pour les machines, etc.). Sans ces matières premières, ou si, tout simplement, une d'elles manquait, on était arrêtés, et les ouvriers condamnés à jouer aux cartes à l'intérieur de l'atelier.

Or très souvent manquait une matière de première importance. Elle manquait non parce que la *Subsecretaría* n'en avait pas (ses magasins en regorgeaient, et la même matière était très souvent volée), mais parce que le responsable du département correspondant « oubliait », malgré les ordres écrits et téléphoniques, de l'envoyer chez nous, il « oubliait » d'envoyer le pétrole ou le charbon, par exemple, en dépit du fait qu'il avait reçu les commandes munies de tous les cachets. Par contre, lui ou son collègue « n'oubliait pas » très souvent d'envoyer une matière première en quantité trop grande qui risquait d'encombrer une usine.

En dépit du bon sens

(...) Ainsi le contrat établi, en dépit du bon sens, entre notre usine et la *Subsecretaría*, prévoyait une livraison mensuelle de 200 kilos de ferromanganèse et de 200 kilos de Ferro silicium. De multiples interventions téléphoniques et orales de la part du directeur technique, du contrôleur de la *Subsecretaría* et de moi-même, ayant pour but d'annuler ces envois de matières si chères dont avaient besoin d'autres usines qui en manquaient, n'ont abouti à aucun résultat. Le ferromanganèse et le Ferro silicium arrivèrent à notre usine jusqu'au dernier moment.

Pour déplacer une matière d'une usine à l'autre, il fallait des autorisations et des permis spéciaux du contrôleur de la *Sub-*

secretaría, sans lesquels on ne pouvait rien. Et comme il s'agissait d'une collectivité qui était composée d'une trentaine d'usines, et comme le gouvernement poursuivait une politique de sabotage de ces collectivités (je traiterai le problème des collectivisations ensuite), les autorisations n'étaient pas accordées.

La *Subsecretaría* préférait paralyser la production, qu'elle était chargée officiellement d'impulser et de coordonner, plutôt que de collaborer honnêtement avec la collectivité.

Je passe maintenant au courant électrique (un problème de première importance) sans lequel aussi on restait « en plan », comme on dit en français. Eh bien ! le courant électrique manquait précisément pendant les heures où on avait le plus besoin de lui, c'est-à-dire pendant les heures où l'on fondait.

Une longue interruption de courant et le contenu du four électrique se solidifiant, rendait celui-ci inutilisable et immobilisait l'usine. Je revois mon collaborateur, le directeur technique (l'ancien patron) rudement embarrassé dans un moment pareil et me suppliant à chaque instant de téléphoner au Central électrique.

Le courant électrique manquait non seulement pendant les alertes (c'était inévitable), mais plusieurs fois par jour, et il y avait des jours (et dernièrement c'était très fréquent) où on ne le voyait pas du tout. Evidemment ces incidents étaient prétexte à une paperasserie abondante. (...)

Autre chose. Notre collectivité avait besoin de certaines machines, et elle ne pouvait les acheter qu'à l'étranger. Pour faire ces achats, elle avait délégué quelques représentants. Mais le gouvernement, qui n'était pas enclin à favoriser la collectivité (collectivité CNT-UGT, mais dont la majorité des ouvriers et du conseil d'entreprise était de la CNT), refusait les passeports en prétextant qu'il n'y avait pas de devises pour un luxe pareil.

Par contre, il y avait des devises pour envoyer de multiples délégations à l'étranger dont le but était de brosser les chaussures de quelques démocrates millionnaires et de cirer le plancher dans les

antichambres de MM. les ministres de France et d'Angleterre, afin de gagner le cœur de Chamberlain — objectif central et impossible de toute la politique internationale du Front populaire. Eh bien, les machines ne furent pas achetées...

Il en résulta une perte pour la collectivité, et l'impossibilité de mettre en marche quelques sections dans plusieurs usines. Une perte évidemment, pour l'industrie de guerre, mais ces MM. de la *Subsecretaría* ne faisaient pas cas de ce détail. (...)

Fin mars, au moment de la rupture du front de l'Aragon, à l'usine où je travaillais, vient un représentant de « *la Subsecretaría* » avec une commande de pioches.

On en avait un besoin urgent vu l'avance rapide des fascistes qui avaient rompu le front, et avançaient avec une vitesse foudroyante vers la Catalogne.

L'usine était encombrée de commandes, mais les pièces qui étaient commandées avant pouvaient évidemment attendre. Les pioches, c'était plus urgent. On en avait besoin pour faire des tranchées et construire une nouvelle ligne de résistance. (...)

Dans mon usine, en l'an de grâce 1938, ont commencé d'abord les pourparlers, ensuite des marchandages, après des réunions des comités suivies d'une correspondance entre l'usine et « *La Subsecretaría* » et on n'a pas fait les pioches. (...)

XV. Le retrait des volontaires

Toute l'orientation du Front populaire apparaît clairement aussi dans le problème des « volontaires », c'est-à-dire des forces « étrangères » combattantes dans les deux camps adverses : celui des « gouvernementaux » et celui des « rebelles ».

En juillet 1936, environ trois mois avant la formation des Brigades internationales, ont commencé à venir à peu près de tous les coins du monde des militants révolutionnaires et aussi des ouvriers du rang, pour combattre en Espagne. Ils se mettaient à la disposition de tous les partis, des syndicats, de toutes

les organisations prolétariennes et s'engageaient dans les colonnes et les fameuses « tribus » de la première heure. (...)

Pendant les premiers deux mois et demi, Staline pratiquait la non-intervention. Pour des raisons dont l'examen nous amènerait loin, le Komintern commença ensuite à organiser les Brigades internationales sous la direction de Marty.

Ces Brigades internationales furent composées d'éléments divers, à commencer par les militants qui avaient passé par les prisons bourgeoises, fascistes et démocratiques, pour leur dévouement au prolétariat, jusqu'à certains éléments déclassés (clochards, anciens légionnaires), etc.

Les Brigades internationales ont combattu et ont perdu cinq mille des leurs. Ils furent mieux nourris, mieux armés, placés dans de meilleures conditions que beaucoup d'autres colonnes et divisions, surtout anarchistes et poumistes, où il y avait aussi pas mal de volontaires étrangers, pour les raisons politiques du favoritisme stalinien. Je ne veux pas pourtant entrer ici dans des discussions un peu stériles et comparer leur courage et leur participation à ceux d'autres forces antifascistes. Les Brigades internationales ont mis du leur et ont jeté dans quelques moments critiques leur poids dans la balance.

Au service d'une politique de suicide

Malheureusement, malgré leur sacrifice, leur courage et leur discipline, leur sang était versé au service d'une politique de suicide qui s'appelle le Front populaire.

Maintenus dans l'ignorance, en possession seulement de la presse stalinienne, la direction communiste les enfermait en vase clos. Elle s'est parfois servie d'eux pour les besoins les plus sales et les plus répugnantes.

Les assassinats de plusieurs militants révolutionnaires, les provocations ignobles furent l'œuvre de plusieurs commissaires politiques des Brigades internationales.

Au mois de mai 1937, à Barcelone, ils ont servi comme une force de choc, une force sûre, parce qu'elle exécutait aveuglément tout ce qu'on lui demandait. Plusieurs gardes d'assaut venus de Valence à Barcelone le 7 mai 1937 pour y faire régner « l'ordre » contre les ouvriers cénétistes et poumistes, et plusieurs tankistes, parlaient bulgare, allemand, polonais ou serbe. J'ai rencontré dans ces détachements qui servaient la bourgeoisie et la réaction quelques bons militants qui m'étaient déjà connus à l'étranger. (...)

Leur raisonnement (celui de nos ma-lins démocrates) était le suivant (et rap-pelons en passant qu'il fut aussi celui des anarchistes) : si on retire les forces italiennes et allemandes de l'Espagne, si on retire les techniciens étrangers, si on retire le matériel de guerre, si on empêche cette intervention qui est un défi au droit international, si tous ces Italiens et Allemands reviennent à Rome ou à Berlin, nous rapatrions aussi nos volontaires. Si on empêche toute cette guerre totalitaire, si on fait enfin tout ce que commande l'équité et les pactes, nous, républicains espagnols, nous viendrons facilement à bout de Franco et nous ferons une affaire d'or. (...)

Les fascistes étrangers, italiens, allemands, portugais, et aussi les capitalistes anglais et français intervenaient en faveur de Franco non parce qu'ils étaient des méchants, mais parce qu'ils étaient des bourgeois.

A cette intervention inéluctable qui se reproduira dans chaque révolution et chaque guerre civile antifasciste dans n'importe quel pays, le prolétariat mondial devait opposer une intervention plus active encore, afin de sauver la révolution espagnole, une intervention qui devait paralyser les Etats capitalistes fascistes et démocratiques, une intervention qui devait prendre, surtout, en France, la forme de la lutte pour le pouvoir.

Malgré toutes les explications de droit, et malgré toutes les résolutions du comité de non-intervention, Franco continuait et continue à recevoir l'aide en argent, en matériel et en hommes, des pays fascistes. Mussolini a du reste

déclaré : « *Nous retirerons nos légionnaires d'Espagne après la victoire de Franco.* »

C'était une déclaration nette et édi-fiante. Certes, on ne pouvait pas, après avoir lu cette déclaration, faire confiance au dictateur fasciste, et croire qu'il reti-rerait ses troupes après la victoire de Franco. Il tâchera de les garder le plus longtemps possible, dans la péninsule, dans son intérêt impérialiste, même après la victoire de Franco.

Mais on pouvait croire Mussolini sincère dans ce sens qu'il n'était pas en tout cas disposé à les retirer avant la victoire de Franco.

Mais nos « réalistes » dirigeants du Front populaire espéraient toujours que Chamberlain et Daladier obligeraient Franco à retirer ses légionnaires.

Ne s'agissait-il pas d'un attentat contre la démocratie et le droit interna-tional ? Il fallait donc en attendant ne pas donner un « prétexte » (comme si le capitalisme avait besoin d'un prétexte pour tromper et opprimer les ouvriers) aux fascistes et aux démocrates. (...)

XIX. La IV^e Internationale dans la révolution espagnole

Les critiques que nous formulons dans ce travail contre la politique men-cheviste du Front populaire sur la base de la tragique expérience des trente et un mois de guerre civile en Espagne ont été faits avant les événements et exprimés avec une netteté qui ne laissait place à aucune équivoque par la IV^e Internatio-nale.

Notre organisation internationale a le droit de dire qu'elle sort de cette tra-gique épreuve renforcée idéologique-ment. Nos conceptions politiques ont été confirmées par la vie, c'est-à-dire que la non-application des méthodes révolu-tionnaires bolchevistes défendues actuel-lement d'une façon conséquente par la IV^e Internationale a eu pour conséquence une nouvelle catastrophe : le Front popu-laire et le stalinisme n'ont pas seulement écrasé une révolution prolétarienne, ils ont aussi fait le lit du fascisme, et ouvert

les portes à Franco. Malgré toutes les critiques qu'on pourrait lui faire, il faut rappeler que le secrétariat International pour la IV^e Internationale a flétri, avec une netteté qui était plus que justifiée par la gravité des événements, non après le coup, mais à l'avance, non seulement les crimes des staliniens et des réformistes, mais aussi les graves fautes du POUM qui était à la remorque du Front populaire.

Le représentant de notre organisation internationale à Barcelone prévient et explique au mois d'août 1936, non dans les coulisses, mais à haute voix, les conséquences tragiques, pour le POUM et pour la révolution espagnole de la liquidation de la dualité du pouvoir et de la dissolution du Comité central des milices antifascistes. Les dirigeants du POUM ne nous ont pas écoutés. A la voie « sectaire » de la IV^e Internationale, ils ont préféré la voie « réaliste » de la collaboration dans la Généralité.

Le camarade Trotsky, s'inspirant de l'expérience de la révolution russe, s'est exprimé dans le même sens que le secrétariat international : le POUM, tout en luttant avec d'autres forces antifascistes contre Franco, ne devait pas prendre même une ombre de responsabilité pour la politique criminelle des chefs petits-bourgeois du Front populaire. (...)

A part les critiques théoriques et idéologiques, où était la IV^e Internationale au cours de la révolution espagnole ?

Bilan vrai de notre propre activité

Ne nous contentons pas de critiquer les autres courants. Faisons le bilan vrai de notre propre activité. Où étaient, non les trotskystes « honteux », mais les trotskystes vrais ?

Quand le 19 juillet en Espagne se sont produits les événements, il n'y avait pas de section bolchevik-léniniste en Espagne. Les anciens dirigeants de « Izquierda Comunista » (Gauche communiste), Nin et Andrade, qui jouissaient grâce à leur passé révolutionnaire, d'un certain prestige dans le mouvement ou-

vrier, avaient rompu avec IV^e Internationale, non seulement organisationnellement, mais aussi idéologiquement. Il ne s'agit pas ici seulement de leur entrée dans le POUM. Il s'agit ici de leur rupture avec des méthodes et avec une politique, celle de la IV^e Internationale dont ils sont devenus des adversaires convaincus. A notre grand regret, Nin et Andrade ont préféré à l'orientation marxiste de la IV^e Internationale, l'orientation centriste, et sont tombés dans le sillage du Bureau de Londres. Seuls les hommes qui ne voient pas plus loin que leur nez (et on en trouve dans certains groupuscules « trotskystes antitrotskystes ») peuvent expliquer la rupture de Nin et Andrade avec la IV^e Internationale par certains excès de langage de Trotsky, par le manque de souplesse de la part du secrétariat international, sa médiocrité dans le domaine de la diplomatie, etc.

Nin et Andrade n'étaient pas des enfants, et ce serait déjà trop les diminuer que d'expliquer leur évolution par le manque de souplesse de la part du secrétariat international, ou par les conflits secondaires sur les questions d'organisation. Le conflit sur le problème d'organisation entre les dirigeants de Izquierda Comunista et le secrétariat international de la IV^e Internationale cachait en réalité de sérieuses divergences politiques qui se sont révélées au cours de la révolution espagnole.

Une centaine environ d'étrangers

Cet abandon de Nin et Andrade rappelé, il reste le fait qu'après le 19 juillet, il ne restait que des bolcheviks-léninistes espagnols isolés, partisans du secrétariat international.

Il est venu en Espagne après le 19 juillet une centaine environ d'étrangers, membres de notre organisation internationale, de plusieurs pays du monde : des Français, des Belges, des Suisses, des Hollandais, des Italiens, des Allemands, des Polonais, des Danois, des Tchécoslovaques, et aussi des Américains, et même des membres de notre organisation d'Afrique du Sud. La plu-

part d'entre eux étaient des volontaires, soit dans les milices du POUM, soit dans celles de la CNT-FAI. « *L'arme de la critique, ils l'avaient remplacée par la critique par les armes* », et certains d'eux ont laissé leurs os sur le front de l'Aragon et aussi sur celui de Madrid.

Si l'éclair, symbole de la IV^e Internationale, était dessiné dans les tranchées près de Manicomio de Huesca, dans le parapet de la mort, les bolcheviks-léninistes étaient aussi à l'assaut pendant les attaques de Belchite, Codo, Quinto.

En un mot, sous Caballero et aussi sous Négrin, les bolcheviks-léninistes se sont battus les armes à la main contre Franco, et c'est tête haute qu'ils peuvent sous ce rapport être confrontés avec d'autres tendances du mouvement ouvrier.

Après l'abandon de Nin et d'Andrade, le groupe bolchevik-léniniste espagnol ne se reconstitua que vers novembre 1936, mais au début il fut constitué en sa majorité d'étrangers. Il demanda son adhésion au POUM, en se réservant seulement le droit de défendre ses conceptions politiques, et en s'engageant à respecter la discipline du parti. La direction du POUM lui ferma les portes : comme condition de son entrée, elle lui demanda des choses impossibles, à savoir des déclarations dans lesquelles on devait condamner « la soi-disant IV^e Internationale ». Malgré les obstacles de la direction, notre groupe espagnol se créa des sympathies au sein du POUM.

À chaque étape de la révolution, notre groupe prit une position juste, et il indiqua dans la mesure de ses faibles moyens la voie à suivre. Nous avons critiqué du dehors et du dedans les fautes opportunistes du POUM et son orientation vers une nouvelle expérience ministérielle, et sa politique à la remorque du Front populaire.

Pousser la base des organisations anarchistes contre la collaboration des classes

Au sein de la CNT, organisation de masse du prolétariat révolutionnaire ca-

talán, nous avons développé nos conceptions de la révolution permanente. On peut en dire autant des Jeunesses libertaires. Nous avons tout fait pour pousser la base des organisations anarchistes contre la collaboration des classes, contre l'anarcho-ministériisme, dans le sens antibourgeois et marxiste. Tout en ne cherchant pas à s'attribuer tous les mérites, nous serons dans la vérité en disant que la formation de certains groupes de gauche de la CNT, comme les « Amis de Durruti », ne fut pas insensible à notre travail de pénétration idéologique.

Au cours de l'année 1937, nous avons gagné des éléments au sein du POUM et aussi de la CNT. Mais les événements allaient vite, et nous commençons à peine à exister. Les glorieuses journées de mai à Barcelone nous ont trouvés faibles organisationnellement, mais idéologiquement forts et éprouvés.

Nous étions seuls, avec « Les Amis de Durruti » à formuler le plan d'action, le plan de résistance, au complot stalino-bourgeois, c'est-à-dire le plan et les mots d'ordre de l'insurrection prolétarienne.

Pendant ces journées, nous avons non seulement formulé les mots d'ordre généraux, mais aussi dans nos tracts et papillons, les moyens pratiques de les réaliser : la formation des comités de quartier sur la base du Front ouvrier révolutionnaire POUM-CNT-FAI. Mais, à la différence de la direction du POUM, nous avons tout le temps dénoncé les trahisons de la direction réformiste de la CNT-FAI.

Les événements de mai nous ont trouvés aussi chacun à son poste, c'est-à-dire sur les barricades, avec les ouvriers révolutionnaires de Barcelone contre les chiens du capital, les staliniens : les uns sur les barricades du POUM, sur les Ramblas, les autres sur les barricades de la CNT, à la Casa CNT-FAI.

Si Fauconnet et d'autres ont laissé leur os au front, Cid, militant du POUM, mais membre de notre fraction bolchevik-léniniste de ce parti, donna sa vie sur les Ramblas en défendant les conquêtes du 19 juillet...

Nous avons eu contre nous Franco, c'est-à-dire le fascisme, appuyé par le capitalisme international, les démocrates

républicains, genre Companys, Miaja, Casado qui servaient indirectement le fascisme, les socialistes de la Deuxième Internationale qui, qu'ils soient de la tendance Prieto ou de Caballero, n'ont rien appris et rien oublié et suivaient les démocrates bourgeois.

Nous avons eu contre nous les staliens

Nous avons eu contre nous les staliens, qui tout en couvrant la politique mencheviste de trahison et qui s'appelle le Front populaire, se revendiquaient et jouissaient de l'autorité de la révolution russe, et se servaient de cette autorité pour étrangler la révolution espagnole. L'histoire a de ces ironies tragiques et imprévues. C'est l'ambassadeur de l'URSS du premier Etat ouvrier dans l'histoire, qui empêcha la création d'un autre Etat ouvrier, et étrangla la révolution. Antonov-Ovsénko, qui dirigea la prise du palais d'Hiver en 1917, vingt ans après, en 1937, aida à Barcelone la bourgeoisie, les Kerensky catalans et espagnols, à chasser les ouvriers du central téléphonique. La bureaucratie stalinienne jouissait non seulement de l'appui moral, mais aussi de l'appui matériel que lui procurait le fait qu'elle s'appuyait sur la puissance de l'Etat ouvrier, qu'elle exploitait à ses fins particulières de caste parasite et conservatrice.

Mais, à gauche des staliens, « les grands artisans de la défaite du prolétariat espagnol », nous avons eu contre nous et contre la révolution prolétarienne des anarchistes qui, malgré leur combativité, ne faisaient que des stupidités, si ce n'est pas pire, dans tous les domaines. La direction de la CNT-FAI, tout en prêchant le « communisme libertaire » dans un avenir indéterminé comme la II^e Internationale dans la période de sa décadence [*prêchait*] l'exécution de son programme maximum, travaillait, tout en observant le rite bakouniniste, pour la bourgeoisie et la reconstitution de son appareil étatique.

Nous avons eu contre nous aussi le POUM et surtout sa direction qui craignait le trotskysme comme le diable

l'eau bénite, et voulait par sa lutte contre nous se justifier et prouver qu'elle n'était pas trotskyste.

Nous avons eu en somme contre nous une coalition de forces formidable et nous n'étions qu'un petit groupe de propagandistes. (...)

Mais nous avons le droit de dire à la direction du POUM : « Vous, vous étiez un parti avec des cadres, quoique un parti minoritaire, mais un parti de masse, vous auriez pu, avec une politique bolcheviste, en vous appuyant sur les éléments du second pouvoir, devenir un facteur important, peut-être décisif dans le pays, et changer la situation. » Mais la direction du POUM ne peut pas tenir le même raisonnement aux bolcheviks-léninistes espagnols. Nous ne pouvions que propager nos mots d'ordre dans les organisations de masse, les pousser dans la voie révolutionnaire, y renforcer les tendances progressives et gagner les meilleurs éléments. En somme, notre travail ne pouvait que tendre à créer les cadres qui ne pourraient jouer leur rôle que dans la nouvelle étape de la révolution, et en attendant, pousser les organisations les plus proches de nous dans la voie révolutionnaire. Ce travail, nous l'avons fait. Nous avons, au cours de l'année 1937, gagné des éléments dans le POUM où nos idées et nos critiques, dans la mesure où elles étaient confirmées par les événements, ont été de plus en plus écoutées. La même chose dans la CNT, où une collaboration malheureusement de courte durée put s'établir avec « Les Amis de Durruti » et d'autres groupements, qui évoluaient, quoique lentement, vers le marxisme révolutionnaire.

Après les journées de mai

Après les journées de mai est venue la répression stalinienne. Nos camarades Erwin Wolf et Hans Freund (connu sous le nom de Moulin) ont été enlevés et assassinés par les staliens. Le premier, citoyen tchécoslovaque, vint à Barcelone à la fin du mois de mai 1937. Il était correspondant d'un journal anglais, *Spanish*

News. Le Guépéou ne pouvait pas lui pardonner d'avoir été secrétaire de Léon Trotsky. Selon certaines informations, il aurait été fusillé en URSS avec Antonov-Ovséenko, qui avait organisé sur les ordres de Moscou le complot contre-révolutionnaire de mai, mais auquel Staline ne peut comme à tant d'autres, pardonner son beau passé révolutionnaire. Quant à Hans Freund (Moulin) c'était un émigré allemand, un propagandiste dévoué et ardent de la IV^e Internationale. Il partit immédiatement après le 19 juillet 1936, pour se mettre à la disposition de la révolution espagnole. Il travailla d'abord à Madrid, puis à Barcelone. Le Guépéou ne le perd pas de vue. C'est le Polonais Mink, agent du Guépéou, qui est chargé de le surveiller. Il fut arrêté le 2 août 1937 par les policiers staliniens.

Mais malgré les coups que lui porte le Guépéou, notre organisation continue son travail. Elle se renforce. De nouveaux éléments du POUM et des anarchistes viennent la rejoindre. Nos camarades au front font de la propagande pour la reconstitution des comités de miliciens. A l'arrière, malgré les énormes difficultés, continue à paraître *La Voz Leninista* qui tire les leçons des tragiques événements. Dans nos tracts, nous protestons contre les calomnies lancées contre le POUM, nous le défendons contre la répression stalinienne.

Vers novembre 1937, le Guépéou réussit à envoyer dans notre groupe deux provocateurs. L'un d'eux, un commissaire politique des Brigades internationales, un Allemand qui portait le pseudonyme de Max Joan, parvient à gagner une certaine confiance. Max travaillait en accord avec un autre provocateur, Léon Narvitch, qui, selon des renseignements de plusieurs camarades, prit part à l'organisation de l'assassinat d'Andrés Nin.

Un autre "procès de Moscou" à Barcelone

La police stalinienne, qui avait besoin d'un autre « procès de Moscou » à Barcelone, arrêta nos camarades Munis, Adolfo Carlini, Jaime Fernandez, Teodoro Sanz, Ondzik, etc. C'est Max Joan qui

livra à la police nos camarades. Mais la police stalinienne n'a pas le courage d'accuser et de juger nos camarades pour délit de propagande révolutionnaire.

Elle veut les calomnier et les couvrir de boue. La police accuse nos camarades du groupe bolchevik-léniniste espagnol de l'assassinat du capitaine des Brigades internationales, Leon Narvitch. L'acte d'accusation parle aussi de préparation « *de varios atentados contra destacadas personalidades de la República* » (de différents attentats contre des personnalités éminentes de la République). Nos camarades sont accusés de terrorisme.

C'est la même main qui a orienté les procès de Moscou, qui emploie des méthodes du gangstérisme contre l'avant-garde révolutionnaire à l'échelle internationale, qui a enlevé Klement à Paris, et qui agit à Barcelone contre la section espagnole de la IV^e Internationale. (...)

Le commissaire Mendez arriva à tirer du jeune Zanov des « aveux » contre d'autres camarades, au sujet de la prétendue préparation d'attentats contre Négrin et Prieto, le sabotage, etc.

Cet épisode confirma point par point la façon dont sont arrachés les « aveux » à Moscou. Nos camarades Munis, Carlini, Rodriguez, firent hautement front aux tortionnaires dégénérés du Guépéou. Ils prirent la responsabilité du travail de la IV^e Internationale en Espagne. Ce n'étaient pas des trotskystes « honteux », mais des bolcheviks-léninistes défendant ouvertement et courageusement les conceptions de la révolution permanente dans les conditions les plus dures.

Convoqué par l'avocat du POUM lors du procès de ce parti, afin de témoigner que le POUM n'est pas trotskyste et laver Gorkin et Andrade de cette si terrible accusation, notre camarade Munis prit devant le tribunal de Comorera la responsabilité politique pour le travail du groupe bolchevik-léniniste en Espagne et pour la rédaction de *La Voz Leninista*.

Le Guépéou s'est brûlé les doigts

Mais le Guépéou s'est brûlé les doigts dans le procès de Moscou qu'il

préparait à Barcelone. Notre organisation internationale fut informée, nos sections à l'étranger dénoncèrent cette ignoble canaillerie stalinienne. Les faussaires et les imposteurs du Guépéou furent pris la main dans le sac.

La police de Négrin-Comorera, qui avait déjà subi un échec avec le procès du POUM, dut reculer la date du procès plusieurs fois. Il fut enfin fixé pour le 26 janvier 1939. Mais c'est une ironie du sort et une coïncidence tragique : le jour même où devaient être jugés nos camarades, les troupes de Franco entraient à Barcelone.

Le sens de cette coïncidence tragique est clair : nos camarades ne purent être jugés car la criminelle politique stalinienne du Front populaire a ouvert les portes à Franco. La persécution des trotskystes a été l'un des éléments et non des moindres, qui a désarmé le prolétariat, et rendu possible les victoires du fascisme.

— L'administration des prisons, qui brûlait les dossiers, libérait les fascistes et les espions de la cinquième colonne, et se préparait ainsi à recevoir les nouveaux maîtres, voulut remettre nos camarades à Franco, c'est-à-dire au poteau d'exécution fasciste. Même au dernier moment de la débâcle générale, les staliens n'oubliaient pas leur haine contre les trotskystes, c'est-à-dire leur haine envers la révolution prolétarienne.

Si certains camarades ont pu s'échapper, on le doit non aux sentiments humanitaires du Guépéou, ni à celles du gouvernement républicain, mais à la solidarité prolétarienne. (...)

XX. Le pronunciamiento Miaja-Casado

Après Juillet, il y avait deux pouvoirs : le pouvoir étatique bourgeois, formel et impuissant, et le pouvoir des comités ouvriers. Ce second pouvoir prédominait nettement pendant le premier trimestre, (*comprendre le premier trimestre d'après le 19 juillet 1936, en gros jusqu'à la fin septembre — NdR*) jusqu'à la formation des gouvernements de coalition, celui de Largo Cabellero et

celui de Taradellas en Catalogne. Le gouvernement de Largo Caballero s'appuyait sur toutes les organisations ouvrières, entre autres la CNT. Le pouvoir effectif de ce gouvernement était limité. Les éléments du second pouvoir ouvrier subsistaient surtout en Catalogne jusqu'en mai. Leur affaiblissement progressif incita pourtant l'aile droite du Front populaire à les liquider complètement. Tel fut le sens du coup de force stalinien et des événements de mai à Barcelone. Les ministres anarchistes invitèrent les ouvriers à abandonner les barricades. Mais l'écrasement de la base cénétiste eut non seulement pour effet le désarmement du prolétariat catalan, mais rendit aussi inutile le maintien des ministres anarchistes au gouvernement. Le nouveau rapport des forces était à la base de la formation du gouvernement Négrin, à la fin de mai 1937. Sans les journées de mai, nous n'aurions pas eu « le gouvernement de la victoire ». Depuis mai, la CNT était définitivement écartée du gouvernement. Le fait qu'on lui ait offert un poste décoratif dans le second ministère Négrin ne change rien à l'affaire. Le ministre anarchiste de l'Instruction publique, n'était qu'un meuble dans le Conseil des ministres. Depuis mai, le pouvoir était partagé entre deux fractions : les staliens et les bourgeois républicains et socialistes. Ces deux fractions faisaient bloc contre le prolétariat, contre la CNT, la FAI, le POUM, contre les comités ; elles se rendaient mutuellement des services. Les bourgeois républicains laissaient aux staliens les mains libres contre le « trotskisme ». (...)

Les crimes se payent

Voilà l'accord qui sert de base à la constitution du « gouvernement de la Victoire ». Cependant, le prolétariat révolutionnaire écrasé, les contradictions entre les associés commencèrent à apparaître et à s'approfondir. Elles aboutirent, au mois de mars 1939, au choc violent : le pronunciamiento Miaja-Casado. Les événements ont une logique interne et les crimes se payent. La logique du Front populaire se retourne contre les

staliniens, ses artisans. L'arme forgée par eux les frappe à leur tour.

Les républicains se sont servis des staliniens contre le prolétariat, mais ici aussi le nègre a fait son travail, le nègre peut partir. Du reste le nègre gênait les républicains, car il voulait conserver l'administration, l'armée entre ses mains. Bien que les staliniens se déclarent cent fois par jour réformistes, démocrates, patriotes et chauvins, la bourgeoisie, même républicaine, ne leur accorde qu'une confiance très limitée. Les staliniens disaient que des mesures révolutionnaires empêchaient l'aide des démocraties. Cette conception était à la base de toute leur politique contre l'aile gauche du Front populaire, CNT et POUM. Elle s'est retournée contre eux-mêmes. Depuis plus d'un an, les républicains disaient que la présence des communistes au gouvernement était mal vue par Chamberlain et Daladier. Les républicains avaient raison. Ils oubliaient seulement d'ajouter que le mieux vu par la City et par le Comité des Forges était Franco, et non eux-mêmes.

Toute la perspective du Front populaire s'est effondrée

La chute de la Catalogne a remis à Franco le plus fort bastion de la résistance antifasciste. Avec la reconnaissance du gouvernement de Burgos par la France et l'Angleterre, toute la perspective du Front populaire s'est effondrée. Les chefs du Front populaire disaient que la France ne permettrait pas à Franco de s'installer le long de la frontière pyrénéenne. Ils faisaient confiance à l'intérêt impérialiste anti-allemand et anti-italien de la France. C'était un espoir faux. Nous l'avons maintes fois expliqué. En tous cas, après la reconnaissance de Burgos par la France et l'Angleterre, cette perspective s'est effondrée, même aux yeux des autruches du Front populaire. Quelles possibilités de résistance contre Franco subsistaient après la chute de la Catalogne ? L'Espagne du centre, quoique n'englobant pas de régions aussi industrielles que la Catalogne, contient

néanmoins des richesses importantes. Des usines de guerre y ont été installées en prévision de la chute de la Catalogne. Madrid, bien fortifiée, a résisté à de nombreux assauts. Tout le centre est entouré de fortifications qui seraient en cas de résistance sérieuse un morceau dur à arracher pour Franco. De plus, Franco n'est pas sûr de son arrière ; la Catalogne peut lui réserver de désagréables surprises. Si le prolétariat de Madrid et de l'Espagne centrale se réveillait, s'il abandonnait tous les faux espoirs, s'il sautait enfin par-dessus la politique pourrie du Front populaire et s'engageait dans la voie révolutionnaire de reconstitution des comités, s'il nettoyait l'arrière de tous les fascistes à peine masqués et de tous les agents de l'ennemi, alors la résistance qui pourrait se transformer en contre-attaque serait possible. Seulement cette voie est fermée pour les républicains. Elle était fermée pour Besteiro, Miaja, Casado, mais aussi pour Négrin qui se défend à l'étranger d'avoir eu l'idée de résister à tout prix ; aussi, enfin, pour les communistes. La voie révolutionnaire écartée, reste la voie de la capitulation. Dans cette voie se sont engagés Besteiro-Miaja-Casado. Ce trio a répété contre les communistes l'opération de l'autre trio Comorera-Aiguadé-Rodriguez Salas pendant les journées de mai à Barcelone contre les anarchistes et le POUM.

La signification objective du pronunciamiento est profranquiste et capitulaire. Il ne s'agit pas d'une lutte de l'UGT, des caballeristes ou des républicains contre les communistes. Nous avons affaire à un complot qui a pour but, en écrasant la base révolutionnaire du parti communiste, d'ouvrir les portes à Franco. (...)

Qui sont les traîtres ?

Qui sont les traîtres ? Besteiro, partisan du compromis depuis le début de la guerre civile. Casado, protégé par Négrin. Mais on y trouve aussi Carrillo [*Wenceslao, père de Santiago Carrillo*] appartenant à la fraction caballeriste du Parti socialiste. Les staliniens se servent de ce fait pour déclarer (voir *Pravda*) que « les gé-

néraux trotskistes se sont révoltés contre le gouvernement de Négrin ». (...)

La fraction caballeriste a autant de rapport avec les trotskystes authentiques, c'est-à-dire avec la IV^e Internationale que cette dernière avec Lucifer en personne. (...)

Mais la grande leçon des événements de Madrid, c'est une nouvelle faillite de toutes les conceptions de la politique du Front populaire.

Regardez-vous dans la glace, criminels ! Que vaut l'armée républicaine de la direction de laquelle vous avez chassé tous les révolutionnaires ? Quelle est sa fidélité au régime républicain ? Comme au vieux temps de la monarchie, elle fait des « pronunciamientos ».

Que vaut l'appareil étatique républicain démocratique ? Il suit le « pronunciamiento ». Que les politiciens se rappellent la destination des organismes authentiquement prolétariens comme les Patrouilles de contrôle. Ce sont les staliens qui ont forgé l'arme qui se retourne contre eux, mais malheureusement aussi contre le prolétariat.

Le pronunciamiento de Miaja-Casado a déterminé la fin du gouvernement de Négrin. Il faut aussi souligner la lâcheté de la direction du Parti communiste qui a abandonné ses militants et s'est enfuie à l'étranger.

Les anarchistes français (voir *Le Libertaire*) appuient la Junta Miaja-Casado parce qu'ils y voient une tentative d'arrêter le massacre inutile des ouvriers espagnols. La situation n'est-elle pas perdue ? L'essentiel, c'est de sauver la vie des militants en danger, leur permettre de partir à l'étranger, car la révolution espagnole se fera avec des hommes vivants et non avec des morts. Voilà les idées qu'on peut recueillir dans *Le Libertaire* et *Juin 36*.

Pourtant, ceux qui veulent arrêter « le massacre inutile » méconnaissent la nature du fascisme. Ils espèrent la clémence de la part de Franco. Or le trait fondamental du fascisme est précisément qu'il ne tolère aucune organisation indépendante du prolétariat et qu'il supprime même toutes les organisations bourgeoises indépendantes. L'armistice avec Franco permettant de sauvegarder quoi que ce soit pour le prolétariat est impossible.

Garcia Oliver n'a pas été récompensé pour sa trahison de mai, Comorera et Négrin non plus. Le sort de Miaja-Casado et de leurs associés ne sera pas meilleur.

**19 avril 1939,
M. Casanova**

(Les intertitres sont de la rédaction.)

Mai 1937 : soixante-quinze ans après De nouveaux apports ?

**Madrid, les 23 et 24 mai 2012 :
Journées de la Fondation Andreu-Nin**

La Fondation Andreu-Nin, à Madrid, a organisé, les 23 et 24 mai 2012, une présentation du livre de J. A. Pozo, *Poder legal y poder real en la Cataluña revolucionaria de 1937* (Légalité et réalité du pouvoir dans la Catalogne révolutionnaire de 1937) et une table ronde pour le 75^e anniversaire des faits de mai 1937.

Dans la présentation de son livre, le camarade Pozo a apporté un nouvel éclairage sur le développement des comités révolutionnaires en 1936-1937 et sur les vicissitudes du Comité des milices antifascistes de Catalogne (CCMAC). A l'aide d'une méthode qui ne cherche pas à prendre appui sur les faits mais qui plutôt part des faits, il a montré que d'un point de vue historique il est indiscutable qu'il y a eu une révolution sociale en 1936 et que les comités ouvriers ont agi à divers niveaux comme organes de pouvoir. Il y eut, donc, dualité de pouvoir.

Une autre chose est que cela se discute politiquement. Tout particulièrement, il y a ce que stipule le texte légal qui constitue le CCMAC et, par ailleurs, le rôle qu'effectivement il a joué, la Généralité dépendant souvent du Comité, et non l'inverse. Les limites de l'articulation des comités découlaient en de nombreux cas des décisions politiques prises en particulier par les dirigeants de la CNT.

En ce qui concerne la dissolution du Comité des milices et le combat qui se livre dans les mois suivants, avant mai, il a signalé plusieurs aspects de la crise de la coalition « antifasciste » dans les gouvernements de Barcelone et de Valence. Parmi eux, le fait que la résistance non vertébrée opposée à la reconstruction de l'Etat bourgeois pouvait commencer à prendre des formes de programme politique, ce qui précipita l'offensive qui culmina dans la prise de

« La Telefónica » (*le central téléphonique de Barcelone* — NdT) qui déclencha l'insurrection de mai en Catalogne. C'était là la référence de la table ronde, introduite par Enrique del Olmo (Fondation Nin) qui indiqua les changements qui se sont produits dans l'approche des faits de mai et en général de la guerre et de la révolution. Ce qui fut corroboré dans les interventions des historiens Julián Vadillo (Fondation Anselmo-Lorenzo) et Fernando Hernández (Université autonome de Madrid) ainsi que de Agustin Maraver, de la Fondation.

Le premier se révéla déconcertant pour de nombreux participants lorsqu'il s'étendit sur une réfutation des attaques contre l'anarcho-syndicalisme et l'anarchisme, en brossant une CNT insolite qui recherchait toujours l'unité et en désavouant comme peu représentative la démarche de la CNT et de la FAI de Catalogne. Dans cette optique, l'action de la CNT en mai se réduisait à la démobilisation de la part des dirigeants confédéraux, comme si les barricades n'étaient pas issues des entrailles de la CNT.

Fernando Hernández exposa la thèse de ses livres, centrée sur le surgissement d'une nouvelle force, le PCE-PSUC, qui, selon lui, remplaçait le rôle traditionnel du PSOE et disputait le terrain aux autres forces. Une force autonome par rapport à l'intervention du Kremlin, au point de considérer que Staline ne fut pas impliqué dans la préparation de mai, même s'il l'utilisa ultérieurement.

Cette position extrême fut battue en brèche par Pozo, qui apporta une multitude de faits indiquant la possibilité que prenne corps un courant susceptible de mener jusqu'au bout l'élan révolutionnaire de 1936.

Maraver constata avec raison que les lignes du débat bougent, en accepta le défi en signalant les possibles interprétations comme étant une définition problématique de la situation prérévolutionnaire en 1936-1937.

L'engagement de tous, proposé par Del Olmo, fut de continuer, puisque l'UGT s'est proposée pour accueillir à nouveau la suite du débat.

Andoni Zarra

Fondation Andreu-Nin, Madrid, 24 mai 2012

Mai 1937 : guerre et révolution dans la II^e République

Intervention de Josep Antoni Pozo González

Mai 1937 : rivalité politique ou crise de l'antifascisme ?

Le processus qui a débouché sur la crise du gouvernement Largo Caballero en mai 1937, ainsi que les événements qui ont eu lieu à Barcelone vers ce moment-là, ont été souvent analysés comme le résultat inévitable d'une rivalité exacerbée entre différentes composantes du camp antifasciste qui, parvenue à un certain point, a rendu absolument incompatible l'existence de modèles ou de projets différents. Ainsi, la raison de cette rivalité devrait être cherchée dans les différentes positions (la polémique classique liée à la guerre et à la révolution) qui selon cela, aurait alimenté une hostilité croissante développée dans le cadre de la lutte pour l'hégémonie des uns ou des autres. A cette explication générique ont été ajoutés d'autres arguments qui mettent l'accent, ou pas, sur le rôle joué par Staline et l'Internationale communiste dans la chute de Largo Caballero, ou sur les événements de Barcelone et sur la répression ultérieure déchaînée contre le POUM et des pans de la CNT.

Naturellement, il n'est pas dans mes intentions de démentir ou de nier la rivalité qui existait dans le camp républicain qui, par ailleurs, est parfaitement visible dans les nombreux conflits qui ont parcouru l'arrière républicain. Je crois ce-

pendant, que même si elle est certaine, elle n'est pas suffisante pour comprendre ni la crise de mai ni ce qui s'est produit après.

Quelles ont été, donc, les causes qui ont provoqué l'éclatement d'une « guerre civile à l'intérieur de la guerre civile », comme on a coutume de nommer les événements qui ont eu lieu à Barcelone ?

Il y a naturellement plusieurs facteurs convergents précieux, mais à mon sens, je crois qu'il faut nous référer à une considération générale qui est à la base de toutes les autres : la crise de mai n'est autre chose que le résultat de la crise de l'antifascisme, c'est-à-dire de la politique de front populaire adaptée aux conditions de la guerre et de la révolution, et aux difficultés que ce dernier a rencontrées pour devenir le fondement théorique du nouvel ordre politique que l'on a voulu implanter.

Pour être plus précis : ce fut le résultat de la crise provoquée par la résistance au processus de recomposition de l'Etat républicain qui a fait table rase, en premier lieu, des différentes expressions territoriales du pouvoir révolutionnaire et a prétendu rétablir une légalité républicaine ou antifasciste en opposition à la légitimité révolutionnaire implantée durant les mois précédents.

Discipline antifasciste et résistance à la base

C'est à cela précisément que je veux me référer. Au processus de recomposition de l'Etat bourgeois républicain et à

l'opposition qu'il provoqua dans de larges secteurs des militants ouvriers, qui n'a rien à voir avec l'action de quelques « incontrôlés », mais bien avec celle de tous ceux (et qui n'étaient pas rares) qui ont cru voir dans ce processus le chemin opposé à celui ouvert le 19 juillet.

C'est ce qui est exposé en détail dans le livre *La Catalunya antifeixista* (1) : la significative non-observation des premiers décrets du gouvernement d'unité dirigée par Tarradellas — constitué fin septembre par tous les groupements qui avaient composé le Comité central de milices, décrets qui réorganisaient les municipalités suivant le modèle « antifasciste » et dissolvaient tous les comités révolutionnaires — ne fut pas l'œuvre de quelques incontrôlés soucieux d'hégémonie, mais la réaction contre ce qui a commencé à être perçu comme allant dans la ligne du démontage de ce que certains ont appelé « l'esprit du 19 juillet ».

De même, cette réaction connut une suite dans l'opposition aux décrets de S'Agaró — également connus comme plan Tarradellas — qui ont constitué un très puissant instrument juridico-financier entre les mains du gouvernement pour discipliner les arrières et vaincre la résistance qu'auraient pu offrir toutes ces municipalités réticentes à se soumettre à son autorité, et qui provoquèrent un véritable tremblement de terre parmi les militants de la CNT. Et plus tard (j'y reviendrai aussitôt après), il fut complété et élargi à l'occasion de la discussion en février-mars 1937 en relation avec la réorganisation des services d'Ordre public.

Je crois qu'il est impossible de comprendre ce qui s'est produit en mai 1937 à Barcelone et dans d'autres localités catalanes si on ne part pas de cette réalité. Si on ne part pas de cela, il est facile de tomber dans la question des rivalités politiques pour tout expliquer ou presque tout.

Et il ne faut pas oublier que les rivalités politiques n'ont pas empêché que tous les dirigeants prétendument « rivaux » aient eu une position commune en demandant à leurs partisans de cesser les combats durant ces fameux premiers jours de mai.

Quelques clés pour comprendre la crise de l'antifascisme

Pour ce qui est de la Catalogne, je résumerai brièvement quelques questions qui, selon moi, ont influé puissamment sur les événements qui ont débouché sur les journées de mai.

En premier lieu, il faut signaler la quasi-unanimité existant depuis l'été 1936 autour de l'idée qu'était indispensable au début la collaboration de la CNT et, ultérieurement, sa participation au gouvernement pour mener à bien quelque projet politique que ce soit, unanimité qui va s'estomper progressivement et de manière relativement rapide. En effet, cette idée perdra de plus en plus vite des partisans durant le premier trimestre 1937, et après les nombreuses et perpétuelles discussions au sein du gouvernement de la Généralité qui le plongeaient dans la paralysie et le condamnaient pratiquement à une crise permanente, dans la majorité des cas toujours pour la même raison : les difficultés pour soumettre à une discipline « antifasciste » tous ceux qui y étaient représentés, et la critique, parfois voilée et parfois ouverte, de l'incapacité des dirigeants de la CNT à imposer cette discipline dans ses rangs.

Le moment où la balance semble pencher du côté de ceux qui pensent que la présence de la CNT dans le gouvernement ne garantit rien coïncide avec la discussion sur la réorganisation des services d'Ordre public en Catalogne qui va épuiser la patience de ceux qui sont acharnés à rétablir l'autorité du gouvernement de la Généralité, quoi qu'il en coûte. Pour la énième fois, des décisions prises par le gouvernement ne peuvent être mises en pratique à cause de l'opposition de pans entiers de la CNT, qui oblige les dirigeants à rectifier et à désa-

(1) Josep Antoni Pozo González, *La Catalunya antifeixista. El Govern Tarradellas enfront de la crisi política i el conflicte social (setembre 1936-abril 1937)*, Barcelona, Edicions DAU (2012).

vouer (bien qu'indirectement) les conseillers de l'organisation confédérale présents dans ce gouvernement, eux qui avaient approuvé à l'origine les décrets sur la réorganisation de l'Ordre public.

Les dirigeants du comité régional de Catalogne de la CNT ont été contraints de rectifier devant l'avalanche de critiques qu'ils ont reçues de la part des militants qui les accusaient de laisser en chemin des morceaux de leurs principes et de conduire l'organisation à une suite de reculades.

Egalement parce qu'ils commencent à se demander si le chemin emprunté par eux — celui de la collaboration antifasciste, en opposition frontale à la ligne de la révolution sociale — est le bon, au vu du discours agressif que développent leurs adversaires et de l'ambiance de « pogrom » qui est en train de se créer contre eux. Le sujet n'était pas anodin : comme on le sait, l'arrière-plan de la discussion était de savoir comment liquider les Patrouilles de contrôle et rétablir le contrôle gouvernemental sur l'ordre public, c'est-à-dire, comment était réalisé le passage entre l'ordre révolutionnaire existant dès les débuts, à l'ordre antifasciste que l'on voulait implanter.

Le résultat de cette discussion, qui débouchera sur une nouvelle crise du gouvernement de la Généralité, semble être le point d'inflexion chez des hommes comme Companys, qui commencent à considérer comme désirable mais non indispensable la participation de la CNT au gouvernement, surtout si elle se réalise à travers des représentants qui sachent exercer leur autorité.

D'une certaine manière, pour ouvrir une petite parenthèse, c'est le même traitement qui semble s'appliquer au gouvernement de la République et à la considération que certains avaient du rôle que jouait Largo Caballero qui, de l'homme « du moment » qu'il était en septembre 1936, devenait un problème au printemps 1937 pour les mêmes qui avaient aidé à le mettre sur un piédestal, en pensant surtout à l'autorité dont disposait le vieux leader radicalisé pour engager le travail de rétablissement des mécanismes du pouvoir légal.

Appliquer la politique antifasciste

En deuxième lieu, et en conformité avec ce que nous avons montré précédemment, je crois qu'il faut prêter également attention à un aspect qui me paraît incontestable et qui se dégage des différents mouvements et changements d'attitude apparus, tout spécialement à partir de la crise de décembre 1936 dans le gouvernement de la Généralité : l'impossibilité d'appliquer la politique antifasciste désirée par le gouvernement (et, ne l'oublions pas, par la totalité des dirigeants des organisations qui le composaient), sans que se produise un changement dans les rapports entre les organisations, et entre celles-ci et la masse de leurs adhérents.

Et ici, il faut se référer au rôle que commencera à jouer un parti comme le PSUC qui va arracher à l'ERC hégémonique en Catalogne le rôle de cette dernière comme référent politique de l'antifascisme, fût-ce de manière circonstancielle, et qui apparaîtra à certains secteurs sociaux comme étant un solide rempart de l'ordre républicain, respectueux de la propriété privée et ennemi des expériences collectivistes.

Disons rapidement que je ne fais pas seulement allusion aux secteurs sociaux non ouvriers, auxquels souvent on renvoie presque exclusivement la croissance et l'influence du PSUC. Il a été déjà dit par beaucoup de gens que ce parti fut le parti antifasciste le plus conséquent, et que cette circonstance l'a placé à un niveau supérieur à celui de ses adversaires-alliés.

Pour moi, j'ajouterai seulement que l'habileté du PSUC à fouiller dans les contradictions de ceux qui, tout en faisant partie de la collaboration antifasciste — la CNT —, avaient cru pouvoir échapper à sa logique, lui fournit une propagande pénétrante qui est parvenue à s'attirer des secteurs de travailleurs qui étaient probablement fatigués du révolutionnarisme sans révolution que manifestaient les dirigeants anarchistes. Il est certain que les campagnes successives d'« ordre » développées par le PSUC

(contre les « incontrôlés » ou pour désarmer l'arrière — « les armes pour le front »), ou celles qui proposaient toute une série de mesures pour gagner la guerre (« commandement unique », création d'une armée populaire, etc.) n'ont eu guère d'impact, à l'exception de cette dernière, mais ont servi à lui forger une solide réputation de parti engagé dans la lutte contre le fascisme, contrepoint idéal face à ceux qui semblaient vouloir le combattre par le désordre et les « frivolités » révolutionnaires.

Et en troisième lieu, un facteur que je crois être suffisamment vérifié mérite d'être détaché.

L'opposition au processus de recomposition de l'Etat républicain

Il est lié à l'évolution qu'a connue l'opposition au processus de recomposition de l'Etat républicain bourgeois, auquel je me suis référé auparavant, et qui justement, à partir de la discussion sur la réorganisation des services d'Ordre public, semble s'élever à un niveau différent, gravir un degré dans sa mise en place et son homogénéisation. En effet, si l'opposition initiale (« dissidence », comme l'appelle Miquel Amorós) qui a commencé à se manifester à l'occasion des premières actions du gouvernement Tarradellas fut restreinte sans plus à la critique des dirigeants, celle qui se développe après les premiers mois 1937 semble se diriger vers la cristallisation d'un mouvement qui peut se doter éventuellement d'un programme alternatif. C'est l'apparition d'un regroupement — « les Amis de Durruti » — qui critique féroce le collaborationnisme gouvernemental des dirigeants de l'organisation confédérale, mais c'est aussi l'alliance qui s'établit entre les Jeunesses libertaires et celle du POUM, et la contestation permanente qui se produit dans divers syndicats de la CNT. Et c'est aussi l'apparition de jeunes dirigeants comme Alfredo Martínez ou Santana Calero, qui semblent plus décidés que les propagandistes comme Balias ou Gilabert.

Ce n'est pas par hasard que cette situation n'a pas manqué d'être soulignée dans les rapports que rédigeaient les différents agents stalinien envoyés en Espagne. Il y a une référence continue au danger de convergence de tous ces éléments, y compris avec le PSOE, assaisonnée naturellement avec le rituel de rigueur à propos des provocateurs trotskystes à la solde du fascisme, etc.

Ce nouveau champ d'action coïncide avec l'intensification de la campagne stalinienne contre le POUM, véhiculée par le PSUC, lancée quelques mois auparavant, surtout à partir du moment où l'organe de ce parti, *Treball* (15 octobre 1936), qualifie le POUM de parti trotskyste, et donc, selon le manuel stalinien, associé au fascisme international qui agissait en Catalogne comme cinquième colonne.

La campagne acquiert une virulence particulière attisée par les pressions des différents « conseillers » soviétiques qui agissent à Barcelone exigeant continuellement des dirigeants du PSUC qu'ils fassent quelques démonstrations irréfutables prouvant qu'ils ont parfaitement compris la signification de la lutte contre le « trotskysme ».

La peur que se cristallise une opposition organisée

Pour finir. Je crois que ce qui accélère l'affrontement c'est la peur que se cristallise une opposition organisée. C'est pour cela que tous les groupes sociaux et politiques qui ne cessaient d'exiger plus de poigne contre les anarchistes se lancent finalement. Il est possible qu'ils n'aient pas calculé les effets que pouvait avoir une telle décision. Ou peut-être si, et même ainsi, ils ont décidé de continuer en s'en tenant surtout à l'impérieuse nécessité pour eux de conjurer le danger de cristallisation d'une opposition organisée, et avec un programme, question probablement plus décisive à leurs yeux que les dangers que l'on pouvait courir.

De ce point de vue, et seulement de ce point de vue, il est secondaire d'établir, en relation avec les événements de mai 1937, si Staline et les dirigeants de l'Internationale communiste furent plus instigateurs que bénéficiaires, ou l'inverse. C'est ainsi, même si je crois qu'avec la documentation disponible jusqu'à aujourd'hui il y a plus que des indices raisonnables qui établissent cette responsabilité.

Quoi qu'il en soit, ce qui est important, ce qui est véritablement significatif, c'est que ce qui poussa les assaillants de *La Telefónica* à faire ce qu'ils ont fait est lié aux mêmes craintes et à la même po-

litique qui poussaient les dirigeants soviétiques, et qui était suivie par les dirigeants du PSUC, particulièrement par Comorera. `C'était cela la signification de la lutte contre le « trotskysme ».

Une politique qui, un peu plus tôt un peu plus tard, conduisait à l'affrontement parce que, ainsi que cela a pu être observé à travers les conflits permanents déclenchés dans l'arrière catalan fin 1936 et début 1937, le processus de recomposition de l'Etat républicain, c'est-à-dire le passage d'un ordre révolutionnaire à un ordre antifasciste, était inviable par des moyens pacifiques.

Josep Antoni Pozo González

Trotsky et le POUM

Soixante-dixième anniversaire de la création du POUM

Nous avons annoncé dans notre précédent numéro la publication d'extraits d'une déclaration du POSI dénonçant la fraude politique que constitue la célébration de la fondation du POUM par le Parti socialiste catalan, héritier direct des socialistes, qui, comme Negrin ou Prieto, organisèrent ou soutinrent en 1938 le procès du POUM. Las, ces extraits n'avaient pas été inclus dans le montage. Vous voudrez bien nous en excuser. Nous rectifions cette erreur dans ce présent numéro.

Contre une captation d'héritage

Déclaration du comité central du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI), section en Espagne de la IV^e Internationale

CE mois d'octobre marque le soixante-dixième anniversaire de la fondation du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), qui a occupé une place importante dans le mouvement ouvrier des années de la révolution espagnole, en rassemblant des dizaines de milliers de militants révolutionnaires (...).

Les militants de la IV^e Internationale ont salué avec Trotsky la fondation du POUM. Par la suite, sont apparus des désaccords, surtout à propos de l'entrée du POUM dans le gouvernement de la Généralité. Mais, au-delà de tout désaccord politique, nous faisons nôtres les mots de Trotsky lors de l'assassinat de Nin :

«Les membres du POUM ont lutté héroïquement contre les fascistes sur tous les fronts en Es-

pagne. Nin est un vieux révolutionnaire incorruptible. Il a défendu les intérêts des peuples espagnol et catalan contre les agents de la bureaucratie soviétique. C'est pourquoi le Guépéou l'a liquidé.»

De quel droit la direction du Parti socialiste catalan se déclare-t-elle la continuateur de la lutte du POUM ? A l'occasion de cet anniversaire, diverses manifestations se tiennent à Barcelone, dont une organisée par le PSC-PSOE dans son local central, intitulée «70^e anniversaire de la fondation du POUM. 1935-2005 : 70 ans de lutte pour le socialisme», et à laquelle participent Isidore Molas, Manuela de Madre, Manel Alberich, Salvador Clotas, Carmel Rosa, José Montilla et Pasqual Maragall.

Bien que le PSOE ait été construit par la classe ouvrière pour la lutte pour le socialisme, nous considérons malhonnête et falsificateur de la part des dirigeants du PSC de se présenter comme les continuateurs et les héritiers de la lutte du POUM pour le socialisme. Par respect pour la vérité historique et la mémoire de tant de militants révolutionnaires, convaincus de la valeur actuelle de la révolution ouvrière espagnole des années 1930, nous croyons nécessaire de faire connaître notre point de vue.

Le POUM a été fondé par des militants révolutionnaires, communistes, partisans de la dictature du prolétariat et farouchement opposés au réformisme social-démocrate. Dans le texte édité après son congrès de fondation, et intitulé "Qu'est-ce que le POUM et que veut-il ?", ils disaient : "Le Parti ouvrier d'unification marxiste (Bloc ouvrier et paysan et Gauche communiste unifiés) est né de la fusion de deux organisations marxistes révolutionnaires, avec pour objectif central de toute son action l'unité révolutionnaire de la classe travailleuse, prémisse indispensable pour le triomphe de la révolution démocratique-socialiste dans notre pays." Et ils ajoutaient : "La dictature du prolétariat — transitoire, puisqu'elle n'existera que jusqu'à la disparition des différences de classes, et donc des classes elles-mêmes — ne détruira pas la démocratie, mais, au contraire, la renforcera en donnant vie à la démocratie véritable : la démocratie ouvrière." Et ils ajoutaient encore : "Le Parti ouvrier considère que les prémisses fondamentales pour réaliser l'unification marxiste révolutionnaire sont les suivantes :

— Premièrement : la révolution espagnole est une révolution de type démocratique-socialiste. L'alternative est : démocratie ou fascisme. La classe travailleuse ne pourra pas prendre le pouvoir pacifiquement, mais par le moyen de l'insurrection armée.

— Deuxièmement : une fois pris le pouvoir, instauration transitoire de la dictature du prolétariat. Les organes du pouvoir présupposent la démocratie ouvrière la plus large et la plus complète. Le parti de la révolution ne peut pas, ne doit pas étouffer la démocratie ouvrière."

A propos du PSOE, les fondateurs du POUM ajoutaient dans ce même document : "Le Parti socialiste n'est pas le parti qu'exige la révolution. Et il ne l'est pas, parce que, malgré une certaine évolution qu'il faut reconnaître, il continue d'être fondamentalement un parti de type social-démocrate." Et il continue : "Du point de vue doctrinal, le Parti socialiste n'a pas réussi à assimiler non seulement les doctrines de Lénine, mais même celles de Marx et d'Engels. Le POUM s'oppose résolument à la IV^e Internationale."

Le POUM a défendu, après le coup d'Etat militaire-fasciste du 18 juillet, une série de positions conquises par les travailleurs, depuis les collectivisations d'usines et de terres jusqu'aux milices. Pour revenir à la citation de Trotsky, Nin "a essayé de défendre l'indépendance du prolétariat espagnol face aux machinations et aux intrigues

diplomatiques de la clique qui détient le pouvoir à Moscou (...). Il a refusé de collaborer avec le Guépéou contre les intérêts du peuple espagnol. Ce fut son seul crime. Il l'a payé de sa vie."

C'est pour cette raison que le POUM a été dissous en 1937, ses militants poursuivis et ses dirigeants jugés et condamnés par les tribunaux de la République. La sentence qui condamne plusieurs membres du comité exécutif du POUM à de longues peines de prison explique qu'ils sont condamnés précisément à cause de leur politique révolutionnaire : "Lesdits accusés, en tant que membres dirigeants du Parti ouvrier d'unification marxiste, ont persisté dans leur ligne révolutionnaire visant à instaurer le plus rapidement possible l'idéologie qui est la sienne." Le tribunal ajoute parmi les causes qui motivent sa condamnation : "Opposition violente au gouvernement légitime et critique acerbe de ses décisions, ainsi que des institutions de la République et des partis et des organisations qui la soutiennent, comme moyen pour affaiblir le régime actuel et créer les conditions extérieures nécessaires pour la prise du pouvoir, qu'ils réaliseraient d'abord en Catalogne et si possible dans le reste de l'Espagne loyale, et instaurer ainsi un régime communiste organisé conformément à leurs positions de parti." Ils sont aussi condamnés pour leur opposition au stalinisme, lorsque le tribunal dit : "Ils affirment faussement dans le journal La Batalla que le gouvernement de la République est aux ordres de Moscou et qu'il pourchasse ceux qui ne veulent pas se soumettre aux ordres de Moscou."

Largo Caballero fut écarté du gouvernement entre autres parce qu'il n'acceptait pas la répression contre le POUM. De nombreux militants socialistes ont également subi la répression stalinienne. Cependant, l'interdiction, l'inculpation et l'infâme condamnation du POUM se produisirent lorsque le gouvernement de la République était présidé par un militant du PSOE, Juan Negrin, avait comme ministres des dirigeants importants du PSOE comme Indalecio Prieto, et qu'il était soutenu par le Parti socialiste lui-même.

Tandis que la direction du PSOE couvrait ainsi la répression des staliniens, du SIM (1) et du Guépéou contre le POUM et contre d'autres militants ouvriers et socialistes, les militants de la IV^e Internationale, laissant de côté leurs divergences sur la politique des dirigeants du POUM, combattirent alors pour défendre les militants persécutés, manifestèrent leur solidarité avec Andrés Nin contre ses bourreaux, participèrent comme témoins de la défense à l'infâme procès contre le POUM.

25 septembre 2005

(1) Service d'information militaire, police politique du régime (NDLR).

Portraits

**Ce numéro poursuit la publication
de quelques portraits de dirigeants
de divers courants de la guerre civile espagnole.
Le précédent comportait les portraits
de Jaime Bailus, Largo Caballero,
Santiago Carrillo et LLuis Companys.
Ce numéro prolonge la série pour donner une idée
des divers courants du mouvement ouvrier.**



Camillo Berneri

(1897, Lodi, Italie
– 1937 Barcelone)

Camillo Berneri, né à Lodi, en Italie, en 1897, s'engage très jeune dans les jeunesses socialistes en Italie. Peu après le début de la guerre, il rompt avec la social-démocratie italienne et passe dans les rangs anarchistes où il milite aux côtés de Malatesta.

En 1917, il adresse à un groupe de jeunesses socialistes — qui, déçus par l'attitude indécise du Parti socialiste face à la guerre, rompent comme lui — une lettre-circulaire les incitant à collaborer au journal anarchiste la *Rivolta* qu'il vient de fonder. Homme de plume, bientôt agrégé de philosophie, il écrit de nombreux articles dans la presse anarchiste italienne : *Umanita Nova*, *Volonta*, *L'Avvenire anarchico*. Il signe ses articles rituellement du nom de Camillo da Lodi.

L'arrivée de Mussolini au pouvoir le contraint à l'exil. Il est emprisonné en Suisse, puis, interdit de séjour dans ce pays, part en Belgique.

Il arrive à Barcelone à la fin de juillet 1936. Selon les Giménologues, « *il orga-*

nise la répartition dans les colonnes confédérales [de la CNT] des nombreux volontaires italiens, que l'on évaluera plus tard à plus d'un millier. Elu commissaire politique par les miliciens, il fera de nombreux allers et retours sur le front » (1).

Il fonde en octobre 1936 le journal *Guerra di classe*, financé par la CNT. Selon les Giménologues, « *partisan depuis toujours des solutions politiques et de l'élaboration de "programmes minima", Berneri se sent pleinement en accord avec les options "réalistes" et "unitaires" que ses camarades adoptent après le 18 juillet. (...) En fonction de ces positions qu'il qualifiera lui-même de « centristes », Berneri tente de calmer le jeu sur la question de la militarisation », c'est-à-dire de la dissolution des milices et de leur intégration dans l'armée régulière républicaine. « Pourtant, poursuivent-ils, il va bientôt présenter la dissolution du CCMA [Comité central des milices antifascistes — NDA] comme une erreur, demander sa reconstitution et s'élever contre l'entrée des anarchistes au gouvernement central le 4 novembre 1936* » (2).

En janvier 1937, Berneri écrit à sa femme : « *Depuis quelque temps, nous avons fréquemment des victimes dans notre camp, ici à cause des staliniens* » (3).

Les exigences des nationalistes marocains

Il soutient aussi les exigences des nationalistes marocains qui proposent d'organiser un soulèvement sur les arrières des troupes de Franco au Maroc espagnol en échange de la promesse d'accorder l'indépendance à ce dernier en cas de victoire de la République. Il écrit ainsi, dans *Guerra di classe* (24 octobre 1936) :

(1) Antoine Gimenez et les Giménologues, *Les Fils de la Nuit*, l'Insomniaque, Montreuil-Marseille, 2006, p. 310.

(2) *Ibid.*, p. 311.

(3) *Ibid.*, p. 313.

« La base d'opération fasciste est le Maroc. Il faut intensifier la propagande en faveur de l'autonomie marocaine sur tout le secteur de l'influence panislamique. Il faut imposer à Madrid des déclarations sans équivoque annonçant l'abandon du Maroc et la protection de l'autonomie marocaine. La France envisage avec préoccupation la possibilité de répercussions insurrectionnelles dans l'Afrique du Nord et en Syrie ; l'Angleterre voit se renforcer les agitations autonomistes égyptiennes et celles des Arabes de Palestine. Il faut exploiter pareils soucis à travers une politique qui menace de déchaîner la révolte dans le monde islamique » (4).

Le 5 novembre, il rédige une lettre publique intitulée « Attention, tournant dangereux », dans laquelle il souligne : « Il n'est possible de trouver une solution au problème des besoins de la guerre qu'après avoir résolu la question de la politique espagnole. » Or « dans son ensemble le gouvernement espagnol est aussi hostile à la révolution sociale qu'au fascisme monarchiste et clérical ». En conséquence il définit une tâche à la CNT-FAI : « Il faut donc, s'adressant au gouvernement de Madrid, lui donner à choisir entre la défaite de la guerre et la révolution victorieuse. » Mais il constate : « Depuis quelque temps, la CNT et la FAI ont adopté à l'égard de la normalisation de la révolution espagnole une attitude de renoncement » (5).

Dans *Guerre de classe* (16 décembre 1936), il souligne les dangers de contre-révolution : « Le comité exécutif du Parti communiste espagnol a récemment déclaré que, dans la lutte actuelle, il se proposait de défendre la démocratie et de sauvegarder la propriété privée. Il flotte dans l'air une odeur de Noske. Si Madrid n'était pas en flamme, on serait obligé d'évoquer à nouveau Cronstadt. Mais la politique de Madrid est en train de triompher. Elle a refusé les armes et l'argent à la Catalogne révolutionnaire pour se mettre aux mains de l'URSS, qui a fourni des armes et des cadres destinés à contrôler la lutte antifasciste et à arrêter le développement de la révolution sociale dans sa lutte armée contre le fascisme » (6).

“Le choix entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune”

Ses positions lui coûtent cher. Au début de février 1937, la direction de la CNT décide de ne plus financer son journal qu'il continue néanmoins de publier difficilement. Il intervient alors systématiquement pour prendre la défense des volontaires anarchistes italiens saignés à blanc lors d'une opération militaire à Huesca (7-12 avril) où, contrairement aux promesses destinées à les tromper, aucun avion républicain n'est venu soutenir les assauts de ces volontaires ainsi exposés au feu des mitrailleuses franquistes, puis accusés de lâcheté par la presse stalinienne et dont certains se retrouvent en prison.

La presse stalinienne les range dans ceux qu'elle qualifie d'« incontrôlés » et dont elle exige que la direction docile de la CNT prenne le contrôle. Berneri se bat pour leur libération.

Dans le numéro du 14 avril 1937, il publie une retentissante lettre ouverte à la dirigeante anarchiste Federica Montseny qui venait, entre autres, de se distinguer en rendant hommage à Staline. Rappelant ce qu'il avait affirmé sur le Maroc espagnol dans *Guerre de classe* (24 octobre 1936) — cité ci-dessus —, il constate que le gouvernement républicain où siègent des ministres anarchistes n'a rien fait en ce sens... au contraire, et conclut : « Il va de soi qu'on ne peut simultanément garantir les intérêts anglais et français au Maroc et faire œuvre d'insurrection. »

(4) Camillo Berneri, *Guerre de classes, Les Cahiers de Terre Libre*, avril-mai 1938, p. 11.

(5) *Ibid.*, pp. 16-18.

(6) *Ibid.*, pp. 23-24. Noske était ministre du gouvernement social-démocrate allemand qui a écrasé l'insurrection ouvrière à Berlin le 14-15 janvier 1919 ; il a déclaré être prêt à jouer le rôle de « chien sanglant ». Enfin, Berneri veut dire que si Madrid n'était pas assiégée par les franquistes, il faudrait créer l'insurrection comme à Cronstadt en 1921.

Il ajoute : « *Je ne te pardonne pas d'avoir écrit qu'en Russie ce ne fut pas Lénine le vrai constructeur de la Russie, mais bien Staline, esprit réalisateur. (...) Dans ton discours du 3 janvier tu disais : "Les anarchistes sont entrés au gouvernement pour empêcher que la révolution déviât et pour la poursuivre au-delà de la guerre et encore pour s'opposer à toute éventualité de tentative dictatoriale d'où qu'elle vienne." Eh bien camarade, en avril, après trois mois d'expérience collaborationniste, nous nous trouvons en présence d'une situation au cours de laquelle se produisent des faits graves, tandis que d'autres, pires encore, se dessinent déjà (...).* »

Le dilemme guerre ou révolution n'a plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire ou la défaite. Le problème pour toi et pour les autres camarades est de choisir entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune, avant que Thiers et Bismarck ne fassent l'Union sacrée » (7).

La radio CNT-FAI, le 3 mai, diffuse deux textes de Berneri : l'un en hommage au communiste italien Antonio Gramsci qui vient de mourir dans les geôles de Mussolini, le second pour la défense du POUM alors soumis à une campagne de calomnies déchaînée par les stalinien.

L'assassinat

Il ne participe pas à l'insurrection. Il reste dans son domicile, 2, de la plaza del Angel, tout près du siège de la CNT. Son camarade Barbieri, de retour du front de Huesca, est venu se reposer chez lui. Le 5 au matin, Antoine Gimenez le rencontre au siège de la CNT, puis, en fin de journée, « *des hommes en civil porteurs d'un brassard rouge, venus du siège de l'UGT tout proche [à Barcelone, entièrement contrôlée par les stalinien — NDA]. Ils étaient accompagnés de policiers, déjà passés la veille pour visiblement repérer les lieux (...).* »

L'appartement est perquisitionné, puis les deux Italiens, accusés de menées contre-révolutionnaires, sont emmenés. On trouvera leurs corps criblés de balles

le lendemain, l'un près des Ramblas, l'autre sur la place de la Généralité » (8).

Le coup de pied de l'âne de Garcia Oliver

En 1978, le dirigeant anarchiste Garcia Oliver, en 1936 partisan de la participation des anarchistes au gouvernement de front populaire, écrira : « *Parmi les morts de mai, je veux détacher particulièrement la personne de Camillo Berneri, anarchiste italien, mystérieusement assassiné.* » Comment donc « *mystérieusement assassiné* » ? On ne sait donc pas par qui... ni pour quel motif ? L'année précédente, Oliver, dans un entretien à Freddy Gomez, affirmait étrangement : « *L'influence de Berneri était très faible (...). Quel intérêt avaient les communistes à le liquider ? On pourrait comprendre qu'ils aient cherché à tuer Marianet ou Federica (...) mais Berneri, non... » (9).*

Garcia Oliver se trouve sur la même longueur d'onde que Palmiro Togliatti, alias Ercoli, l'un des représentants de Staline en Espagne. Dans un article du 15 janvier 1950, Togliatti, évoquant l'insurrection de mai, en fait un mouvement « *d'incontrôlés* ». « *Voilà ce que fut la fameuse révolte barcelonaise de mai : une série confuse de batailles de rues sanglantes, de maison à maison (...). Berneri tomba au cours de ces affrontements, c'est tout* » (10), alors qu'il ne participa pas auxdits affrontements... Effacés les tueurs du Guépéou. Berneri est tombé tout seul ou presque.

Et Garcia Oliver — l'un des dirigeants anarchistes ministériels — exécute ensuite politiquement — si l'on peut dire — Berneri en le présentant comme un marginal.

Ainsi, pour appuyer encore trente ans plus tard la participation des ministres anarchistes au gouvernement de front populaire, Garcia Oliver réduit Berneri à néant. Il affirme : « *Sans sa fin tragique,*

(7) *Ibid.*, pp. 36 et 41-42.

(8) Antoine Gimenez, *op. cit.*, p. 403.

(9) *Ibid.*, pp. 403-404

(10) *Ibid.*, p. 404.

il est possible que je ne me sois jamais enquis de son existence ; je ne le connaissais ni comme anarchiste, ni comme professeur, ni comme écrivain (...). Je suis persuadé que c'était la même chose pour au moins 99 % des compagnons anarchistes et anarcho-syndicalistes. »

S'il était un inconnu pour « **au moins 99 %** » des anarchistes et anarcho-syndicalistes, il l'était donc pour tous, car **au moins 99 %** cela veut dire 100 %. Berneri était donc un zombie, un parfait inconnu dans les rangs dont il se réclamait. Il était en revanche trop bien connu du Guépéou (11).

Dès le 20 mai 1937 pourtant, *Le cri du peuple*, organe du PC italien en France, affirmait triomphalement : « *Camillo Berneri, un des dirigeants des Amigos de Durruti, (...) a provoqué le sanglant soulèvement contre le front populaire catalan. La révolution démocratique à laquelle aucun antifasciste ne refusera le droit à l'autodéfense, s'est fait justice.* » On l'a donc aidé à « tomber », car comme disent les Giménologues qui citent cet extrait : « *Difficile de ne pas voir là une sorte de revendication* » (12). Nul ne contestera qu'il s'agit là d'un aveu dénué de tout artifice.

La petite ignominie de Nenni

Pietro Nenni, secrétaire du Parti socialiste italien et membre du comité exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste, s'était rendu en Espagne dès le mois d'août 1936 en tant que représentant de cette dernière.

Tout au long de sa carrière, Pietro Nenni se montrera un compagnon de route zélé du stalinisme. Cette subordination facilitera au lendemain de la guerre la scission du PS italien qui donnera naissance au Parti social-démocrate italien dirigé par Giuseppe Saragat, aussi tourné vers Washington que Nenni était tourné vers Moscou. Cette subordination conjointe à des intérêts totalement extérieurs à ceux de la classe ouvrière italienne contenait en germe la liquidation du PS italien qui se produira au cours des années 1990.

Le prostalinisme inconditionnel de Nenni se manifeste dans son « hommage » ignoble à Berneri. Dans son journal de la guerre d'Espagne, à la date du 11 juin 1937, évoquant les opérations de Huesca où il dissimule la forfaiture du gouvernement républicain à l'encontre des volontaires italiens, il écrit : « *C'est ici que les premières pages victorieuses du volontariat antifasciste ont été écrites avec Angeloni, Rosselli et Berneri* » — dont il précise en note : « *Camillo Berneri devait rester victime des mouvements de Barcelone en mai. Non qu'il y ait participé.*

Mais arrêté par mesure de police, il fut trouvé assassiné en même temps que son compagnon Barbieri. L'assassinat de Berneri fut l'un des forfaits les plus atroces qui fut commis dans l'atmosphère de pogrom créée par la plus criminelle des insurrections » (12).

Ainsi, pour Nenni, Berneri, n'ayant pas participé au soulèvement de mai, a été arrêté par simple « *mesure de police* », une mesure d'ordre public en somme. Il a donc été arrêté pour ses opinions... Ensuite, « *il fut trouvé assassiné* » : trouvé où, comment, par qui et assassiné par qui ? Nenni se garde bien de répondre... La tournure passive contourne grossièrement le problème. Mais son assassinat « *fut commis dans l'atmosphère de pogrom* »... L'atmosphère anonyme en question est donc la première coupable. Tout juste si ce n'est pas elle qui a tué, mais comme elle a « *été créée par la plus criminelle des insurrections* », en réalité, les responsables du meurtre de Berneri seraient donc les ouvriers anarchistes et, secondairement, poumistes qui ont refusé de céder à la provocation stalinienne... Le socialiste Nenni, ainsi, à sa manière, parachève l'assassinat en en camouflant les responsables.

Jean-Jacques Marie

(11) *Ibid.*, p. 403

(12) *Ibid.*, p. 404.

(13) Pietro Nenni, *La guerre d'Espagne*, Paris, Maspero, 1959, p. 179.

çons à tous, sauf à la victoire », phrase avec laquelle on voulut couvrir la collaboration gouvernementale des anarchistes, déguisée en sacrifice pour l'objectif suprême qui n'était autre que la victoire sur le fascisme.

Tout entier à son rôle de chef militaire

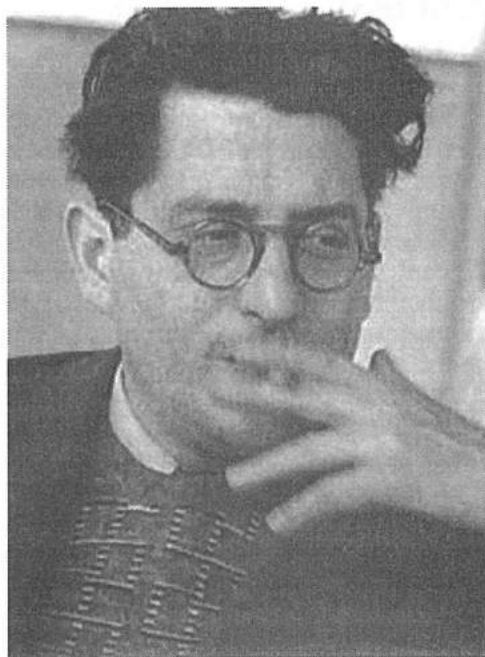
Tout entier à son rôle de chef militaire, et après un peu de résistance, il fut convaincu par Mariano R. Vázquez, Federica Montseny et Antonov-Ovsenko lui-même de se déplacer à Madrid avec une partie de sa colonne, lorsque la capitale de la République était sérieusement

menacée et que semblait imminente sa chute.

Le 14 novembre, il arrive à Madrid et il participe presque immédiatement à la défense de la Cité universitaire.

Le 19 novembre, Durruti est mortellement blessé, très près des lignes ennemies, et meurt le lendemain. Aujourd'hui encore, on ne sait pas d'où est partie la balle.

Ce qui est sûr, c'est que sa mort a coupé net la possibilité que se fasse entendre une voix respectée qui pouvait se révéler malcommode pour les dirigeants de la CNT et pour tous les partisans d'arrêter la révolution et de transformer la guerre révolutionnaire en une guerre antifasciste.



Andreu Nin (1892, El Vendrell- 1937, Alcalá de Henares)

Andreu Nin est né en 1892 à Vendrell (province de Tarragone). Il est issu d'une famille modeste : son père est cordonnier et sa mère paysanne. Ses bons résultats scolaires et la volonté de ses parents

de le voir poursuivre ses études lui permettent d'entrer à l'École normale de Tarragone. A la veille de la guerre de 1914, il est instituteur et s'installe à Barcelone.

Une grande effervescence politique, sociale et culturelle

Il règne alors dans la capitale catalane une grande effervescence politique, sociale et culturelle ; c'est l'époque de la renaissance du catalanisme et de la montée du syndicalisme révolutionnaire. La bourgeoisie met à profit la neutralité de l'Espagne à l'égard de la guerre pour développer ses affaires, son industrie ce qui va entraîner une vague d'immigration et une concentration ouvrière très importante, avec ses conflits de classe. C'est ce contexte que va découvrir Nin à son arrivée à Barcelone et, comme de nombreux jeunes de sa génération, il se sent attiré par le catalanisme de gauche et le mouvement ouvrier.

Il enseigne, comme instituteur, dans une institution laïque, anarchisante « l'Escola Horaciana », mais, très vite, il se tourne vers le journalisme en écrivant dans *Poble Catala*, journal républicain et catalaniste de gauche, dans un climat

d'intense agitation sociale et politique, de lutte de classe marquée par le syndicalisme révolutionnaire animé essentiellement par la CNT.

La grève générale éclate à Barcelone

Le jeune Nin suit de près, en 1917, la grève générale qui éclate à Barcelone, avec des affrontements très importants entre les travailleurs et le patronat, et il s'intéresse profondément à la révolution russe. Il adhère au Parti socialiste, où il milite pendant quelques mois. Mais, très vite, il adhère au syndicalisme révolutionnaire dominé par la CNT. En 1918, il abandonne le journalisme et organise le syndicat des professions libérales de la CNT. De cette époque datent ses contacts avec le syndicaliste Salvador Seguí — El Noi del Sucre (1) — et ses collaborations avec Angel Pestaña et Joaquin Maurin (2).

Lors du II^e Congrès de la CNT qui a lieu à Madrid en décembre 1919, Nin apparaît comme un cadre militant.

70 000 ouvriers y sont représentés par leurs délégués. Ceux-ci doivent débattre de deux points à l'ordre du jour :

— l'unité syndicale avec l'UGT,

— l'adhésion à l'Internationale communiste fondée quelques mois auparavant par Lénine.

Dans le climat social qui règne alors en Espagne, ce point apparaît comme particulièrement important. La solidarité avec la révolution russe et la question de la III^e Internationale sont à l'ordre du jour dans les organisations ouvrières.

L'adhésion à la III^e Internationale

Nin va défendre énergiquement l'adhésion à la III^e Internationale. Il déclare : *« Je suis un fanatique de l'action, de la révolution ; je crois davantage aux actes qu'aux idéologies lointaines et aux questions abstraites. Je suis partisan de la III^e Internationale car il s'agit d'une autre réalité, parce que, au-dessus des idéologies, elle représente un principe*

d'action, un principe de coexistence de toutes les forces nettement révolutionnaires qui aspirent d'implanter le communisme de façon immédiate. C'est pourquoi, moi qui ai appartenu au Parti socialiste jusqu'au jour où il décida de rester à la II^e Internationale (...), j'ai démissionné alors pour lutter avec vous sur le pur terrain de la lutte des classes. »

Le II^e Congrès de la CNT se prononce pour les thèses de Nin et déclare adhérer provisoirement à l'Internationale communiste.

Sous les balles des hommes de main de la bourgeoisie

Entre 1919 et 1921, Andreu Nin milite activement dans les rangs de la CNT dans une situation très difficile pour le mouvement ouvrier et l'activité syndicale : le patronat catalan, face à un mouvement ouvrier puissant, avait organisé les « syndicats libres ». De nombreux syndicalistes tombent sous les balles des hommes de main de la bourgeoisie ; c'est le cas, entre autres, de Salvador Seguí.

A la mort de Eveli Boal — assassiné par les « pistoleros » du patronat — Nin le remplace au secrétariat général de la

(1) Salvador Seguí (1886-1923), connu sous le nom de « El Noi del Sucre » (« le gars du sucre »), fut l'un des principaux leaders du mouvement anarchosyndicaliste de Catalogne au début du XX^e siècle. Il reçut ce surnom car il avait pour habitude de manger seuls les sucres qu'on lui servait pour le café. Le 10 mars 1923, il est assassiné à Barcelone par des hommes du « Syndicat libre » du patronat catalan.

(2) Joaquim Maurin (1896-1973) milite d'abord comme syndicaliste au sein de la CNT où il rencontre Nin. En 1924, il adhère au PCE et dirige la fédération communiste de Catalogne et des Baléares ; en 1930, cette fédération se sépare du PCE et Maurin va être le principal dirigeant du Bloc ouvrier et paysan (BOC) puis, avec Nin, en 1935, il forme le POUM. Arrêté en juillet 1936 par les franquistes, détenu dix ans en Espagne, il s'exile ensuite aux États-Unis où il décède.

CNT. A partir de cette date, son influence grandit au sein de la CNT.

En avril 1921, pendant la dictature de Primo de Rivera, se tient dans la clandestinité le plénum national de la CNT.

Les dirigeants de l'Union soviétique avaient invité la CNT à participer au III^e Congrès de l'Internationale et au congrès de fondation de l'Internationale syndicale rouge (ISR) dont l'objectif était de rassembler les syndicats révolutionnaires.

Le plénum accepte cette invitation. Andreu Nin fait partie de la délégation constituée par trois autres militants, parmi lesquels Joaquim Maurin. Les quatre délégués espagnols arrivent à Moscou pendant l'été 1921, représentant une organisation syndicale importante.

Alfred Rosmer, lors d'un hommage rendu à Andreu Nin à Paris en 1954, évoque ainsi l'arrivée de la délégation des quatre syndicalistes espagnols :

« Un des épisodes réconfortants du congrès fut précisément l'arrivée de la délégation espagnole, formée par Nin, Maurin, Arlandis et Ibanez. (...) Elle incarnait une nouvelle génération de syndicalistes, moins enclins à des discussions interminables et mieux préparés pour comprendre le sens de la révolution d'Octobre. Tous les quatre étaient jeunes, sérieux et modestes : ils ont immédiatement conquis la sympathie des délégués. Les interventions de Nin au congrès attirèrent fortement l'attention. Il se présenta déjà comme un cadre, si nous comprenons par là toute personne capable de prendre des décisions (...). Lorsque la CNT décida de ne pas adhérer à l'ISR, Lovoski décida d'incorporer Nin au secrétariat de l'Internationale. Nin devint pratiquement le secrétaire général adjoint de l'ISR. Son influence devint rapidement déterminante. C'était un travailleur infatigable et là il avait la possibilité de compléter ses connaissances sur le mouvement ouvrier international. Au II^e Congrès, les délégués s'émerveillèrent de voir comment Nin présentait un rapport dans toutes les langues parlées par les délégués, y compris en russe. »

Au cours du congrès, les délégués espagnols furent reçus par Lénine, Trotsky,

Kamenev, Radek et d'autres dirigeants bolcheviques.

Secrétaire de l'Internationale syndicale rouge

En juin 1922, la conférence de la CNT, sous l'influence des anarchistes, décide de rompre avec l'Internationale syndicale rouge. Nin, qui était resté à Moscou, tente de regagner l'Espagne, mais sur la demande du gouvernement de Madrid, il est arrêté à Berlin. Il retrouve sa liberté et revient à Moscou à son poste de secrétaire de l'Internationale syndicale rouge. Il va rester à Moscou neuf ans, se consacre pleinement à ses tâches de secrétaire au sein de l'Internationale syndicale sur l'orientation définie, entre autres, par Lénine. L'ascension de Staline met fin à cette activité, d'autant que Nin s'engage dans les rangs de l'Opposition de gauche.

Parallèlement à son travail à Moscou, Nin continue à s'intéresser de très près aux événements qui se déroulent dans son pays et à collaborer régulièrement, notamment aux journaux de ses camarades *Lucha social* et *La Batalla*. Par ailleurs, à Moscou, il reçoit de nombreux militants et représentants venus d'Espagne et il sert d'interprète auprès du gouvernement soviétique et de l'Internationale communiste.

Depuis Moscou, et parfois en se déplaçant, Andreu Nin organise une série d'interventions auprès de l'Internationale. Il est également responsable d'organiser la première conférence syndicale latino-américaine. Nin s'est parfaitement intégré à la vie en Russie : il se marie à une jeune militante russe, Olga, avec laquelle il a deux filles, Ira et Nora. Il parle parfaitement la langue russe et il songe fortement à traduire les classiques de la littérature russe en catalan et en castillan.

Dans les rangs de l'Opposition de gauche

Dès le début de sa création, il s'engage dans les rangs de l'Opposition de

gauche. Ainsi, en 1926, quand l'Opposition crée une commission internationale pour la défense de son programme, Nin y occupe une place dirigeante aux côtés de Radek, Kapitonov, Victor Serge et Stepanov (futur agent de Staline en Espagne). Mais dès le début des exclusions, des déportations, Nin est exclu du secrétariat de l'ISR et il est placé sous étroite surveillance à l'hôtel Lux, à Moscou. Il profite de ce repos forcé pour poursuivre ses analyses, notamment sur la situation en Espagne, où sévit la dictature de Primo de Rivera, et il rédige un ouvrage intitulé : *Les dictatures de nos jours*.

Depuis 1926, Nin avait exprimé à plusieurs reprises son désir de rentrer en Espagne afin d'intervenir dans la situation politique de son pays.

A Barcelone en octobre 1930

— Finalement, après plusieurs démarches infructueuses, les bureaucrates cèdent, et Nin et sa famille quittent la Russie. Ils séjournent quelques jours à Paris et ils arrivent à Barcelone en octobre 1930, un mois avant la première grève générale organisée par la CNT, reconstituée deux mois avant la grève générale de décembre 1930.

La dictature de Primo de Rivera tombe le 28 janvier 1931. Le gouvernement de Berenguer tente de sauver la monarchie du désastre, mais la résistance ouvrière s'affirme, créant une situation révolutionnaire dans tout le pays.

Andreu Nin a 38 ans. Pour faire face aux problèmes de subsistance auxquels lui et sa famille sont confrontés, il entreprend la traduction de Tolstoï, Dostoïevski, Tourgueniev, Tchekhov en castillan et en catalan. Sur le plan politique, Nin, qui fait partie de la direction de l'Opposition de gauche, maintient une correspondance importante avec Trotsky, exilé à Prinkipo.

Voilà ce qu'il lui écrit au sujet du mouvement communiste en Espagne :

« Actuellement nous avons :

1) *le Parti officiel (communiste) qui n'a aucune force effective et dont l'autorité dans les masses est nulle ;*

2) *les Fédérations communistes de Catalogne et de Valence, qui ont été exclues du parti et qui, en réalité, avec d'autres groupes qui sont plus influents aux Asturies et ailleurs, constituent en fait un parti indépendant (...)* ;

3) *le Parti communiste catalan, qui a une bonne équipe dirigeante, compte une certaine influence parmi les ouvriers du port de Barcelone et qui domine le mouvement ouvrier de Lerida ;*

4) *l'Opposition de gauche qui n'a aucune force en Catalogne. »*

Dans sa correspondance, Nin défend y compris les positions de Maurin. Il envisage même en janvier 1931 d'adhérer à la Fédération catalane et, après la proclamation de la République en mai 1931, la Fédération catalane lui propose de rejoindre ses rangs. Mais une vive polémique au sujet de la caractérisation de la situation politique en Espagne amène à une rupture entre Maurin et Nin.

Organisation de l'Opposition internationale de gauche

Alors Nin, tout en poursuivant son travail littéraire de traduction de la littérature russe, va se consacrer à l'organisation de l'Opposition internationale de gauche. En juin 1931, cette organisation publie une revue théorique, *Comunismo*, qui va connaître un certain prestige. Dans cette revue vont être publiés les différents écrits rédigés par Nin entre 1931 et 1934 ; et plus tard, sous sa direction, paraît un hebdomadaire, *El Soviet*.

De cette période datent également de nombreuses conférences et des cours d'économie politique donnés dans les différents Ateneus ouvriers (sociétés savantes), cours de formation marxiste dont va profiter les jeunes générations.

La naissance de l'Alliance ouvrière

En janvier 1934, avec la naissance de l'Alliance ouvrière, la vie de Nin connaît une nouvelle étape par rapport à son

orientation politique. Face à la division dans le mouvement ouvrier fomentée par la politique de Staline proclamant que la social-démocratie et le fascisme étaient « des frères jumeaux » et facilitant ainsi la victoire du nazisme en Allemagne, se développe en Catalogne, en pleine coalition de droite Leroux-Gil Robles, un grand mouvement unitaire organisé dans « l'Alliance ouvrière ». Celle-ci était formée par l'UGT, l'Union socialiste de Catalogne (*Unio Socialista de Catalunya*), la Gauche Communiste (*l'Esquerra Comunista*), le Bloc ouvrier et paysan (*el Bloc Obrer i Camperol*), le Parti socialiste ouvrier espagnol (*el Partit Socialista Obrer Espanyol*), les syndicats d'opposition de la CNT (*los sindicats d'oposicio de la CNT*), la Fédération des syndicats exclus de la CNT (*la Federacio de Sindicats exclusos de la CNT*) et l'Union des Rabassaires (Fédération de syndicats paysans de Catalogne, les « rabassaires » étant des métayers).

La politique de front unique développée par l'Alliance ouvrière à travers de grandes campagnes d'agitation et de propagande va rencontrer un large écho à travers le pays. Désormais, Nin inscrit son activité politique dans ce cadre. Il participe aux côtés de la classe ouvrière au développement de ce mouvement unitaire de classe, qui, face aux menaces fascistes, débouche sur la révolution d'octobre 1934. Mais il échoue en Catalogne.

Dans un article paru dans *l'Estrella Roja*, Nin tire la leçon de cette défaite en ces termes : « *Il a manqué à l'armée révolutionnaire un état-major avec des chefs capables, studieux et expérimentés. Sans parti révolutionnaire, il n'est pas de révolution triomphante.* »

Le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM)

Des discussions s'engagent alors, précisément sur le problème de la construction du parti révolutionnaire nécessaire à la victoire : Nin se déclare favorable à une fusion des marxistes révo-

lutionnaires, c'est-à-dire à la fusion du Bloc ouvrier et paysan et de la Gauche communiste. C'est ainsi qu'est créé à Barcelone, en septembre 1935, au cours d'un congrès d'unification, le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). Nin et Maurin rédigent les thèses du nouveau parti accompagnées d'une brochure : *Qu'est ce que le POUM et que veut-il ?*

A partir de cette date, les divergences de Nin avec l'Opposition de gauche et Trotsky apparaissent plus clairement. Elles s'étaient déjà exprimées en 1934 au sujet de l'entrisme dans la social-démocratie préconisé par Trotsky.

Dès la création du POUM, Nin reprend ses activités syndicales. Il contribue à créer une fédération liée au parti, la FOUS (Federacio Obrera de Unidat sindical), en regroupant toute une série de syndicats dispersés, dans la perspective, selon ses écrits, d'unifier toutes les organisations en une seule centrale syndicale.

Dans les premiers mois de la révolution espagnole, Nin remplace Maurin, emprisonné en Galice, à la tête du POUM. Il devient secrétaire général du POUM et, à ce titre, il se trouve confronté à un certain nombre de problèmes. Ainsi, le 15 septembre 1936, il anime la discussion du comité central au sujet de la formation du nouveau gouvernement en Catalogne, deux semaines après la formation du gouvernement de Front populaire à Madrid avec Largo Caballero. Malgré les réserves exprimées par certains militants au sein de ce comité central, comme Juan Andrade, Enrique Rodriguez, par exemple, Andreu Nin se déclare partisan de participer à ce nouveau gouvernement de la Généralité de Catalogne. Et, le 26 septembre, dans le nouveau Conseil de la Généralité figurent Nin comme ministre de la Justice (conseller de Justicia) ainsi que trois ministres de la CNT.

Nin et Trotsky

Il convient ici de s'arrêter sur les rapports entre Nin et Trotsky. Nous savons qu'ils ont entretenu des rapports amicaux, qu'ils ont échangé jusqu'en 1933

une correspondance régulière dans laquelle ils ont largement débattu d'orientation politique. La formation du POUM n'est pas l'événement qui pousse Trotsky à la rupture, même s'il ne partage pas le point de vue de Nin sur la construction du parti. Quelques mois après, à l'annonce du possible séjour de Trotsky à Barcelone, celui-ci donne son accord et propose y compris de faire des articles pour *La Batalla*.

Le 16 août, il écrit :

« En ce qui concerne Nin, Andrade et les autres, dans la situation actuelle, ce serait criminel si maintenant nous, au milieu de cette grande lutte, nous nous laissons portés par les souvenirs d'une période précédente. Même s'il existe des différences d'opinions par rapport au programme et à la méthode, ces différences d'opinion ne peuvent exclure en aucune manière — et davantage encore après l'expérience vécue — un rapprochement sincère et durable. L'expérience ultérieure fera le reste. »

Cette lettre interceptée par les services secrets italiens ne sera découverte que des dizaines d'années plus tard dans les archives italiennes.

Dans le nouveau gouvernement de Catalogne

La rupture politique a lieu cependant lorsque Nin décide de participer au nouveau gouvernement de Catalogne. Trotsky combattait toute participation des partis ouvriers à des gouvernements de front populaire. La polémique entre Trotsky et Nin à ce sujet s'est exprimée longuement et dans de nombreux articles.

Après les journées de mai 1937 à Barcelone et la défaite du mouvement révolutionnaire, épisode qui fait l'objet d'un autre article, Staline et ses agents en Espagne se déchaînent féroce-ment contre tous ceux qui défendent la révolution.

A Moscou se développe la vague de la répression et les procès, en particulier le procès et l'exécution de Zinoviev, Kamenev et Smimov.

Informé en août 1936 de ces évène-

ments tragiques, le comité exécutif du POUM, à l'initiative de Nin, décide de remplacer l'éditorial de *La Batalla* du 28 août 1936 par une déclaration dans laquelle il est dit :

« Nous sommes socialistes révolutionnaires, marxistes. Au nom du socialisme et de la classe ouvrière révolutionnaire, nous protestons énergiquement contre le crime monstrueux qui vient d'être perpétré à Moscou (...). Trotsky, que Moscou attaquait frénétiquement, est pour nous, aux côtés de Lénine, un des grands initiateurs de la révolution d'Octobre et un grand écrivain socialiste révolutionnaire. Injurié, poursuivi, nous lui exprimons notre solidarité révolutionnaire sans pour autant occulter nos divergences au sujet de certaines de ses appréciations. »

Andreu Nin est arrêté à Barcelone le 16 juin 1937 par la police stalinienne avec d'autres dirigeants et militants du POUM sous le prétexte de la découverte d'un « complot ». La presse révèle les faits le 17 juin.

Une abominable campagne de calomnies orchestrée par les agents de Staline, selon les pires méthodes, est déversée dans tout le pays.

Torturé puis assassiné

Nin est transféré à Madrid, puis à Alcalá de Henares, il est torturé puis assassiné.

Lorsqu'il ne subsiste aucun doute sur l'assassinat de Nin, Trotsky lui rend hommage en déclarant, le 8 août 1937 à Mexico :

« Nin est un vieux révolutionnaire incorruptible. Il a défendu les intérêts du peuple espagnol et il a combattu les agents de la bureaucratie soviétique. Précisément pour ces raisons le Guépéou l'a éliminé (...). Malgré les différences qui me séparent du POUM, je dois reconnaître que, dans la lutte que Nin a menée contre la bureaucratie soviétique, la justice était complètement à ses côtés. Il a travaillé pour défendre l'indépendance du prolétariat espagnol face aux machineries diplomatiques de

la bande qui est au pouvoir à Moscou. Il a refusé de collaborer avec le Guépéou dans sa lutte contre les intérêts du peuple espagnol.

C'est son seul crime. Ce crime il a fini par le payer de sa propre vie. »

Jacqueline Trinquet



Juan García Oliver
(1901, Reus-
1980, Guadalajara, México)

Issu d'une famille humble, Juan García Oliver commence à travailler à huit ans dans une usine à papier et à onze ans comme apprenti chez un marchand de vins. En 1917, il arrive à Barcelone et travaille comme garçon de café. Il devient adhérent d'une société membre de l'UGT, mais ultérieurement, il s'affilie à un autre syndicat adhérent à la CNT. Dans les années vingt, en pleine apogée du gangstérisme patronal protégé et encouragé par le gouvernement, il participe à la formation d'un groupe d'action, *Los Solidarios*, avec Durruti, etc., qui est accusé de plusieurs attentats, rai-

son pour laquelle il doit s'enfuir. En 1924, il est arrêté à Manresa et emprisonné. Il est libéré en 1931 lors de la proclamation de la République. Il assiste au congrès de la CNT qui s'est tenu à Madrid cette année-là dans lequel il s'oppose à la création des fédérations nationales d'industrie.

En réponse au Manifeste des "Trente"

Instigateur de l'insurrection anarchiste qui s'est produite dans plusieurs localités du Alto Llobregat en janvier 1932, il est arrêté et envoyé à la prison Modelo de Barcelone. De sa prison il signe avec une bonne partie des emprisonnés cénétistes un manifeste en réponse au Manifeste des « Trente », et dans lequel ils demandent l'exclusion de Ángel Pestaña — qui avait été élu secrétaire général de la CNT en 1931 — et de tous les autres signataires. A sa sortie de prison, il participe à nouveau à la grève insurrectionnelle de janvier 1933, fait pour lequel il est à nouveau arrêté et torturé par la police. Cette année-là, avec les anciens camarades du groupe *Los Solidarios*, il va créer le groupe anarchiste *Nosotros*, qui, en 1936, sera le noyau du Comité de défense confédérale de Catalogne.

Taxé d'anarcho-bolchevik

Taxé par ses adversaires à l'intérieur de la CNT d'anarcho-bolchevik — début 1936, il s'était prononcé pour la prise du pouvoir —, au congrès de Saragosse qui s'est tenue en mai, il a défendu sans succès la création de milices confédérales pour faire face à un hypothétique coup de force militaire.

Lorsque finalement le soulèvement militaire se produit en juillet et que celui-ci est défait, son rayonnement va croître de manière spectaculaire. Après la constitution à Barcelone du Comité central de milices, il en deviendra le chef militaire et son alma mater. Bon orateur et organisateur, avec ses fidèles au sein du Comité central de milices — Asens, Aurelio Fernández, Alcón — tous membres du groupe *Nosotros* (1), il prendra l'initiative de « répondre » à Companys et aux prétentions du gouvernement de la Généralité de transformer cet organisme en un instrument auxiliaire du gouvernement. Cependant, il n'a pas avec lui la majorité du comité régional de la CNT catalane. Lors du fameux plénum des unions locales et de *Comarcas* tenue le 21 juillet — certaines sources proposent une autre date — ses positions et celles du Bajo Llobregat : « *ir a por todo* » (aller jusqu'au bout) c'est-à-dire prendre le pouvoir, furent mises en minorité par celles que présentaient Federica Montseny et Abad de Santillán, qui considéraient comme une folie les positions manifestées par García Oliver et ont défendu la voie de la collaboration antifasciste.

Un débat volontairement "artificiel"

Cependant, le débat suscité dans cette assemblée qui finalement fut décisive, tenue quelques heures après l'échec des militaires insurgés et lorsque la CNT s'était emparée des principaux ressorts de la ville, fut souvent, et de manière voulue, « artificiel », fondé sur une alternative — dictature anarchiste ou démocratie — qui favorisait ceux qui proposaient des alternatives moins aventureuses. C'est pour cela que, sans renoncer à rien, les délégués présents se sont prononcés pour remettre le « *ir a por todo* », c'est-à-dire aller jusqu'au bout, au moment où serait libérée Saragosse, ville qui était tombée au pouvoir des insurgés, et que s'éloignerait le danger fasciste. Un objectif qu'on prévoyait en ces moments-là facile et rapide, bien que, comme cela est connu, ce ne fut pas le cas.

Il donna son aval

Le résultat de cette assemblée et des différentes prises de position affirmées en ces heures-là à l'intérieur de l'organisation confédérale ont, semble-t-il, éloigné légèrement García Oliver de Durruti, qui ne l'a pas soutenu et décide de partir pour le front avec la première colonne de volontaires. Malgré les explications de García Oliver dans ses célèbres Mémoires (*El Eco de los pasos*, « L'écho des pas »), tout semble indiquer qu'il donna son aval au tableau qu'on lui présenta : le gouvernement de la Généralité serait maintenu, mais eux seraient les maîtres dans le Comité central des milices, en contrôlant de fait l'appareil militaire et policier de l'Etat. Ces dispositions lui permettent de résister aux premières manœuvres consistant à annuler le pouvoir de ce qui apparaît aux yeux de tout le monde comme un gouvernement révolutionnaire, comme le véritable pouvoir à Barcelone et en Catalogne : début août, il doit affronter ses propres camarades du comité régional de la CNT qui avait donné leur aval à la

(1) A la fin des années 1910, un certain nombre de militants anarchistes forment *Los Justicieros*, qui se divisent ; et avec García Oliver, Ascaso et Durruti, se constitue le noyau dur du groupe *Los Solidarios*. Au point de départ (début des années 1920), il s'agit surtout d'un groupe de service d'ordre anarchiste d'une douzaine de membres au moins, un groupe d'action comme dit García Oliver dans son discours du site espagnol ágora tv. Son activité fut d'abord de récolter des fonds afin d'acheter des armes. Les banques furent leur cible. C'est l'époque où le patronat, en particulier catalan, met sur pied des groupes de tueurs à gages chargés d'assassiner les militants syndicaux ou politiques qui les gênent, comme par exemple la grande figure de Salvador Seguí, militant de la CNT assassiné par ces tueurs, ou comme l'avocat Francesc Layret. Avec ses amis, García Oliver n'hésite pas à se qualifier comme les « *meilleurs terroristes de la classe laborieuse, ceux qui peuvent rendre coup pour coup au terrorisme blanc contre le prolétariat* ». Obligés de s'exiler, des membres du groupe reviennent en Espagne en 1931 et constituent le groupe *Nosotros* qui va poursuivre l'œuvre de *Los Solidarios*.

formation du nouveau gouvernement de la Généralité avec la participation de représentants du PSUC nouvellement créé. Sa détermination (et ses menaces) à défendre le Comité central des milices font que Companys et le PSUC reculent et que se constitue un nouveau gouvernement sans les représentants de ce parti.

Le sort du Comité central des milices sera scellé pendant le mois d'août

Pendant, le sort du Comité central des milices sera scellé pendant le mois d'août, puisque personne n'est intéressé à son maintien et que, par ailleurs, García Oliver semble finalement renoncer à livrer bataille. Vers la fin du mois d'août 1936, il partira pour le front à la tête de la colonne « *Los Aguiluchos* » (Les Aiglons), mais il reviendra vite à Barcelone, probablement pour diriger les négociations, ou y être présent, qui devaient liquider le Comité central des milices. En effet, opposé initialement à la participation de la CNT au gouvernement de la Généralité, il collabora cependant à la dissolution du Comité central des milices — ce qu'il dit à ce pro-

pos dans ses Mémoires n'est pas exact — et il accepta la charge de ministre de la Justice dans le deuxième gouvernement de Largo Caballero. Lors de la cérémonie protocolaire au cours de laquelle les membres du Comité central des milices remettent le document de dissolution de cet organisme au président de la Généralité, Lluís Companys, il se livre à une défense enflammée de cette décision et la justifie en disant que le gouvernement de la Généralité « *maintenant nous représente tous* ».

Au gouvernement, comme membre du Conseil supérieur de la guerre de la République, il impulse la création des écoles populaires de guerre d'où devaient sortir les officiers de l'Armée républicaine. En mai 1937, il se déplace à Barcelone, à côté de Federica Montseny, pour convaincre ses camarades qu'il fallait arrêter la lutte dans la rue. A son départ du gouvernement, il consacre ses efforts à la centralisation du mouvement libertaire avec la création (1938) d'un comité exécutif de ce dernier. Il s'exila d'abord en Suède et ensuite au Mexique, d'où il essaya en vain de constituer un parti qui dirigerait la CNT. Il meurt à Guadalajara (Mexique) en 1980.



Juan Negrin Lopez (1892, Las Palmas de Gran, Canaria - 1956, Paris)

Juan Negrin Lopez est né à Las Palmas de Gran Canaria le 3 février 1892, au sein d'une famille aisée. Il était l'aîné des fils de Juan Negrin Cabrera, un prospère homme d'affaires des îles Canaries, disposant de bons

contacts commerciaux avec l'Europe, et de Dolores Lopez Marrero. Sa famille était très conservatrice et avait de profondes croyances catholiques. Sa mère devait finalement s'installer à Lourdes après la guerre.

Negrin commença ses études dans un établissement privé de sa ville natale, nommé « La Soledad », où il obtint son baccalauréat, avec la plus haute mention, à l'âge de 14 ans.

En 1906, dans sa quinzième année, son père l'envoya étudier la médecine en Allemagne, à Leipzig, dans son célèbre Institut de physiologie, où il se lia à la prestigieuse figure de Ewald Hering.

En 1912, à vingt ans, il obtint le grade de docteur en Allemagne. Il conserva ses liens avec l'Université de Leipzig, où il travailla comme assistant titulaire. En Allemagne, il fit également des études de chimie qu'il mena quasiment jusqu'au bout ; il apprit l'anglais, l'allemand et le français.

Peu de temps après, il maîtrisait également l'italien et le russe, et, plus tard, il connaîtrait pas moins de dix langues, chose peu habituelle.

Le 21 juillet 1914, il se marie avec Maria Mijailova Fidelman, membre d'une famille russe aisée. Elle lui donna cinq enfants. Plus tard devait entrer dans la vie de Negrin, Feliciano Lopez de Dom Pablo, une de ses assistantes, qui devait devenir sa compagne.

Negrin revint en Espagne en 1915, après avoir refusé une nomination de professeur à Leipzig.

A son retour en Espagne, Santiago Ramon y Cajal, prix Nobel de médecine, le chargea de diriger un nouveau laboratoire de physiologie générale à Madrid, situé dans les caves de la résidence universitaire.

En 1922, il obtient la chaire de physiologie de l'Université centrale de Madrid, à l'unanimité. A partir de là, il organise un laboratoire expérimental dans la faculté de médecine, en même temps qu'il oriente vers la recherche celui de la résidence universitaire.

En 1923, il est nommé secrétaire de la faculté, poste qui lui permet d'intervenir activement dans l'élaboration d'un nouveau plan d'études médicales.

A la fois enseignant et chercheur

A la fois enseignant et chercheur, il met sur pied plusieurs organismes scientifiques, comme celui de l'Institut de vérification des médicaments (dirigé au début par son disciple José Domingo Hernandez Guerra) et, en 1932, celui de l'École d'éducation physique et de médecine du sport, dont devait se charger son disciple Blas Cabrera Sanchez. Il fut responsable du secrétariat exécutif de la Junte de construction de la cité universitaire, créée en mai 1927.

Mais, surtout, Negrin s'occupe de créer une école de physiologie de renommée mondiale. Il forma, parmi d'autres, les futurs professeurs Severo Ochoa (ultérieurement prix Nobel de médecine) et Francisco Grande Covian, qui purent aussi bénéficier de l'impressionnante bibliothèque de physiologie que Negrin avait apportée d'Allemagne et qu'il se chargea de compléter. Malgré ses connaissances, et selon le témoignage d'élèves comme Severo Ochoa lui-même, « *il expliquait mal* » et « *recait beaucoup* ».

Brillante carrière universitaire

Jusqu'alors, rien ne laissait supposer que Negrin se consacrerait à autre chose qu'à sa brillante carrière universitaire. La seule intervention connue de lui en politique se produit en février 1926, lorsqu'en pleine dictature de Primo de Rivera, il signe le manifeste de l'Alliance républicaine, aux côtés de Miguel de Unamuno, Vicente Blasco Ibañez, Gregorio Marañon, Perez de Ayala et d'autres intellectuels prestigieux.

En avril 1929, parrainé par Julio Alvarez del Vayo et Luis Araquistain, il entre au PSOE, dans lequel, dès le début, il se range du côté de l'aile modérée d'Indalecio Prieto, auquel il restera politiquement uni jusqu'à la rupture en 1938. Negrin n'est ni un ouvrier ni un idéologue, mais un intellectuel ayant des sympathies socialisantes. Il ne ressentait

aucun intérêt pour les théories marxistes. Il n'eut jamais de rapport avec les syndicats. Il professait un socialisme modéré et il était convaincu de la nécessité d'implanter une éducation laïque en Espagne pour faire progresser le pays.

Son entrée dans le PSOE

A partir de son entrée dans le PSOE, il se consacre à plein temps à l'activité politique. En 1931, il obtint le titre de député dans les Cortes constituantes républicaines, au titre de la ville de Las Palmas, qu'il conserva jusqu'en 1934.

Durant les deux premières années de la République, avec un gouvernement républicano-socialiste, son activité n'est guère visible. Ses responsabilités parlementaires se réduisent à deux : membre suppléant du tribunal des responsabilités (7 juillet 1931) et membre du tribunal des responsabilités à propos du procès de Jaca (1) (25 juillet 1933). Il fut également membre de la commission de direction du groupe parlementaire socialiste qu'il représenta dans les commissions parlementaires de l'Etat, du Budget et des Finances.

Negrin n'a pas pris part aux préparatifs de la révolution de 1934, et bien qu'il ait fait l'objet d'une enquête sur sa participation présumée à cette dernière, elle se termina sur une ordonnance de non-lieu. De la sorte, il continua d'exercer sa responsabilité de vice-président du groupe parlementaire socialiste, avec fonction de président, du fait de l'emprisonnement de Largo Caballero pour sa participation à la tentative révolutionnaire avortée.

Ministre des Finances

Il n'a pas participé davantage au mouvement révolutionnaire du 19 juillet 1936. Cependant, lorsque le 4 septembre 1936 se forme le premier gouvernement de Largo Caballero, Negrin est nommé ministre des Finances, en représentation de l'aile priétiste (Indalecio Prieto) du PSOE.

A la tête du ministère des Finances, son action s'illustra sur trois points. Il fit approuver et supervisa le transfert secret

vers Carthagène de la plus grande partie des réserves d'or de la Banque d'Espagne, 460 des 635 tonnes d'or fin, afin de le mettre à l'abri d'une éventuelle prise de Madrid par les factieux, pour le déposer finalement à Moscou, en paiement d'une aide militaire controversée de Staline à la République espagnole. Negrin, en tant que suprême contrôleur des finances, organisa systématiquement l'étranglement des lignes de crédit aux industries collectivisées par les travailleurs à partir de juillet 1936.

En troisième lieu, Negrin contribua activement à la reconstruction des forces d'ordre public fidèles au gouvernement bourgeois de la République. Le soulèvement de l'armée le 18 juillet 1936, l'armement des ouvriers et la constitution des milices ne laissèrent à l'appareil d'Etat bourgeois quasiment aucune force armée sur laquelle s'appuyer. Negrin transforma en une force nombreuse le corps des carabiniers, agents des douanes qui, avant la guerre civile, ne comptaient que quelques centaines d'éléments. Les gens les appelaient les « *fil de Negrin* » (*jeu de mots allusif à l'insulte « fils de pute » — NdT*). A ce propos, l'anarchiste Diego Abad de Santillan écrivit :

« Il avait la clé de la caisse et sa première idée en matière de finances fut de se créer une garde du corps de cent mille carabiniers. Nous n'avons jamais eu 15 000 carabiniers lorsque nous disposions de tant de milliers de kilomètres de côtes et de frontières, et le docteur Negrin, sans frontières et sans côtes, a cru nécessaire — afin d'assurer sa politique fiscale ? — de disposer d'une armée de 100 000 hommes (...), un véritable attentat contre le Trésor et les conquêtes révolutionnaires du peuple, à

(1) Le soulèvement de Jaca du 12 décembre 1930 fut un pronunciamiento militaire contre le gouvernement monarchique du général Berenguer, qui cherchait à proclamer la République. Bien qu'il fût étouffé et que furent fusillés les capitaines Fermin Galan Rodriguez et Angel Garcia Hernandez, ses effets se firent sentir après la proclamation de la deuxième République espagnole quatre mois plus tard.

quoi se réduisait au bout du compte cette base organisée et bien armée de la contre-révolution » (2).

Au contraire, Santiago Alvarez Gomez, membre du PCE et commissaire politique écrivit :

« Pour apprécier son travail à la tête de ce ministère, à cette période, il faut considérer la situation dans laquelle le soulèvement du 18 juillet laissa l'Etat républicain : non seulement s'est effondrée l'ancienne armée, qui dut être dissoute par un décret signé par Azana et Casares Quiroga, mais aussi tout l'appareil de l'Etat antérieur. Et si dans les premiers mois de la guerre il fallut créer un instrument de résistance au soulèvement tel que les milices — qui plus tard seraient la nouvelle armée — n'oublions pas qu'il fallut reconstruire aussi l'ensemble de l'appareil d'Etat. »

Les événements révolutionnaires de mai 1937

C'est à ce moment-là que se produisent à Barcelone les événements révolutionnaires de mai 1937, qui opposent les ouvriers anarchistes et poumistes aux forces de l'ordre républicaines, soutenues par le PSUC. Après la défaite des ouvriers révolutionnaires de Barcelone, la bourgeoisie, l'ambassade de l'URSS et le PCE exigent de Largo Caballero qu'il dissolve le POUM et arrête ses dirigeants. Le vieux socialiste se refuse à dissoudre un parti ouvrier et se voit obligé de se démettre de ses fonctions de Président du gouvernement. Le 17 mai 1937, Negrin est nommé à sa place.

Le gouvernement Negrin ferme les yeux sur l'assassinat d'Andreu Nin. Pendant ce temps, il organise les poursuites contre le POUM dont les dirigeants seront jugés pour haute trahison dans un procès truqué et basé sur des falsifications qui prétendaient être une réédition à Barcelone des procès de Moscou. En même temps était organisée la répression contre les militants anarchistes et contre l'aile gauche du PSOE. Largo Caballero, qui essaya de résister, fut placé en arrêt domici-

liaire. Pour parvenir à tout cela, Negrin s'appuya chaque jour davantage sur le PCE dont les dirigeants, obéissant à Staline, défendaient dès le 19 juillet la reconstruction de l'appareil d'Etat bourgeois et la fin des « excès révolutionnaires ».

L'effrayant Service d'intelligence militaire

L'historien anglais Antony Beevor affirme que « Negrin essaya de restreindre l'activité politique par le moyen de la censure, des exils et des arrestations à la manière de ce que faisait la machine étatique franquiste. Cependant, la majorité des sympathisants de la République à l'extérieur, qui avaient défendu sa cause parce que c'était la cause de la liberté et la démocratie, ont fait silence devant les abus des polices secrètes. »

Polices secrètes dont la plus haute expression fut l'effrayant Service d'intelligence militaire, dominé par les staliniens et qui agissait comme un Etat dans l'Etat.

L'objectif de Negrin fut à tout moment de renforcer le pouvoir central du gouvernement républicain face aux syndicats et aux anarchistes, en s'alliant avec la bourgeoisie et les classes moyennes, en essayant de contenir le mouvement révolutionnaire et en créant une économie de guerre. Il mena à bien une politique de renforcement de l'armée et du pouvoir gouvernemental, mit l'industrie sous le contrôle de l'Etat et lança la réconciliation avec l'Eglise catholique.

Son centralisme exacerbé conduisit le 16 août 1938 à la démission des ministres Irujo (PNV) et Aiguade (ERC). Le 21 septembre de cette même année, il annonça le départ des Brigades internationales, dans le cadre d'une politique qui cherchait à transformer la guerre civile en une guerre contre « l'intervention étrangère italo-allemande ».

(2) Abad de Santillan. *Por qué perdimos la guerra* (pourquoi avons-nous perdu la guerre), pp. 328-330.

S'attirer le soutien des puissances occidentales

En même temps, le gouvernement Negrin s'illustra par son insistance sur le fait que la République devait essayer de s'attirer le soutien des puissances occidentales en apparaissant comme un régime libéral-démocratique réformiste et modéré. Mais les capitalistes anglo-français avaient déjà fait leur choix : ils préféraient Franco.

Au début de 1938, Negrin destitua son ami Prieto comme ministre de la Défense, portefeuille que Negrin lui-même s'ajoute à celui de président du Conseil des ministres. Il prétend remettre la guerre dans le sens de l'offensive. Le matin du 25 juillet, l'Armée populaire de la République passait à l'offensive en traversant l'Ebre. Juste avant cette bataille de l'Ebre, le 30 avril 1938, Negrin avait proposé ses « *treize points pour obtenir une paix juste* », que les insurgés fascistes refusèrent :

1. Indépendance de l'Espagne.
2. La libérer des militaires étrangers envahisseurs.
3. République démocratique avec un gouvernement de pleine autorité.
4. Plébiscite pour déterminer la structuration juridique et sociale de la République espagnole.
5. Liberté régionale sans atteinte à l'unité espagnole.
6. Conscience citoyenne garantie par l'Etat.
7. Garantie de la propriété légitime et protection pour l'élément producteur.
8. Démocratie paysanne et liquidation de la propriété semi-féodale.
9. Législation sociale qui garantisse les droits du travailleur.
10. Amélioration culturelle, physique et morale de la race.
11. Armée au service de la nation, affranchie des tendances et partis.
12. Renoncement à la guerre comme instrument de politique nationale.
13. Large amnistie pour les Espagnols qui voudront reconstruire et grandir (*sic*) l'Espagne.

Un échec complet

La politique de guerre de Negrin est un échec complet. Les ouvriers, qui en juillet 1936 se lancèrent au combat contre les insurgés chemise ouverte, ne manifestent aucun enthousiasme pour cette République qui les emprisonne par centaines. Les batailles successives lancées par Negrin ne parviennent qu'à saigner l'armée républicaine. Sont perdues les batailles de Brunete, Belchite, tout le Nord est perdu, Teruel, Alcaniz, Lérida, Tortosa et Vinaroz, coupant ainsi en deux l'Espagne républicaine.

Début 1939, le défenseur de la « résistance à outrance » est incapable de présenter une quelconque résistance à l'entrée des troupes franquistes dans Barcelone.

Le 5 mars 1939, se produit le putsch militaire du Conseil national de défense, dirigé par le colonel Segismundo Casado, et dans lequel trouve sa place le général José Miaja (jusqu'à là militant du PCE), des socialistes comme Julian Besteiro et Wenceslao Carrillo, et soutenu militairement par l'anarchiste Cipriano Mera. Le gouvernement Negrin est démis et, quelques jours plus tard, se produit la reddition de l'armée républicaine.

A la fin du conflit il s'installe en France, d'où il passe à Londres, où il continue de présider le gouvernement de la République en exil jusqu'en 1945. Le PSOE, contrôlé par Indalecio Prieto, prit la décision de l'exclure du parti, outre une trentaine de socialistes le 23 avril 1946, en l'accusant de subordination au Parti communiste d'Espagne et à l'Union soviétique. Il fut réhabilité au 37^e Congrès fédéral du PSOE, le 5 juillet 2008. Après la Seconde Guerre mondiale, il se fixa définitivement en France.

Il décéda à Paris le 12 novembre 1956, à l'âge de 64 ans, d'un accident cardiaque. Il est enterré au cimetière du Père-Lachaise.

Roland Corominas



Indalecio Prieto (1883, Oviedo, Asturias – 1962, Mexico)

Enfance très pauvre de vendeur de journaux à Bilbao ; adhère à 16 ans au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Participe à la fondation de la Ligue des jeunes socialistes. Il travaille comme journaliste au journal *El Liberal*, ce qui le mettra en contact avec les milieux républicains. En 1911, il devient le premier socialiste élu dans un conseil provincial ; en 1918, il devient député de Bilbao et, en 1921, il est membre de la commission exécutive du PSOE. Très vite, il va devenir le chef de file du courant qui, à l'intérieur du parti, proposait l'alliance avec les républicains. Face à ceux que l'on appelait communément les « terceristas » (« troisièmistes »), c'est-à-dire les partisans de la III^e Internationale, il combat pour le maintien dans la II^e Internationale.

Dans l'opposition au courant "collaborationniste"

Fidèle à ses convictions, il condamne la dictature de Primo de Rivera (1923-1930) et se situe dans l'opposition au courant « collaborationniste » animé par

Julian Besteiro, dirigeant de la fraction la plus droitiste du Parti socialiste, et Largo Caballero, courant qui s'imposera dans le parti et dans le syndicat socialiste UGT. Il sera le rédacteur du manifeste du comité exécutif du PSOE qui condamne le coup d'Etat exécuté par Primo de Rivera en septembre 1923.

Présenté comme un excellent orateur, habile manœuvrier, il met toutes ses forces dans l'opposition à la fusion avec le Parti communiste.

Membre du comité révolutionnaire

Toujours conséquent avec lui-même, lorsque Largo Caballero prend possession de sa charge au Conseil d'Etat en 1924, il se retire officiellement de la direction du PSOE jusqu'à la fin de la dictature, et va participer, à titre personnel, au pacte de Saint-Sébastien (1930) avec les républicains, pacte de front populaire dont le but affiché était le renversement de la monarchie. Il fut membre du comité révolutionnaire et conspirateur actif contre la monarchie, ce qui l'obligea à se réfugier en France après l'échec de la grève de décembre 1930.

Lors de la proclamation de la II^e République, il revient en Espagne, et immédiatement fait partie du gouvernement provisoire au nom du PSOE.

Ministre dans le premier gouvernement républicain

Devenu entre-temps propriétaire de l'influent journal *El Liberal*, il sera nommé ministre des Finances dans le premier gouvernement républicain de 1931 et il occupe le ministère des Travaux publics dans le gouvernement présidé par Manuel Azana jusqu'en 1933, faute de pouvoir le présider lorsque ce dernier deviendra président, à cause de l'opposition de la commission exécutive de son parti dirigée par Largo Caballero.

En 1933, après le triomphe de la droite aux élections de novembre, il essaye de trouver une place dans le processus de radicalisation socialiste sans se soumettre au secteur de Largo Caballero qui défendait un mouvement révolutionnaire qui excluait les républicains ; c'est à ce titre qu'il participa à la défaite politique de J. Besteiro.

La préparation du mouvement insurrectionnel aux Asturies

En 1934, Indalecio Prieto va collaborer activement, notamment dans le secteur de l'armement, à la préparation du mouvement insurrectionnel aux Asturies, malgré son opposition au courant « révolutionnaire », majoritaire dans le Parti socialiste ouvrier espagnol, dirigé par Largo Caballero.

Il dut à nouveau s'exiler en France d'où il va travailler à la formation d'une nouvelle coalition avec les républicains pour gagner les élections ; c'est ainsi que va se constituer le Front populaire qui va gagner les élections en 1936 ; mais bientôt, les militaires factieux préparent ouvertement un coup d'Etat.

C'est alors qu'il va écrire dans son journal : « *Si la réaction rêve d'un coup d'Etat où le sang ne sera pas versé... elle se trompe totalement. Si elle suppose qu'elle trouvera un régime sans défense, elle se trompe encore. Pour vaincre, il faudra passer par-dessus la palissade humaine que lui opposeront les masses prolétariennes. Ce sera... une bataille à mort, car chacun des deux bords sait que l'adversaire, s'il triomphe, ne lui fera pas de quartier* » (*El Liberal*, 14 juillet 1936).

On sait ce qu'il est advenu des menaces désespérées proférées par les responsables du gouvernement de Front populaire pour tenter de dissuader les généraux factieux de se lancer dans l'aventure. La claire vision de l'issue de l'affrontement ne l'a pas empêché de se taire lorsque Largo Caballero, dans une réunion avec le chef du gouvernement le 18 juillet, propose que l'on donne des armes

aux ouvriers qui les demandent, massés devant le siège du gouvernement.

En septembre 1936, il est titulaire d'un bref ministère de la Marine et de l'Air, qui va couvrir le départ des réserves d'or de la République vers l'URSS.

La chute de Largo Caballero

Dès lors, Prieto s'alignera sur toutes les mesures et les dispositions qui seront prises par les divers gouvernements, allant même jusqu'à participer très activement à la chute de Largo Caballero impulsée par les ministres communistes ; il sera ministre de la Défense dans le gouvernement Negrin, qui finira par le destituer pour son opposition à ces mêmes « communistes ». C'est à ce titre, par exemple, qu'il signera l'ordre secret donné à Enrique Lister avec sa XI^e division d'aller dissoudre le Conseil de défense de l'Aragon dominé par les forces anarchistes.

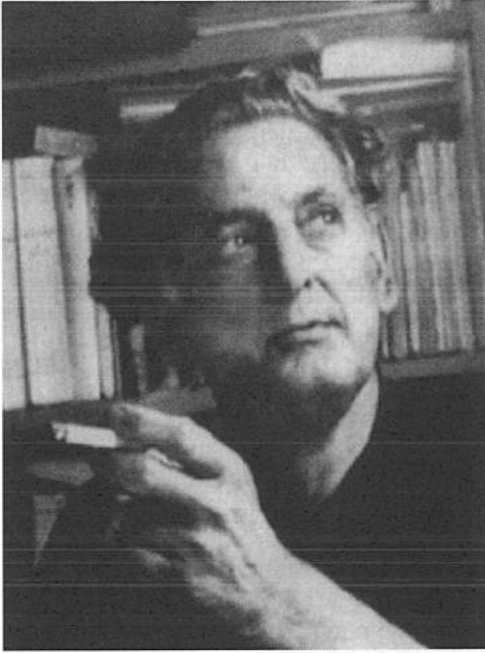
Prière aux stalinien

De même, lorsque que la répression stalinienne s'est abattue sur les opposants, et en particulier sur les militants du POUM, le gouvernement et Prieto, son ministre de la Défense, ne cherchèrent pas dans leur quête de la vérité à aller au-delà d'une prière adressée aux responsables stalinien de bien vouloir leur donner des informations sur le lieu où était tenu prisonnier Andreu Nin par exemple, ce qui donne la juste mesure de leur opposition aux « communistes ».

Prieto prend bientôt ses distances par rapport au gouvernement et part en ambassade vers le Chili et l'Amérique latine où le trouvera la fin de la guerre.

Installé au Mexique, il va tenter de réorganiser le PSOE, sur une ligne d'expulsion des partisans de Negrin et d'unité d'action avec les monarchiste de Don Juan, successeur « légitime » d'Alphonse XIII et père de l'actuel Juan Carlos ; cette ligne sera battue avant d'être reprise plus tard par d'autres responsables du PSOE et du PCE.

Roland Corominas



Grandizo Munis

(1912, Torreon, Mexique -
1989, Paris)

Manuel Fernandez Grandizo y Martinez, plus connu sous le nom de Grandizo Munis, est né en 1932, au Mexique, à Torreon dans une famille espagnole originaire d'Estrémadure. Il regagne l'Espagne avec ses parents en 1914 et va y rester jusqu'en 1923, date à laquelle il retourne au Mexique.

La fondation clandestine de l'Opposition trotskyste

Très jeune, dans les années 1927-1928, il contribue à la fondation clandestine de l'Opposition trotskyste. Ses activités le conduisent en prison, il est obligé de s'exiler et repart en Espagne.

Au début des années 1930, dans la région de Llerena (Estrémadure), il prend part activement à plusieurs grèves des ouvriers agricoles et il publie des articles dans le journal *Joven Espartaco*, mais également plus tard dans des publica-

tions de la Izquierda Comunista (Gauche Communiste) : *La Antorcha*, *El Soviet*, *Comunismo*.

Entre 1932 et 1933 il est membre du groupe Lacroix (1).

Début 1934, il est nommé représentant de l'Izquierda Comunista à l'Alliance ouvrière de Madrid.

Durant l'été 1934, à l'époque des moissons, les travailleurs agricoles se mettent en grève. Munis intervient pour que l'Alliance ouvrière organise des grèves de solidarité à Madrid et dans les principales villes de province. Celle-ci refuse, essentiellement sous la pression des délégués du Parti socialiste (le PSOE), majoritaires. Il rompt alors avec l'Alliance ouvrière. Il est remplacé par un autre délégué de son organisation.

Condamnation pour incitation à la rébellion

Il publie dans *Comunismo* un article intitulé « *La phase insurrectionnelle* », reproduit sous forme d'opuscule par les trotskystes de Cuba. Il écrit également en septembre 1934 « *Qué son las Alianzas obreras ?* (Que sont les Alliances ouvrières ?) œuvre inachevée et publiée sous forme de brochure, qui lui vaudra, après l'insurrection ouvrière des Asturies, une condamnation pour incitation à la rébellion.

A la suite de l'insurrection révolutionnaire des Asturies en octobre 1934, il participe à une solidarité active à l'égard des femmes et des enfants de grévistes, notamment en organisant leur hébergement à Madrid et dans d'autres villes. Peu de temps après il est emprisonné à Madrid.

(1) Francisco Garcia Lavid, dit Henri Lacroix, est l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche espagnole à travers les « groupes communistes » de Belgique et du Luxembourg. Il revient en Espagne au début de 1930, réussit à regrouper un certain nombre de militants, dont d'anciens dirigeants du PCE comme Juan Andrade. Leur premier objectif : la parution du bulletin *Contra la corriente*. A la chute de la monarchie (1931), la revue du groupe est *Comunismo*.

En 1935, une discussion s'engage au sein de la Gauche communiste (Izquierda Comunista), traversée par la crise des organisations ouvrières. Munis soutient le courant d'Esteban Bilbao, partisan de l'orientation de Trotsky d'entrer dans les Jeunesses socialistes (Juventudes socialistas), avec un droit de fraction et avec son propre programme. A cette période, l'organisation de jeunesse du PSOE partage les positions de condamnation du réformisme et du stalinisme exprimées par la Quatrième Internationale. Toutefois, l'entrée du groupe, ne sera pas totale, car les Jeunesses socialistes subissent très vite la pression du stalinisme, à travers les interventions de Santiago Carrillo qui suit les ordres directs de Moscou.

Munis fait partie de ceux qui s'opposent au courant d'Andreu Nin et de Juan Andrade qui, à la fin de 1935, fusionne le groupe de l'Izquierda Comunista avec le Bloc Obrero i camperol dirigé par Maurin pour former le POUM, fusion qui signifie, à ses yeux, l'abandon des principes révolutionnaires.

Au début des années 1936, Munis est au Mexique. Dès l'annonce des événements révolutionnaires de juillet 1936, il prend le premier bateau chargé d'armes et arrive fin octobre en Espagne, à Carthagène. Avec ses camarades, Munis participe aux combats des milices sur le front de Madrid.

Il crée la Section bolchevique-léniniste d'Espagne pour la IV^e Internationale

En novembre 1936, Munis fonde une nouvelle organisation révolutionnaire avec plusieurs compagnons de lutte espagnols et autres. Il crée la Section bolchevique-léniniste d'Espagne pour la IV^e Internationale (SBL d'Espagne). Cette organisation est directement liée à la IV^e Internationale.

Dès janvier de 1937, cette organisation publie un grand nombre de tracts pour la défense du pouvoir ouvrier contre la restauration du pouvoir bourgeois mise en œuvre par le Front populaire.

L'organisation publie également un bulletin, *La Voz Leninista* (« La voix léniniste ») (2). Dans cette publication est critiquée la collaboration du POUM et de la CNT avec le gouvernement de Front populaire, et l'organisation appelle à la formation d'un « Front ouvrier révolutionnaire » dont le but doit être la prise du pouvoir, la poursuite de la révolution et la direction de la guerre civile.

Tracts appelant à la poursuite de la lutte

A la fin du mois d'avril 1937, Munis et le poète surréaliste Benjamin Péret se rendent à Paris pour prendre contact avec l'organisation internationale trotskyste. Munis retourne fin mai en Espagne. Lors des événements de mai 1937 à Barcelone, seuls la Section bolchevique-léniniste et le groupe des « Amis de Durruti » distribuent des tracts appelant à la poursuite de la lutte en s'opposant en particulier au cessez-le-feu, proclamé d'abord par la CNT, ensuite par la direction du POUM. A l'issue de ces journées, suit une répression féroce qui contraint les combattants à la clandestinité. Dans cette situation, des numéros de *La Voz Leninista* et plusieurs autres bulletins de la SBL d'Espagne faisant le bilan de l'insurrection et de la répression sont diffusés largement et accueillis favorablement.

La police arrête et assassine

Après les journées de mai 1937, la chute du gouvernement de Caballero laisse le champ libre à la police du nouveau gouvernement aux ordres de Staline et de son appareil : le POUM est mis hors la loi, mais également les trots-

(2) Le groupe de *La Voz Leninista* était formé, entre autres, par Munis, Jaime Fernandez, Julio Cid, Esteban Bilbao, José Quesada, Carrasco, l'Allemand Hans Freund (Moulin), le Polonais Mieczyslaw Bortenstein (M. Casanova), Benjamin Péret, les Italiens Domenico Sedran (Adolfo Carlini) et Lionello Guido. Cité dans la version en français de *Jalones de derrota*, p. 37.

kystes. En peu de temps, la police arrête et assassine deux des collaborateurs internationaux de la SBLE : Hans Freund, connu sous le nom de Moulin, et Erwin Wolf, ex-secrétaire de Trotsky, tandis que l'Espagnol Carrasco, ami de Munis depuis son service militaire, est enlevé par les staliniens et disparaît.

Les militants révolutionnaires s'entassent dans les cellules

A la fin de 1937, la lutte des révolutionnaires se fait dans des conditions de plus en plus difficiles. A Barcelone, par exemple, les révolutionnaires ont à affronter non seulement la police stalinienne et ses délateurs mais également l'immobilisme fatal de la direction de la CNT face à ces attaques. Ainsi, lorsqu'au début de l'automne 1937, le dernier Comité de défense révolutionnaire est encerclé et pris par les blindés russes, la CNT ne dit mot. Les prisons se vident des fascistes tandis que les militants révolutionnaires s'entassent dans les cellules.

Munis et la majorité de la SBL d'Espagne sont arrêtés le 13 février 1938 ; les chefs d'inculpation sont : sabotage et espionnage au service de Franco ; tentatives de désorganisation de l'arrière-garde et grèves dans le but de favoriser la victoire fasciste ; organisation de l'insurrection en Catalogne en mai 1937 ; conspiration pour l'assassinat de Negrin, Comorera, La Pasionaria, José Díaz, Prieto ; et l'accusation contre Munis et Jaime Fernandez du meurtre d'un capitaine des Brigades internationales, Léon Narwicz. Cet agent polonais du Service d'information militaire (SIM) s'était infiltré dans le POUM et la SBL d'Espagne. Après un mois d'isolement complet et de tortures dans une « tcheka » stalinienne dirigée par Julian Grimau, ils sont incarcérés le 11 mars 1938 à la prison Modelo de Barcelone. Le procès se tient à huis clos, sans avocat de la défense, quinze jours exactement après l'intervention d'un juge instructeur qui se limitera à copier la déposition de police. Les

accusés comparaissent devant un tribunal paramilitaire et le procureur réclame la peine de mort contre Munis, Fernandez et Domenico Sedran (« Adolfo Carlini »). Une campagne internationale de solidarité et de protestation réussit à faire pression sur les autorités, occupées par ailleurs par le procès contre le POUM (octobre 1938), et l'audience finale est différée jusqu'au début janvier 1939.

Dans le couloir de la mort

Un mois et demi auparavant, Munis est transféré au château forteresse de Montjuich, à Barcelone, dans le couloir de la mort, cellule 3. Il réussit à s'évader au dernier moment, et rejoint la France « avec la vague la plus importante des réfugiés républicains qui fuyaient devant l'avancée des troupes franquistes » (3).

A la fin de 1939, Munis quitte la France et s'embarque pour le Mexique, où il établit des liens personnels et étroits avec Léon Trotsky et sa femme Natalia Sedova. Trotsky le charge de la direction de la section mexicaine. En mai 1940, il participe à la conférence dite « d'urgence » de la IV^e Internationale.

« En août 1940, après l'assassinat de Trotsky, il prend la parole au cours des funérailles du grand révolutionnaire et, se constituant partie civile, il intervient à plusieurs reprises au cours du procès intenté contre son meurtrier » (4).

Il intervient également à plusieurs reprises au cours du procès intenté contre le meurtrier de Léon Trotsky, assassiné à Coyoacan, au Mexique, le 20 août 1940. Les conclusions écrites par lui sont citées par les juges et permettent d'établir l'appartenance de l'assassin à la police secrète de Moscou.

Menaces de mort

La presse mexicaine se déchaîne dans une campagne acharnée, inspirée et subventionnée par la police stalinienne et

(3) Passage tiré de la note c) de la p. 38, *op. cit.*

accuse les « trotskystes » Munis, Victor Serge, Julian Gorkin et Marceau Pivert d'être des agents de la Gestapo. Des menaces de mort sont proférées contre eux au cours des réunions secrètes des staliniens espagnols ; ces menaces sont révélées par le journal *El Popular*.

Grandizo Munis est réellement le seul trotskyste des cibles de ces attaques. Aussi, constatant que cette campagne jouit d'une totale impunité, il s'adresse au président de la République mexicaine dans une lettre où il met l'accent sur les falsifications des agents de Moscou et où il expose ses positions comme militant révolutionnaire vis-à-vis de la guerre mondiale. Il défie, y compris, plusieurs députés mexicains qui soutiennent les calomnieurs et leur demande de renoncer à leurs indemnités parlementaires et de venir l'affronter devant un tribunal. Ceux-ci se dérobent, mais la campagne de calomnies cesse.

A partir de 1941, Munis s'allie à Benjamin Péret, également exilé au Mexique, et à Natalia Sedova, et ils forment leurs premières critiques et leurs divergences à l'égard du Socialist Worker's Party (SWP) au sujet de la position adoptée par ce dernier envers la guerre impérialiste et les mouvements nationaux.

En 1946, il écrit une brochure, *Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial*, dans laquelle il définit la nature de l'Etat russe comme un capitalisme d'Etat et le parti de Moscou comme parti contre-révolutionnaire et anticommuniste. Il refuse par conséquent la « défense inconditionnelle de l'URSS ».

En 1948, Munis et Péret sont retournés en France. C'est alors que se produit la rupture définitive et officielle avec la IV^e Internationale. Avant cette rupture, Munis publie les journaux *19 de julio*, *Contra la corriente avec le groupe espagnol au Mexique*, puis son livre, *Jalones de derrota* (leçons d'une défaite, promesse de victoire).

A partir de là, Munis et ses camarades mènent une activité militante indépendante. En 1951, Munis entre clandestinement en Espagne et, lors de la grève générale des tramways à Barcelone en 1951, le Groupe communiste internatio-

naliste, dirigé par Munis et Jaime Fernandez, distribue des tracts pour la défense du mouvement spontané de grève.

Condamné à dix ans de prison

Il est arrêté en décembre 1952 et condamné à dix ans de prison. Mais il obtient la liberté conditionnelle en juin 1957. A sa sortie de prison en 1958, Munis reprend en France son activité politique. Il fonde, avec Benjamin Péret, le groupe Fomento Obrero revolucionario (FOR, Ferment ouvrier révolutionnaire), où il militera jusqu'à sa mort. Le groupe publiera le journal *Alarma*.

Munis est expulsé de France

Munis est expulsé de France et vit quelque temps en Italie où il entretient de nombreux contacts avec les groupes de la gauche communiste italienne. Puis il revient en France et parvient à s'y établir.

Vers la fin de la dictature franquiste, Munis et Jaime Fernandez multiplient les contacts avec des militants espagnols ; ils tentent de faire connaître *Alarma*, l'organe du FOR ; le journal paraît, édité en Espagne, en avril 1977.

A sa mort, il laisse un livre achevé mais inédit, qui analyse l'Etat, les problèmes posés par sa suppression dans une société communiste.

Il meurt à Paris, le 4 février 1989.

Jacqueline Trinquet

(4) Passage tiré de la note d) de la p. 38, *op. cit.*

Lettre de Grandizo Munis à Léon Trotsky

(In *De la guerre civile espagnole à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948), textes politiques, œuvres choisies, Tome I, Editions Ni patrie ni frontières.*)

Estimé camarade,

A travers d'innombrables vicissitudes et difficultés, la voix de la Quatrième Internationale a réapparu en Espagne.

Nous avons envoyé des exemplaires de *La Voz Leninista*, premier numéro de notre organe, dont nous voulons assurer la publication régulière bimensuelle, à diverses adresses de l'organisation mexicaine et au destinataire de cette lettre.

Notre travail, commencé par des camarades de divers pays venus combattre en Espagne et par G. Munis, vieux militant de la Izquierda Comunista, s'est heurté dès l'abord à tous les obstacles imaginables de la part de la direction du POUM, auxquels s'ajoutent ceux inhérents à la domination du Front populaire dans une situation de guerre. Nous aurions aimé, sans doute, organiser plusieurs groupes et entreprendre un travail régulier.

Aujourd'hui, le nombre des Espagnols est le double sinon le triple des étrangers et nous avons acquis une personnalité parmi les militants du POUM et les éléments les plus conscients de l'anarchie.

Etant donné la situation générale de la lutte des classes en Espagne et les caractéristiques politiques du POUM, un des problèmes les plus ardues et qui devait être discuté, était la tactique à adopter vis-à-vis de celui-ci.

A Barcelone, siège de notre travail, la discussion a été très longue et a fait apparaître deux tendances essentielles. Une qui proposait l'entrée dans le POUM, y compris à titre individuel, et l'autre qui l'admettait seulement comme garantie d'un travail fractionnel, et en conservant de toute façon un noyau extérieur indépendant.

La première des tendances appuyait sa position sur l'impossibilité que la bureaucratie puisse octroyer le droit de fraction et la nécessité de se lier à la base à toute force. Mais elle faisait abstraction des conditions générales du mouvement ouvrier, de l'urgence de la situation et oubliait surtout que l'entrée individuelle donnerait à la bureaucratie du POUM de nombreuses occasions de disperser un groupe gênant. Cette méthode a été mise en pratique contre les propres militants du POUM qui possédaient un plus grand esprit critique. En réalité, cette tendance faisait confiance à la possibilité d'une régénération à partir des « forces internes » (Nin-Andrade). Le RSAP (1) faisait aussi confiance aux forces internes. Les militants du POUM qu'il a actuellement à Barcelone sont les plus acharnés contre les bolcheviks-léninistes.

La seconde position, qui l'a emporté, considérait principalement la montée générale de la réaction conduite par le stalinisme, face à laquelle la direction du POUM (incapable de prendre l'initiative d'une rectification honnête, et, au fond, ni même de donner libre cours à la discussion politique) se verrait forcée de démanteler toute action cohérente que pourraient déployer les bolcheviks-léninistes en son sein. D'autre part, il y a la possibilité de réaliser un bon travail d'assimilation parmi les anarchistes, qui serait totalement perdu avec l'entrée [dans le POUM] sans garantie, à moins que le temps laissé par les événements

(1) A cette époque, section hollandaise de la IV^e Internationale, dirigée par Henk Sneevliet, qui allait bientôt rompre avec la IV^e Internationale (NDLR).

pour pouvoir organiser un travail fractionnel illégal ne permette une compensation.

Récemment, le comité exécutif s'est attelé à la tâche de démanteler sa section de Madrid, qui, comme vous le savez, constitue l'aile gauche du POUM ; elle a souffert les plus rudes attaques et est dans les meilleurs termes politiques avec les nôtres. Si l'on ajoute à cela la situation qui, en aucune manière, ne nous autorisait à entreprendre un travail intérieur de plusieurs mois, l'indépendance organisationnelle se présentait comme la meilleure manière pour pouvoir canaliser vers nous les éléments les plus conscients du POUM et de l'anarchisme. Ce nonobstant, la majorité de nos militants travaillent à l'intérieur de ce parti.

A titre d'information, je dois dire que la section bolchevik-léniniste d'Espagne est constituée de quatre groupes, trois au front et un à Barcelone ; ajoutons quelques camarades isolés dans les provinces et le comité local de la section de Madrid [du POUM] qui, à l'exception d'un membre, est en accord total avec nous.

Nous estimons que nous avons comme tâche primordiale la préparation du congrès du POUM. Le comité exécutif est disposé à manœuvrer et hâter la préparation pour le 8 mai [1937], y compris avec l'intention de manœuvrer pour éliminer les camarades de Madrid. Il est probable qu'il se calmera sous la pression de la base de Barcelone. En ce cas, disposant d'un temps très précis, nous pourrions réaliser un bon travail.

Nous attendons votre opinion sur ce problème, ainsi que la critique de notre travail par le canal de l'organisation française que je rencontrerai dans quelques jours.

Je n'ai pas besoin de vous dire l'importance qu'aura la publication dans *La Voz Leninista* de tout travail que vous pourriez faire sur la révolution espagnole.

Je vous salue cordialement.

G. Munis,
Paris, 22 avril 1937

Source : les Cahiers Léon Trotsky n° 10, juin 1982, pp. 85-87.

(In Leçons d'une défaite, promesse de victoire, critique et théorie de la révolution espagnole, 1930-1939, éditions Science marxiste.)

Concilier les classes antagoniques

Le caractère réactionnaire de la provocation à l'origine des événements de mai est indubitable. Le programme du Front populaire, somme de trahisons, en formait la prémisse. La victoire des masses sur les militaires, la guerre civile elle-même, contrariaient, gênaient le Front populaire. Celui-ci était né pour concilier, au bénéfice de la contre-révolution russe et des impérialismes démocratiques, les classes antagoniques. Ce fut grâce à cette convergence de la diplomatie moscovite, ultime substrat du Front populaire, avec

les diplomaties anglaise, française, et américaine, que tous les partis socialistes, incapables et impuissants à dépasser les limites leur imposées par le capitalisme, l'accueillirent avec des formidables marques de satisfaction. Mais la guerre civile était la négation du Front populaire. Quand le Front populaire prônait la conciliation, les masses répondaient : la guerre, et non pas avec des phrases, mais en démarrant la guerre civile. Les classes que le Front populaire voulait concilier furent séparées, à partir du 19 juillet 1936, par une infranchissable ligne de feu. Ses protecteurs rageaient de dépit. Cela ne figurait pas dans leurs plans et ne cadrait pas avec leurs intérêts. Le schéma de la concilia-

tion tombait en pièces. Les éléments et les institutions qu'ils voulaient concilier avaient été repoussés par le prolétariat dans des tranchées opposées. Le contretemps était très grave, mais tout n'était pas perdu tant que le prolétariat ne parvenait pas à organiser son propre pouvoir. Au-dessus des tranchées, détruisant l'œuvre révolutionnaire des masses, les hommes du Front populaire se remirent immédiatement à ourdir la toile de la conciliation avec la bourgeoisie fasciste.

Convaincre la bourgeoisie espagnole et mondiale

Mais maintenant, étant donné la domination révolutionnaire des masses, le Front populaire devait convaincre la bourgeoisie espagnole et mondiale en lui prouvant sa véritable nature réactionnaire. Puisque le monde capitaliste avait été repoussé dans la zone franquiste par les armes ouvrières, dans la zone rouge le Front populaire devait défendre les intérêts traditionnels du capitalisme. C'est seulement ainsi qu'une possibilité de conciliation était envisageable. La perfidie des gouvernements et des partis du Front populaire s'explique ainsi: à leurs yeux, un capitaliste, un fasciste, un général ou un évêque de la zone franquiste étaient des éléments qu'on pouvait apprivoiser; alors qu'un révolutionnaire était un ennemi irréconciliable, un hors-la-loi, un membre de la cinquième colonne.

La paix avec les fascistes

La tendance à la « réconciliation entre les Espagnols », pour employer le langage stalinien, ou l'« Accolade de Vergara » (1), selon l'expression populaire péjorative, autrement dit la paix avec les fascistes, devait rapidement surgir au sein du Front populaire. Et il en fut ainsi. Dès que les comités-gouvernement furent affaiblis et que l'Etat capitaliste se considéra en sécurité, les ten-

dances conciliatrices se manifestèrent dans le PCE et le PSOE, sous l'impulsion de Prieto et Besteiro. Les capitales des démocraties impérialistes et le Kremlin faisaient pression en ce sens, car elles y voyaient un double avantage : anéantir la révolution et disputer à Hitler la possession stratégique que représentait la péninsule.

Une des mesures préliminaires indispensables

La provocation de mai fut, aux yeux du Front populaire, une des mesures préliminaires indispensables pour conclure la paix avec le camp fasciste. D'une part, en écrasant le prolétariat, le Front populaire pensait vaincre la répulsion obstinée qu'inspirait aux masses le mot de « paix » ; d'autre part il donnait un exemple, avec une résonance mondiale, de sa fidélité à l'ordre capitaliste. Si, malgré sa victoire et ses efforts postérieurs, la réaction stalino-capitaliste ne parvint pas à embrasser « les bons Espagnols » franquistes, cela est dû à d'autres raisons. Mais personne ne pourra l'accuser de ne pas avoir su réprimer la révolution.

(1) A la fin de la première guerre carliste (1834-1839), les insurgés carlistes finirent par signer la convention de Vergara qui leur accordait une large amnistie. Le 31 août 1839, le général libéral Espartero et le général carliste Morato se donnèrent l'accolade tandis que les deux armées en présence fraternisaient. [NDE]

(Les intertitres sont de la rédaction.)

CHRONIQUE DES FALSIFICATIONS

Vérité historique et muséographie

D'un certain musée (1) ou de comment réécrire l'histoire

Je voudrais dire en quelques mots combien j'ai été choqué par certains aspects du Musée d'histoire du XX^e siècle — Résistance et déportation, à Estivareilles, dans la Loire. Je l'ai écrit de façon concise dans le livre d'or du musée à la date du 27 août (2), mais je voudrais ici développer un peu plus.

La partie consacrée à la période de la Première Guerre mondiale est très allusive, mais s'arrange tout de même pour nous donner à voir sous vitrine un manuel catholique probablement donné à chaque soldat (il n'y a aucune explication sur ce manuel, on ne donne pas son titre, sauf erreur) et lui recommandant, sur l'une des deux pages ouvertes sous les yeux du public, de demander un aumônier en cas de malheur. L'autre page commence par un poème pieux et patriotique dont j'ai noté le texte... édifiant :

*« La patrie était en danger
Sans un regret, le cœur léger
Pour elle ils ont su mourir
Ne regardez pas leurs péchés
Car dans la gloire ils sont couchés
Et vous aimez les héros.
A ces sublimes combattants
A nos grands hommes de vingt ans
Donnez l'éternel repos. »*
Jean Vézéré

S'il s'agissait d'un élément parmi de nombreux autres, on pourrait sourire et même penser qu'il y a une intention ironique dans ce choix. Mais le reste est assez banal. **Nous sommes bien dans le premier degré.** Rien sur la propagande « anti-boche » stupide assénée alors dans les journaux et dans les « réclames » comme on appelait alors la publicité, tous médias plus débordants les uns que les autres d'un chauvinisme délirant. Rien sur les fraternisations, rien sur les fusillés pour l'exemple, rien sur les mutineries, notamment celles de 1917, la vie dans les tranchées est à peine évoquée à travers une lettre — intéressante en soi, mais forcément limitée — d'un poilu qui raconte comment il en fait la découverte fin 1914. Tout cela est très pauvre.

(1) Présentation du musée sur son site : « **“Témoigner, expliquer, transmettre”** sont les objectifs du musée. Labellisé “musée de France” (comme 106 établissements classés de la région Rhône-Alpes), le musée d'Estivareilles est, sur le plan national, un des rares musées d'histoire à présenter ce classement. » Les ambitions « pédagogiques » de ce musée sont ainsi clairement affirmées.

(2) Il n'est pas impossible que la page disparaisse sous peu, auquel cas, ce serait un critère supplémentaire d'appréciation sur la démarche muséale en cause.

Mais où les choses deviennent encore plus choquantes, c'est quand on lit parmi les causes de la Seconde Guerre mondiale le fait que « *les Allemands (3) étaient animés d'un désir de revanche* ». Rien sur le traité de Versailles et la manière qu'il a eue de tailler dans la chair de peuples, rien qui permette de différencier la classe dirigeante allemande de la classe ouvrière de ce même pays. Quand on sait que la bourgeoisie allemande alimentait en sous-main les corps francs contre les organisations ouvrières et démocratiques, quand on sait que c'est le grand capital allemand qui, en dernière analyse, a choisi Hitler contre le peuple allemand lui-même et ses organisations (partis, syndicats, mouvements de jeunesse), on est perplexe devant le simplisme de la phrase que je cite.

Mais là où j'ai éprouvé le malaise le plus fort, c'est dans le choix d'un témoignage qui accrédite l'idée que l'Eglise catholique, via la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et au moins un des prêtres qui l'animaient à Roanne, a été

une inspiratrice de la Résistance. Le témoin qui évoque ce point a été *résistant* à un moment donné de son évolution, je ne le conteste pas. Qu'il ait accepté le STO, cela n'ôte rien à ses mérites et on a bâti d'assez mauvais procès à ce sujet vis-à-vis d'autres pour que je n'éprouve pas le besoin de faire une fixation sur ce point.

Mais ce qui est anormal c'est qu'on n'équilibre pas cette référence à la JOC et à un prêtre présenté comme une sorte de guide spirituel, lié à *Témoignage chrétien* (4), par une information sur **l'attitude de la hiérarchie catholique** (5) qui a soutenu de bout en bout le régime de Vichy et Pétain, dont elle a reçu beaucoup pour ses écoles, les bourses de ses écoliers, tout en se félicitant ouvertement de la fermeture des écoles normales. Rien d'important n'est dit ni montré sur la mise hors la loi des syndicats, des partis comme le Parti socialiste, le Parti communiste (6), sans compter d'autres formations se réclamant aussi de la classe ouvrière. Fallait-

(3) C'est moi qui souligne (PR).

(4) L'audioguide qui contient ce témoignage de Pierre Basset (n° 12) qui appartient au maquis Boussoulet de l'Armée secrète, contient aussi le témoignage de Violette Maurice dans la partie déportation. Violette Maurice est une grande figure stéphanoise qui fonda très tôt, peu après l'appel du 18 juin, un journal résistant et l'appela « 93 ». Cette appellation n'est évidemment pas anodine, et il n'aurait pas été superflu qu'à un moment ou un autre une explication soit donnée sur le choix fait par la toute jeune Violette Maurice d'un titre empruntée à cette année clé de la Révolution française (1793), avec le Comité de salut public exécutant les lois votées par la Convention montagnarde.

(5) Il y a une vingtaine d'années, la hiérarchie catholique de l'Eglise romaine en France, par la voix de ses évêques, a fait profession de *repentance* à l'égard de l'attitude de ses aînés sous Vichy. Quoi qu'on puisse penser des arguments mis en avant pour justifier la position collaborationniste de l'Eglise, il y avait possibilité pour les muséographes de rappeler les faits et de préciser l'état actuel de la question. Je laisse de côté ici l'attitude du Vatican proprement dit, connue de ceux qui s'intéressent à cette période, sinon du grand public.

(6) A cet égard, il n'aurait pas été inutile de signaler que le maquis Wodli était dirigé par le jeune Théo Vial-Massat, donc par le PCF dont il était membre à l'époque et qui le resta (l'est-il encore ?) très longtemps. Je n'en demande pas plus, même si je garde en mémoire la disparition par liquidation physique de trois sur quatre militants de la IV^e Internationale (trotskyste), à la suite de la libération de la prison du Puy par le maquis en question. L'un des fondateurs du Parti communiste italien, avec Gramsci, Ercoli (Togliatti) etc., qui s'appelait Pietro Tresso (Blasco), fut parmi les victimes. Un membre du Guépéou de Staline faisant partie de ce maquis s'est chargé de cette basse et honteuse besogne... Un seul en réchappa ; son nom est Demazière. Il est mort il y a quelques années, et sa mémoire était intacte sur cet épisode encore trop occulté et donc ignoré du grand public.

(7) L'UCK est directement le bras armé d'un puissant réseau de trafic de drogue, ce n'est un mystère que pour qui ne veut pas savoir ou a intérêt à dissimuler cette information... Quant à l'existence d'un pays unifié par la résistance révolutionnaire yougoslave qui s'appelait Yougoslavie et a été démantelée en pays cantonisés, l'affichage, sauf erreur, ne le signale même pas...

il oublier de signaler l'interdiction de la franc-maçonnerie, de la Libre Pensée, de la Ligue des droits de l'homme, etc. ?

Bref, tout se passe comme si on feuilletait un album d'images d'Epinal suggérant une opinion se ressaisissant grâce à de bons curés pour s'orienter vers une Résistance à l'occupation, Résistance dont la dimension sociale est par ailleurs totalement occultée.

On sait qu'à partir de 1943, le vent ayant tourné défavorablement pour Hitler et sa « cause », sur le champ de bataille de Stalingrad, où la machine de guerre nazie subit une défaite historique, des éléments du clergé, contre leur hiérarchie, ont rejoint le camp de la Résistance.

Ce n'est pas niable, et mon intention n'est pas de contester ce point. Simple-ment, il faut le relativiser ; c'est un symptôme parmi de nombreux autres que les événements prenaient une tournure différente, et c'est à peu près dans cette période, à ma connaissance, que les chrétiens-sociaux ont renoncé à l'esprit collaborationniste d'Uriage pour s'orienter vers la Résistance.

J'ajoute que, pour faire bonne mesure, on finit sur l'Union européenne et son drapeau marial que déploie un enfant à la sortie du parcours muséal, accréditant de façon appuyée l'idée que l'Union européenne, c'est la paix. Voire. Surtout que sur le mur opposé il y a un article du *Monde* de 1999 vantant l'UCK du Kosovo... Quand on sait ce qu'il y a derrière l'UCK (7), cela laisse rêveur. Quant au mot à deviner dans le questionnaire « pédagogique » proposé aux enfants, c'est « casque bleu », comme autre symbole de paix.

Je me permets de demander à des lecteurs de ces lignes qui auraient l'opportunité de faire un tour dans ce musée de me dire s'ils ont le sentiment que je fais un mauvais procès ou si ma critique est fondée. Sachant aussi qu'une messe était programmée et annoncée dans le dépliant officiel pour dimanche 2 septembre, en ouverture d'une journée consacrée à la résistance de l'Armée secrète (AS) de la Loire...

Pour moi, la boucle est bouclée. On n'est pas très loin de la novlangue imagi-

née par George Orwell dans son célèbre roman *1984*, novlangue qui, on le sait, servait à réécrire l'histoire au fur et à mesure qu'elle se déroulait pour effacer en permanence les événements gênants pour le régime de *Big Brother*...

Pour conclure, je reprends ce que j'ai écrit dans le livre d'or à propos de l'influence que peut avoir un musée sur de jeunes esprits. C'est pour eux une référence comme, par exemple, la parole de l'instituteur peut l'être. Il est donc intellectuellement malhonnête de leur instiller des idées approximatives, voire fausses, contre lesquelles ils ne peuvent pas se prémunir car ils n'ont pas les outils critiques pour le faire. L'esprit des enfants est toujours un enjeu entre Lumières et obscurantisme... C'est ce que la loi de séparation des Eglises et de l'Etat de 1905, quand elle était respectée, garantissait. C'est ce que l'école laïque, l'Ecole de la République, mettait en œuvre et ce qu'elle continue à s'efforcer de faire malgré les coups antirépublicains qui lui ont été portés, notamment à travers et depuis la loi Debré.

Pierre Roy
27 août 2012

(7) L'UCK est directement le bras armé d'un puissant réseau de trafic de drogue, ce n'est un mystère que pour qui ne veut pas savoir ou a intérêt à dissimuler cette information... Quant à l'existence d'un pays unifié par la résistance révolutionnaire yougoslave qui s'appelait Yougoslavie et a été démantelée en pays cantonisés, l'affichage, sauf erreur, ne le signale même pas...

Trotsky dans *Krasnaia Zvezda*

Le journal des forces armées russes, *Krasnaia Zvezda*, publiait dans son numéro du 12 février 2000 un article signé d'un certain Nicolaï Chakhmagonov, au titre apparemment curieux : « *Iossif Staline... officier de l'état-major ?* », que je viens seulement de lire douze ans après sa parution. On y lit les phrases stupéfiantes suivantes :

« *Que serait-il arrivé à la Russie si Trotsky l'avait emporté ; on a la réponse en lisant une citation de l'un de ses travaux de jeunesse :*

« Nous devons transformer la Russie en un désert habité par des nègres blancs, que nous soumettrons à une tyrannie à laquelle n'a jamais rêvé le plus effrayant despote de l'Orient. La seule différence sera que cette tyrannie ne sera pas de droite mais de gauche, pas blanche mais rouge. Elle sera rouge au sens littéral du terme, car nous verserons de tels flots de sang devant lesquels trembleront et pâliront toutes les pertes humaines des

guerres capitalistes. Les plus grands banquiers de l'autre côté de l'océan travailleront en étroit contact avec nous (...). Nous montrerons ce qu'est un véritable pouvoir. Par la voie de la terreur, de bains de sang, nous réduirons l'intelligentsia russe à un état d'abrutissement total, d'idiotisme complet, d'existence animale. » »

Lorsque Staline accusait Trotsky de sabotage, d'intelligence avec une douzaine de services d'espionnage, de volonté de dépecer l'URSS, il faisait avouer des accusés qui disaient tous avoir perdu les lettres où Trotsky, prétendaient-ils, leur avait donné ses consignes.

Le journal des forces armées russes va plus loin en fabriquant un texte attribué à Trotsky d'une stupidité et d'une grossièreté si invraisemblables que l'on s'interroge sur la santé mentale de l'auteur et du comité de rédaction du journal... qui porte le nom d'Etoile rouge !

Jean-Jacques Marie

Ignorant, faussaire et m'as-tu-vu

(Lettre adressée à Jean-Marc Berlière, rédacteur en chef du bulletin des Amis de la police et de la gendarmerie, le 19 août 2012)

J'ai lu dans le précédent numéro des *Amis de la police et de la gendarmerie* que je dépouille toujours avec beaucoup d'attention la longue lettre de Stéphane Courtois contre M^{me} Benhaim.

Je ne connais pas M^{me} Benhaim ; j'ignore tout du problème de la défense de thèse qui a suscité cette lettre ; je n'ai évidemment aucune raison d'en savoir quelque chose. Je n'en dirai donc rien. De plus, qui n'entend qu'une cloche n'entend

qu'un son, et vice-versa. Cela fait deux raisons pour n'en rien dire.

Le rapport secret de Khrouchtchev au XX^e Congrès du PCUS

En revanche, certaines affirmations de Stéphane Courtois au cours de la leçon d'histoire du « communisme » qu'il dé-

livre à cette occasion méritent quelques brefs commentaires, tant elles prennent des distances sérieuses avec la vérité.

Stéphane Courtois, évoquant le rapport secret de Khrouchtchev au XX^e Congrès du PCUS, écrit : « *Khrouchtchev n'y a dénoncé que l'assassinat par Staline de quelques apparatchiks du parti (...). Le rapport secret n'a été qu'une immense mystification, une remarquable opération d'autoamnistie collective de la direction soviétique et d'amnésie forcée pour toute la population, puisque les quelques crimes dénoncés par Khrouchtchev étaient désormais les seuls crimes autorisés.* » Et, faisant référence à une universitaire qui a salué le « courage » de Khrouchtchev, il ajoute : « *De quel courage peut-il bien s'agir chez ce grand criminel qui est venu expliquer qu'il n'était au courant de rien et que c'est son chef qui était responsable de tout ? Il s'agit en réalité d'une suprême lâcheté.* »

La déportation de 520 000 Tchétchènes et Ingouches

Selon lui, Khrouchtchev, donc, « *n'a dénoncé que l'assassinat de quelques apparatchiks du parti* ». C'est faux. Et il est aisé de vérifier que c'est un mensonge en se plongeant, non pas dans le chapitre de son propre livre sur le rapport secret dont avec un sens aigu de la publicité Courtois recommande la lecture, mais dans le texte du rapport secret lui-même.

Certes, Khrouchtchev y défend d'abord l'appareil du PCUS et ses bons apparatchiks, mais il ne se limite pas à cet aspect ; il dénonce aussi les traitements brutaux infligés aux médecins arrêtés dans le cadre de l'affaire dite des Blouses blanches. Sans doute ces médecins n'étaient-ils que trente-sept, mais ils n'étaient pas des apparatchiks du parti ; et surtout, Courtois, qui consacre quelques lignes à la déportation des 520 000 Tchétchènes (soit dit en passant, il s'agit des Tchétchènes et des Ingouches réunis), oublie que Khrouchtchev en parle.

Courtois écrit : « *C'est en février 1944 que Staline ordonna la plus grande opération de déportation de l'histoire mondiale : 520 000 Tchétchènes, absolument toute la population : hommes, femmes, enfants, vieillards.* » Mais Khrouchtchev en dit plus que lui dans son rapport où il évoque cette déportation et celle de trois autres peuples.

« *Ainsi, dès la fin de 1943, quand se produisit une brèche sur tous les fronts de la grande guerre patriotique au bénéfice de l'Union soviétique, la décision fut prise et mise à exécution de déporter tous les Karatchaïs des terres sur lesquelles ils vivaient. A la même époque, fin 1943, le même sort advint à toute la population de la république autonome des Kalmouks. En mars 1944, tous les Tchétchènes et tous les Ingouches ont été déportés et la république autonome tchétchène-ingouche a été liquidée. En avril 1944, tous les Balkars ont été déportés dans des endroits très éloignés du territoire de la république autonome kabardo-balkare et la république elle-même fut rebaptisée République autonome kabarde.*

Non seulement un marxiste-léniniste, mais tout homme de bon sens, ne peut comprendre comment il est possible de tenir des nations entières responsables d'activité hostile, y compris les femmes, les enfants, les vieillards, les communistes et les komsomols, au point de recourir contre elles à la répression massive et de les condamner à la misère et à la souffrance en raison d'actes hostiles commis par des individus ou des groupes d'individus. »

On admettra que les « apparatchiks du parti » ne formaient qu'une petite minorité des 520 000 Tchétchènes et Ingouches déportés, et que, je m'excuse de me répéter, Khrouchtchev en dit là-dessus plus que Courtois. Ce dernier aurait pu à juste titre s'indigner que Khrouchtchev ne dise mot de la déportation des Coréens de la région de Vladivostok et Khabarovsk, de celle des Allemands de la Volga et d'ailleurs, ou des Tatares de Crimée, mais pour ce faire il aurait dû d'abord admettre que Khrouchtchev avait dénoncé la déportation des Tchétchènes-Ingouches.

On le voit, Stéphane Courtois n'est pas un historien très fiable, même sur les sujets que maîtrise ce « *spécialiste internationalement reconnu* ».

Courtois trafique sa citation

Courtois, ensuite, s'indigne : « *L'un des reproches les plus grotesques et les plus déshonorants de M^{me} Benhaim à mon encounter est sa leçon de traduction sur le mot "liquidation". J'aurais donné "une fausse citation de Staline", remplaçant le mot "liquider les koulaks" par "exterminer les koulaks".* »

Que vient faire ici le conditionnel ? Il « *aurait donné* », non, il « *a donné* ». Staline a écrit : « *liquider les koulaks en tant que classe* », et Courtois trafique sa citation en remplaçant « liquider » par « exterminer », alors que sa profonde connaissance du russe lui permettrait aisément de traduire par le mot juste.

Certes, on peut parfaitement expliquer que la formule de Staline est hypocrite (comme tant d'autres), que l'affirmation de la liquidation de la prétendue « classe » des koulaks en tant que telle dissimule une volonté de massacre, mais le b-a-ba d'un historien (surtout d'un « *spécialiste internationalement reconnu du communisme* » comme s'autoproclame en toute modestie Stéphane Courtois) consiste à faire une citation exacte qu'il peut ensuite interpréter à son goût.

Courtois truque la phrase de Staline. Il accumule les paragraphes pour mieux refuser de le reconnaître et pour conclure : « *Refuser d'admettre que liquider signifie exterminer relève du négationnisme.* ». Si cela est si évident, pourquoi dès lors remplacer dans le texte de Staline « liquider » par « exterminer » ?

Si dans les citations on se met à remplacer le texte exact par des synonymes adaptés aux besoins d'une démonstration, on risque d'aller loin...

Le déshonneur frappe donc le trafiquant d'une citation et non M^{me} Benhaim qui l'a signalé (même si, comme le dit Stéphane Courtois, cela n'avait rien à faire avec le sujet de la thèse). Après cela, Courtois se lance dans un long dévelop-

pement historique sur les koulaks, dont on ne voit pas en quoi il justifie le trafic du membre de phrase de Staline dont les actes suffisent à illustrer la politique.

Que Stéphane Courtois ne soit pas à une approximation près, on le voit encore quand il qualifie Mélenchon d'« *ex-socialiste [ce qui est vrai] et vrai trotskyste [ce qui est ridicule]* ». Mélenchon le fut, certes, il y a près de quarante ans, mais Stéphane Courtois est bien placé pour savoir que les emballements de la jeunesse ne persistent pas toujours, loin de là, à l'âge adulte (rarement même d'ailleurs).

Sa phrase est sans doute un héritage du stalinisme qui voyait des trotskystes partout...

Une cohérence plus que douteuse

Avec une cohérence plus que douteuse, Stéphane Courtois affirme à deux pages de distance : « *Il n'y a pas de légitimité en histoire, seulement des récits et des analyses confirmés par des preuves documentaires* », puis déclare : « *La dimension intrinsèquement criminelle des régimes communistes du XX^e siècle a été officiellement reconnue et condamnée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 25 janvier 2006.* »

C'est certes à la mode aujourd'hui, mais depuis quand une assemblée parlementaire a-t-elle une quelconque légitimité pour légiférer sur l'histoire ? Et comment peut-on s'appuyer sur un vote de ce type pour confirmer sa conception si l'on affirme qu'« *il n'y a pas de légitimité en histoire, seulement des récits et des analyses* ».

Or Stéphane Courtois utilise par deux fois ce genre de vote pour tenter de légitimer ses affirmations. La seconde est particulièrement significative. Il écrit : « *Le Parlement ukrainien a voté (...) une loi établissant la nature génocidaire de la répression bolchevique et stalinienne en Ukraine.* » Ah le bon Parlement ! Mais si l'histoire reconnue ou imposée varie au fil des majorités parlementaires, la vie de l'historien risque de ne pas être facile.

Holodomor

Courtois signale ensuite que « *Holodomor est un nom équivalent à celui de la Shoah pour les Ukrainiens* ». (Et pour lui ? On devine que oui.) Nous y voilà ! Même les plus acharnés à dénoncer dans la famine de 1932-1933 une volonté d'affamer les Ukrainiens n'ont jamais affirmé que Staline voulait « exterminer » (pour reprendre ce verbe chéri de Stéphane Courtois dès qu'on parle de l'URSS) les Ukrainiens. Or la Shoah, chacun le sait, c'est la mise en œuvre de la solution finale visant à exterminer tous les juifs, à les effacer de la surface de la Terre. L'assimilation des deux reprises par Stéphane Courtois aboutit à atténuer la portée de la « solution finale ».

Stéphane Courtois brandit l'« extermination » à tout propos dès qu'il s'agit de l'URSS. Certes, la répression contre les cosaques a été brutale, mais elle n'a jamais visé à les exterminer. Certains d'entre eux sont d'ailleurs entrés dans l'Armée rouge où ils se comportaient comme dans l'armée blanche, et souvent rêvaient toujours d'égorger les « communistes »... même sous la bannière de Boudionny.

Une lutte à mort

Rappelons ensuite que la guerre civile en Russie de 1917 à 1921 a été extrêmement violente, une lutte à mort pour les deux camps, donc impitoyable des deux côtés. Mais Courtois ne connaît qu'un côté. Faut-il rappeler les déclarations des chefs et idéologues blancs — qu'à ma connaissance Courtois ne cite jamais (mais je n'ai pas lu tous ses chefs-d'œuvre !) ? Kornilov : « *Même si nous devons brûler la moitié de la Russie et verser le sang des trois quarts de sa population, nous le ferons si c'est nécessaire pour sauver la Russie.* » Leonide Andreiev : « *Là où l'on fusille les gens comme des chiens règnent la paix, la prospérité et un sens très fin de la légalité.* »

L'amiral Koltchak : « *Mon but premier fondamental est d'effacer de la face de la Russie le bolchevisme et tout ce qui est lié à lui, de l'exterminer et de l'anéan-*

tir. » Et pour conclure, Alexeiev : « *Nous nous battions contre le bolchevisme pour l'exterminer [eh oui « l'exterminer » !] (...). Nous considérions qu'il fallait effacer de la surface de la Terre non seulement les bolcheviks, mais tous ceux qui d'une façon ou d'une autre [ce qui fait beaucoup de monde et confine à l'extermination selon Courtois] les touchaient. (...) Nous considérions que tout ce qui avait un rapport avec le bolchevisme devait être épuré par le feu et par l'épée.* » Voilà qui donne une idée de la nature du combat à la vie à la mort entre les deux forces opposées.

Ajoutons un point : lorsque les cosaques entraient dans un village juif de Biélorussie ou d'Ukraine, ils ne laissaient en général pas un seul habitant en vie ; à leur sortie, la ou les rues était encombrée(s) de cadavres, en particulier des cadavres des femmes et des fillettes qu'ils avaient violées puis éventrées en leur plongeant parfois in fine, suprême élégance, leur sabre dans le vagin.

Parfois ils brûlaient les habitants dans leurs cahutes. Ils n'avaient pas attendu la guerre civile pour cela. En 1915, lors du transfert massif des populations juives de la Pologne russe vers l'est, les habitants de Zarembo-Kostselna, en août 1915, se voient ordonner de quitter le village à une heure fixée.

Certains tardent. Les cosaques encerclent le village, y mettent le feu, laissent les Polonais sortir, mais refoulent les juifs brûlés vifs. Ne s'agirait-il donc dans tout cela que de détails ?

“L'extermination” prétendue du clergé orthodoxe

Courtois évoque « l'extermination » prétendue du clergé orthodoxe — par ailleurs parsemé de papes bénisseurs de pogromes. Ce clergé, massivement du côté des blancs, furieux de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de la séparation de l'Eglise et de l'Ecole, de l'instauration d'un état civil, du droit du divorce (que le clergé ne peut plus monnayer auprès des riches !), du droit à l'avortement et de la nationalisation de ses terres, dé-

cidés par les bolcheviks, a, certes, été brutalement réprimé, mais présenter cette répression comme une entreprise d'extermination, c'est une mauvaise plaisanterie qui illustre la portée réelle de la manie exterminatrice de Stéphane Courtois. Les bolcheviks ont d'ailleurs, dès la fin de la guerre civile, organisé une scission de l'Eglise orthodoxe dite L'Eglise vivante, dont j'ai eu le plaisir amusé de rencontrer un survivant en 1978, le dissident Anatoli Lévitine-Krasnov. On était donc loin d'une politique « exterminatrice ».

Courtois s'indigne ensuite qu'on insiste sur la portée d'une interview dans *Le Choc du mois* en citant les noms de deux personnalités, dont un homme dit « de gauche », qui s'y expriment aussi. Il utilise la vieille technique des stalinien qui multipliaient les phrases du genre : M. X., qui n'est pas au PC, affirme son accord avec ce qu'écrit *L'Humanité* sur la bombe A. M^{me} Z., catholique fervente, se prononce comme nous contre le planning familial et Jean-Paul Sartre, qui n'a rien à voir avec nous, reconnaît que « *la liberté de critique est totale en URSS* ». *Le Choc du mois* a été fondé par François Brigneau, qui s'est engagé dans la milice le 6 juin 1944. Un vrai démocrate donc. Choisir un mensuel fondé par un ancien membre de la milice pour affirmer l'identité nazisme = communisme ou vice-versa ne manque pas de sel. Le reste n'est que mauvaise littérature.

Morgue et incompétence bureaucratique

Trois brèves remarques pour finir : Stéphane Courtois déclare que Manouchian, de la Main-d'œuvre immigrée (MOI), n'était ni compétent ni courageux : pas compétent parce qu'il ne s'est pas aperçu qu'il était filé (par des professionnels, ce qu'il n'était pas) et pas courageux parce qu'il n'a pas pu ou su se servir de son arme quand il a été arrêté. Combien de militants opérant dans des conditions de clandestinité se sont trouvés piégés de la même façon ! Mettre en cause leur « compétence » et leur courage avec

une telle morgue et incompétence bureaucratique est plus ridicule qu'odieux.

Lionel Jospin et Jean-Paul II

Stéphane Courtois, qui se proclame « *spécialiste internationalement reconnu du communisme* », profite de cette lettre pour annoncer que son grand œuvre, *Le Livre noir du communisme*, « *marque une étape décisive dans le renouvellement de l'historiographie du communisme* ». Il nous en donne comme preuve que la traduction allemande a été préfacée par un pasteur devenu président de l'Allemagne, qu'il a reçu une « *lettre de félicitation* » de Lionel Jospin « *pour cet ouvrage fondamental* » et obtenu aussi les félicitations de Jean-Paul II, deux célèbres connaisseurs de l'histoire l'un et l'autre. Rappelons que le premier a, des années durant, avec un souci relatif de la vérité, rejeté sur son frère une appartenance politique qui avait été d'abord la sienne avant d'être rattrapé par ses propres mensonges. Quant au second, pour ne prendre qu'un seul fait, sa défense et protection permanentes du patron des Légionnaires du Christ, le polygame, pédophile et escroc Marcial Maciel, en dit long sur son souci de la vérité dès lors que les intérêts matériels et politiques du clergé catholique et du Vatican sont en jeu. Cette double caution n'est donc pas bourgeoise. Puisque Stéphane Courtois semble tant apprécier les hommages des grands de ce monde pour valider son apport historique à l'histoire du communisme, espérons pour lui que le roi du Maroc ou de Jordanie se joindront bientôt à ce chœur officiel de louanges.

Stéphane Courtois nous informe enfin qu'il prépare la publication de son soixante-douzième volume. Bravo ! Qui ne s'en réjouirait ? J'attends le centième avec impatience. Mais la lecture des pages qui figurent dans le dernier numéro des *Amis de la police et de la gendarmerie* me fait craindre que la transformation hégélienne de la quantité en qualité n'exige encore beaucoup plus que les témoignages admiratifs de Jospin et Jean Paul II.

Jean-Jacques Marie

(Les intertitres sont de la rédaction.)

NOTES DE LECTURE

Edouard Waintrop : *Les anarchistes espagnols, 1868-1981*

Edouard Waintrop :
*Les anarchistes espagnols,
1868-1981, 572 pages, Denoël,
Paris, 28,50 euros.*

Les anarchistes ont occupé une place centrale dans la guerre civile espagnole de 1936-1938, ou faut-il dire plutôt, auraient pu ou dû y occuper une place centrale. Lorsqu'elle éclate en juillet 1936, le syndicat dirigé par les anarchistes, la CNT, organise une bonne moitié de la classe ouvrière espagnole, et en particulier ses secteurs les plus combatifs concentrés en Catalogne.

Edouard Waintrop retrace d'une plume allègre la naissance de l'anarchisme en Espagne, qui remonte aux années 1870, la formation de la CNT, son essor, son soutien initial à la révolution russe puis sa rupture avec les bolcheviks, l'apparition en son sein d'un courant réformiste dit des Trente, ses débats internes... tout cela est exposé de façon claire.

Dans le cadre de cet article, je ne veux m'attarder que sur les pages qui abordent le sujet toujours brûlant de la guerre civile de 1936-1939.

Une passivité criminelle...

Le coup d'Etat militaire de Franco éclate le 17 juillet 1936. Alors que le

soulèvement passe du Maroc à la péninsule, le gouvernement de Front populaire, formé après les élections de février 1936, tente de composer avec les insurgés, multiplie les communiqués lénifiants et refuse de livrer des armes aux ouvriers qui les réclament.

« *Le gouvernement déclare que le mouvement se limite exclusivement à certaines villes du Maroc et que personne dans la péninsule ne s'est agrégé à une entreprise aussi absurde* », déclare-t-il. Il se refuse absolument à prendre une quelconque mesure pour éviter l'extension du soulèvement. Les ministres républicains, alertés au sujet des préparatifs militaires, laissent faire les insurgés pendant quarante-huit heures sans mobiliser aucune des forces loyales de l'armée et sans donner aucun ordre. Le soulèvement s'étend à Séville, Algeiras, Cadix, Pampelune, Burgos, Valladolid. Le fief anarchiste, Saragosse, tombe sous le contrôle militaire des fascistes qui massacrent aussitôt les anarchistes par milliers.

« *Quiconque facilitera l'utilisation des armes sans consentement sera fusillé* », proclame Casares Quiroga, président du gouvernement de Front populaire sans que les dirigeants des partis socialiste et communiste dénoncent ce véritable soutien républicain aux insurgés franquistes. Ils se contentent de publier un communiqué conjoint lénifiant.

« *Le moment est difficile, mais pas désespéré. Le gouvernement a la certitude*

de posséder les moyens suffisants pour écraser cette tentative criminelle. Dans le cas où ces moyens seraient insuffisants, la République a la promesse solennelle du soutien du Front populaire. Celui-ci est décidé à intervenir dans la lutte à partir du moment où son aide sera requise. Le gouvernement ordonne et le Front populaire s'exécute. »

Si ce n'est pas un sabotage politique de la lutte contre les franquistes, qu'est-ce donc ?

Reconstruire un Etat en miettes

Au lendemain de l'insurrection ouvrière qui répond au soulèvement franquiste, l'appareil d'Etat espagnol est en miettes. Des comités populaires révolutionnaires, souvent animés par les anarchistes, se constituent partout, surtout en Catalogne, certes, mais aussi ailleurs. Les milices qu'ils forment sont centralisées dans un Comité central des milices, organe de pouvoir révolutionnaire. La bourgeoisie républicaine, dont la base sociale s'est massivement ralliée aux insurgés franquistes, tente de reconstruire son appareil d'Etat. Elle ne peut y parvenir qu'avec l'appui des socialistes, du PC espagnol (très faible en juillet 1936), mais surtout des anarchistes. Contre leur propre base, les dirigeants de la CNT s'engagent dans cette voie en votant la dissolution du Comité central des milices et en entrant dans le gouvernement de la généralité de Catalogne.

Edouard Waintrop affirme que l'entrée des anarchistes dans le gouvernement de la généralité de Catalogne allait « renvoyer la CNT au rang de supplétif de l'ordre républicain ». C'est très juste. Il souligne ensuite : « *Les libertaires espagnols firent bientôt la même chose au niveau national, c'est-à-dire qu'ils rejoignirent le gouvernement sans avoir réfléchi aux conséquences de cet acte proprement ahurissant même s'il était sans doute inévitable (...). Ils finirent par être intégrés à l'appareil d'Etat et à l'armée de la République. Bientôt, à l'amorce de l'été 1937, il ne resta plus trace du glorieux été 1936* » (p. 366).

Une guerre, avec quels buts ?

Ce constat est incontestable. Ce qui l'est moins, c'est que pour Edouard Waintrop la CNT ne pouvait choisir d'autre chemin. Il affirme en effet : « *Il était clair pour les leaders de la CNT que, malgré leurs proclamations, ils n'étaient plus en face d'une révolution mais d'une guerre* » (p. 367). Ce point de vue, c'est celui que les staliniens et tous les historiens qui suivirent et suivent toujours leur influence ont tenté d'imposer. Mais si le soulèvement franquiste est une contre-révolution... c'est bien parce qu'il a réagi à une révolution mûrissante qu'il s'est donné comme objectif d'écraser parce qu'il jugeait le gouvernement de Front populaire incapable de la contenir et de la museler, à la différence du gouvernement Blum qui y parviendra, lui, en France et démoralisera les grévistes de juin 1936, livrés ensuite aux coups et aux décrets-lois de Daladier... ancien ministre du Front populaire.

Un "tournant inouï"... aux conséquences fatales

Edouard Waintrop affirme : « *Il a d'abord fallu du temps aux leaders anarchistes (...) pour comprendre que laisser toute la place dans les hautes instances de l'Etat aux autres forces de gauche, et surtout aux communistes staliniens était suicidaire. La nécessité de prendre son rang, d'avoir des postes au gouvernement s'imposa alors de manière si évidente qu'il ne furent que très peu nombreux à refuser ce tournant inouï* » (p. 367). « *La CNT, écrit pourtant Waintrop, comprit vite qu'elle ne pouvait contrecarrer leurs plans qu'en participant au pouvoir* » (p. 368), c'est-à-dire à l'appareil du gouvernement et de l'Etat disloqué que les anarchistes concourent à reconstruire.

Edouard Waintrop le souligne à sa manière en affirmant qu'avec l'entrée de ministres anarchistes dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne « le

mouvement d'intégration de la CNT était plus qu'amorcé » (p. 372). Il ajoute, fort justement : « *La dernière phase de l'intégration de la CNT et de la FAI dans l'appareil d'Etat se déroula le 4 novembre 1936* » (p. 373), lorsque la CNT désigne quatre de ses dirigeants les plus connus pour devenir ministres dans le gouvernement républicain de Largo Caballero. Au même moment, les staliniens par exemple, qui commencent à noyauter l'appareil d'Etat et l'armée, font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher les anarchistes de reprendre Saragosse, bastion de l'anarchisme espagnol tombé entre les mains des franquistes. Waintrop commente : « *Les anarchistes avaient décidé de participer à l'action gouvernementale sans avoir les moyens de l'influencer* » (p.375).

Un faux dilemme

La justification de ce suicide politique est donnée par l'anarchiste allemand Helmut Rudiger, que cite Waintrop : « *Doit-on faire la révolution avant la guerre ou la guerre doit-elle être gagnée pour que l'on s'occupe de la révolution ? (...) Si la guerre est perdue alors tout est perdu. Et pour la moitié d'un siècle ou plus ne se posera plus le problème de la révolution.* » Mais il s'agit non de « faire la révolution » déjà en marche depuis le printemps 1936, mais de la prolonger, de l'étendre, de la consolider, alors même que l'insurrection franquiste, répétons-le, a pour objectif de l'étrangler.

Ensuite, ce prétendu dilemme, imposé surtout par Staline, son Komintern et le PC espagnol à sa botte, et inlassablement ressassé par des hordes d'intellectuels progressistes, est une fraude : le but de Staline n'est pas de gagner la guerre civile espagnole. Ce n'est pas à cette fin qu'il envoie des armes fort cher payées par la République et dont ses agents contrôlent la distribution ainsi que des conseillers-policiers. C'est pour instaurer ou plutôt rétablir en Espagne l'ordre traditionnel, montrer qu'il est le seul à même de le faire et ainsi convaincre les bourgeoisies anglaise et française qu'elles peuvent s'allier avec lui face au

danger allemand, sans danger pour leurs précieux capitaux et leur empire colonial. Au mieux, il aspire à un armistice avec Franco, armistice qui confirmerait sa stature d'homme d'Etat respectable et respectueux de l'ordre du capital. Mais gagner la guerre... surtout pas ! La défaite des franquistes amplifierait en effet la vague révolutionnaire de juillet 1936.

“La révolution était vaincue”

Après les journées de mai 1937 à Barcelone qui voient les ouvriers de la capitale se dresser contre l'ordre stalinien qui étouffe leur mouvement, Waintrop peut écrire un chapitre intitulé fort justement : « *La fin de l'anarcho-syndicalisme en Espagne.* » Les anarchistes peuplent les prisons... républicaines, contrôlées souvent par des staliniens. « *La révolution en tout cas était vaincue* », conclut très justement Edouard Waintrop... et la guerre avec, car dès lors la victoire de Franco est inéluctable. Les accords de Munich allaient montrer à Staline que Londres et Paris préféraient s'entendre avec le caporal autrichien et l'histrion romain qu'avec lui... Chamberlain et Daladier voyaient en eux des garants plus sûrs de la propriété privée et des banques.

Le livre d'Edouard Waintrop, qui a l'avantage d'être fort bien écrit et de se lire très facilement, offre ainsi un utile rappel sur une histoire qui n'est pas close et une très riche matière à réflexion...

Jean-Jacques Marie

Sygmunt Stein, Ma guerre d'Espagne. Brigade internationales : la fin d'un mythe

Sygmunt Stein,
Ma guerre d'Espagne.
Brigade internationales :
la fin d'un mythe.
Postface de Jean-Jacques Marie.
Traduit du yiddish par Marina
Alexeeva-Antipov.
Seuil éditions, 266 pages, 19 euros.

Un seul combat

Sous une belle photo de l'auteur, le lecteur est averti. En fait de combats, il y en a un seul, à l'extrême fin du livre, vers la fin de 1938 et alors que les rats quittent le navire qu'ils ont miné de l'intérieur : l'anéantissement de la compagnie juive Botwin, « armée » de douze vieilles pétoires pour cent cinquante hommes chargés de mener l'assaut contre la position franquiste dotée des armes modernes qu'ils n'ont pas, mais qu'ils auront « *arrachées aux fascistes dans leurs tranchées* », selon le lieutenant planqué qui hurle ces paroles aux soldats inquiets.

La défaite est évidente, les combattants espagnols sont exterminés par des unités franquistes surarmées de matériel moderne (tanks, avions, mitrailleuses lourdes qui les fauchent dès qu'ils se lèvent pour partir quand même à l'assaut) que n'ont, jamais, les Républicains espagnols, sauf quelques rares unités très sûres, et donc pratiquement jamais au front et toujours à surveiller « l'arrière » infesté de contre-révolutionnaires. L'auteur montre aussi les autres responsables de la défaite : la « non-intervention » des « démocraties » utilisée par la propagande stalinienne pour faire semblant d'aider la République, en fait, l'aider à tomber.

La véracité de ces mémoires rédigées en yiddish dans les années 1950 est incontestable : par exemple, la subtilisation par l'armada de conseillers « soviétiques » des énormes stocks de médicaments et de matériel sanitaire en provenance des Etats-Unis qui n'arrivèrent jamais au front ni dans les hôpitaux, où n'étaient pas soignés les gens sûrs, et encore ! Même chose pour l'aide apportée par l'URSS qui consistait en la vente, à prix d'or, de vieux fusils délabrés. Sur ce point, une précision s'impose sur une réalité maintenant bien connue... de ceux qui le veulent bien.

Du temps de Franco, la propagande du régime voulait que la République avait importé plus de matériel et même meilleur que l'armée rebelle. Précisons ce que la recherche honnête des sources historiques a établi : les armes achetées par la République aux prix du marché noir étaient, de plus, de mauvaise qualité.

La vente des armes par l'URSS était liée d'abord à l'acceptation de ce qui est pudiquement appelé « *les ingérences politico-militaires soviétiques* », et à des prix qui n'avaient rien à envier aux trafiquants d'armes mondiaux. Ainsi par exemple, il est établi que la vente de vrais chars de combat, le T-26, la seule exception, eut lieu à la condition qu'ils soient utilisés selon les « conseils » des conseillers soviétiques.

L'historien espagnol bien connu Santos Julià, qu'on ne peut accuser de sympathie trotskyste, rédige un article publié par *El País* le 20 janvier 2001 ainsi intitulé : « *La République abandonnée et escroquée.* » Il s'agit pour lui de défendre le livre de l'historien anglais Gerald Howson, *Arms for Spain*, qui s'interroge : « *Pourquoi les républicains ont-ils perdu ?* »

Julià écrit : « *Howson a suivi pendant des années la piste de tous les achats d'armes, d'avions, de mitrailleuses, de canons, fusils et munitions que les républicains ont réalisées à Paris, Prague, Bruxelles, Varsovie, Moscou, New York ou Mexico. Depuis les avions désarmés qui arrivèrent de France dans les premiers jours (1) jusqu'aux dernières livraisons soviétiques, lorsque Staline décida que l'Espagne n'avait plus d'importance, il a fouillé partout.* »

Et Julià d'ajouter : « *L'embargo et l'interdiction de vente d'armes à la République par suite de la politique de non-intervention obligèrent les gouvernements républicains à se tourner vers la Russie et à chercher du matériel de guerre là où il pouvait y en avoir.* »

« *Le besoin urgent d'acquérir des armes et l'obligation de passer par des entreprises qui servait de camouflage se prêtèrent à tout type de chantages, escroqueries, exigences de commissions abusives, application de taux de change exorbitants...*

Cela obligea également à recevoir n'importe quel type de matériel, ce qui pouvait se trouver sur le marché ou que les trafiquants et les gouvernements voulaient bien envoyer. (...) C'est ainsi que sont arrivés des avions sans armement, des canons sans bombes, des fusils avec des munitions de calibre différent. »

Au plan gouvernemental, le 18 mars 1937 est signé le décret d'incorporation obligatoire des réservistes des classes 32 à 35 dans « l'Armée populaire » ; ces décrets de militarisation signent l'arrêt de mort des milices armées en Catalogne sciemment privées de matériel de guerre lourd, notamment sur le front de l'Aragon, par le gouvernement installé à Valence ; celui-ci refuse armes et argent à la Généralité tant que cette dernière ne se sera pas soumise aux décrets de constitution de l'Armée populaire.

Enfin, rappelons que le 7 mai, après la défaite infligée en Catalogne à la révolution avec l'affaire de la Telefónica dont parle Sygmunt Stein, dans une Barcelone abandonnée par des combattants sans responsables, 1 500 gardes d'assaut demandés par la Généralité depuis le 3 mai et

une unité de carabiniers en provenance de Valence font leur entrée dans la ville ; en quatre jours, 12 000 hommes de troupe arriveront équipés du matériel le plus moderne qu'on n'a jamais vu sur le front.

Les congratulations que s'adressent les staliniens au siège des Brigades internationales au lendemain de cet acte de piraterie au service de la contre-révolution pourront peut-être paraître au lecteur d'aujourd'hui excessives ou peu naturelles, elles sont sans le moindre doute historiquement vraies.

Et Sygmunt Stein, qui a quitté Paris pour renouer avec l'esprit de la révolution, arrive en Espagne au début de 1937. L'auteur racontera par le menu les événements de « l'arrière » qu'il va pouvoir suivre de très près, notamment depuis Albacete, centre névralgique des Brigades internationales.

La gangrène qui ronge les plus hautes sphères dirigeantes

Même aujourd'hui, certains lecteurs seront peut-être surpris là aussi par les affirmations de Sygmunt Stein concernant la mainmise totale du stalinisme sur les Brigades internationales, leur instrumentalisation au profit du Komintern et la gangrène qui ronge les plus hautes sphères dirigeantes de ces combattants de la liberté, utilisés pour faire accepter la défaite de la République espagnole que prépare Staline.

Certains aspects de ce livre sont maintenant bien connus ; l'accès de plus en plus large aux archives, les langues qui se sont déliées, le combat en Espagne pour la récupération de la mémoire historique ont très largement va-

(1) Nous sommes en 1936, le gouvernement français de Front populaire envoie une petite escadrille d'aviateurs mercenaires sous les ordres d'André Malraux — ce dernier aussi ignorant en aviation qu'en armement obtient le grade de colonel — tous grassement payés pour les trois sorties documentées pendant les quelques mois qu'il passera en Espagne.

lidé et confirmé le témoignage de Sygmunt Stein.

On peut ergoter sur certains points mineurs : probable confusion de Perpignan avec Puigcerdà ou Latour-de-Carol, sa vision passablement Carmen de Bizet des femmes espagnoles ou le prétendu laisser-aller des anarchistes de Barcelone, plus connus comme curés rouges que comme joyeux drilles. Ses portraits, souvent réussis, des hauts dignitaires les personnalisent en dictateurs latino-américains bien avant qu'ils ne fussent à la mode dans les romans latino-américains.

Les événements qu'il raconte ne donnent quasiment jamais lieu à de longues dramatisations vengeresses. C'est un style descriptif simple avec une tonalité qu'on pourrait qualifier d'ingénue, même dans ce contexte.

Une analyse des discours staliniens d'une grande modernité

Son livre présente la plus grande partie des événements et des personnages de la guerre d'Espagne ; il consacre quelques pages à l'insurrection de mai 1937 à Barcelone, produit de la provocation des staliniens dans laquelle sont tombées, selon lui, les masses catalanes que Staline voulait liquider. Durruti et le POUM, et bon nombre de personnalités, apparaissent dans ces pages, avec en particulier un portrait de Dolores Ibarruri, la Pasionaria, aussi exact au plan politique qu'étonnant au plan personnel.

Son analyse des discours staliniens reste d'une grande modernité et sent le vécu à plein nez. Sa dénonciation virulente de la bureaucratie stalinienne passe par tous les registres possibles : la gabegie orgiaque, l'inculture, la grossièreté, l'appât du gain, la perversité, la soumission, l'arrogance, la brutalité, l'inhumanité.

A ces hauts responsables communiquant leurs vices jusqu'en bas de la hiérarchie, il oppose souvent la loyauté et l'engagement enthousiaste des révolutionnaires et des travailleurs honnêtes.

Une note personnelle poignante

Sygmunt Stein, juif et fier de l'être, milite au sein des Partis communistes d'Europe de l'Est pour l'émancipation du peuple juif, inséparable à son sens de l'émancipation de l'humanité, qui devait se traduire d'abord par la construction du Birobidjan, sorte de république juive autonome, intégrée au même titre que les autres dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques. C'est un partisan convaincu du bolchevisme qui parle, et, qui plus est, un permanent essentiellement attaché aux actions « d'agit-prop ».

Comme il le dit lui-même : « *C'est en proie à l'amertume et au désespoir que suscitaient en moi les procès de Moscou que j'eus l'idée de partir en Espagne.* » Bien évidemment, du haut de son poste d'observation privilégié, depuis sa prise de conscience, l'auteur a été informé des analyses des trotskystes ; cela se perçoit.

Pour autant, l'auteur n'est pas « trotskyste » ; il répète souvent les causes de son engagement politique. Et, visiblement, il n'est pas religieux ; pour lui, la religion juive n'est qu'une tradition, et à ce titre respectable. Sans cesse, dans toutes ses démarches, sans arrogance ni fausse honte, il s'enquiert de la judéité des juifs qu'il rencontre.

Au passage, apparaissent des militants communistes juifs, kibboutzim en Palestine. Mais Stein n'est pas aveugle : il n'hésite pas à dénoncer les juifs corrompus ou illusionnés, y compris dans sa propre famille qui n'accepte pas ses critiques à l'égard de l'URSS. C'est la seule note personnelle poignante, les derniers mots du livre où cet homme a montré son idéalisme bafoué, ses croyances profondes niées même par sa famille :

« *Quand notre train arriva à Paris, les brigadistes furent accueillis par leurs familles et des amis qui les attendaient à la gare. Je descendis du train et je marchai le long du quai. Personne ne m'attendait.* » Prélude personnel à la défaite imminente.

Roland Corominas

Toujours à propos de **L'exception** **Sygmunt Stein**

En s'enivrant des mythes qui les ont forgés, le récit des anciens combats gagne d'abord des raisons de ne pas désespérer. Là réside leur principale fonction ; elle est salvatrice : tenir, au jusant des défaites, quand tout se délite, y compris l'idée qu'on se faisait de la cause. L'Espagne en guerre — et en révolution —, dernier sursaut d'une incandescence romantique où la force des convictions devait triompher d'une catastrophe annoncée, en produisit quelques-uns. Des mythes indispensables, comme celui du peuple en armes partant à l'assaut du ciel catalan ou celui du « No pasaran » de la défense de Madrid. Des mythes qui, éternellement cultivés, résistèrent, avec la force des évidences, aux vents mauvais de l'histoire.

Au cœur de cette mythologie nécessaire, l'élan de fraternité qui poussa vers l'Espagne en lutte contre le fascisme des dizaines de milliers de volontaires internationaux occupe certainement une place à part (1).

Longtemps vantée comme exemple même de l'internationalisme prolétarien, cette épopée sous direction stalinienne servit, de surcroît, à alimenter l'idée que, malgré tous les crimes dont Staline et sa clique étaient capables, l'URSS fut aussi — surtout — cette grande pourvoyeuse d'espoir capable de mobiliser des combattants de divers continents pour terrasser la bête immonde.

Du coup, la « grande terreur » qui régnait « au pays du mensonge déconcertant » finit par prendre des allures d'épiphénomène relevant des affaires intérieures de la Grande Patrie du socialisme. Bien sûr, le temps passant et les connaissances progressant sur la véritable nature du stalinisme, cette vision se modifia quelque peu, mais pas au point d'écorner notablement la légende des Brigades internationales.

Et encore moins d'en explorer l'ombre, à savoir le rôle qu'elles furent amenées à jouer, au-delà de l'engagement sincère de nombre de ses combattants, comme pièce maîtresse du dispositif policier de contrôle stalinien des destinées espagnoles. Il suffit, pour s'en rendre compte, de se pencher sur l'immense production de récits que l'expérience brigadiste suscita — et qui se cantonnent le plus souvent à cultiver le mythe de la fraternité agissante et de l'héroïsme flamboyant.

En tout, il y a des exceptions. Elles s'incarnent dans des hommes à la logique suffisamment aiguisée — et à l'échine beaucoup trop raide pour plier — qu'aucune subtilité dialectique ne pourra jamais protéger du mensonge propagandiste. Pour le coup, cette exception a un nom — Sygmunt Stein (1899-1968) — tant le témoignage qu'il nous offre sur « sa » guerre d'Espagne se situe résolument à contre-courant du mythe brigadiste (2).

*

* *

(1) Prolixe est la bibliographie — littéraire et scientifique — consacrée aux Brigades internationales. Sur le sujet, et recoupant les thématiques abordées par Sygmunt Stein, on peut se référer à quatre ouvrages disponibles en langue française : Amo Lustiger, *Shalom Libertad ! Les Juifs dans la guerre d'Espagne*, Paris, Cerf, 1991 ; Pierre Broué, *Staline et la Révolution. Le cas espagnol*, Paris, Fayard, 1993 ; Rémi Skoutelsky, *L'espoir guidait leur pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales (1936-1939)*, Paris, Grasset, 1998 ; Stéphanie Prezioso, Jean Batou et Ami-Jacques Rapin (dir.), *Tant pis si la lutte est cruelle*, Paris, Syllepse, 2008.

(2) Les souvenirs de Sygmunt Stein furent publiés, en 1956, dans *Forverts*, quotidien juif new-yorkais et organe des unionistes socialistes, puis édités en volume, en 1961, sous le titre *Der birgerkrig in Shpanioe. Zikroinesfùn a militisioner* (« La guerre civile en Espagne. Mémoires d'un combattant »). Il a donc fallu attendre un demi-siècle pour que, grâce aux efforts conjugués de sa fille, Odette Stein, et de l'historien Jean-Jacques Marie, ce document exceptionnel soit enfin disponible en langue française. Grâce leur soient rendues.

« A l'origine, l'idée de partir en Espagne, où avait éclaté l'insurrection contre Franco, n'était pas motivée par l'envie d'aider la République, mais par la nécessité de m'aider moi-même. » C'est sur cette phrase quelque peu énigmatique que s'ouvre *Ma guerre d'Espagne*. S'aider soi-même, pour Sygmunt Stein, équivalait à se décharger des doutes qui ont commencé à l'assaillir comme militant juif et communiste polonais.

A l'époque, il vit à Prague où il travaille pour la Gezerd (3) et dirige la publication en langue allemande *Birobidjan in Bau* (Birobidjan en construction). « Emigré politique » en Tchécoslovaquie, Stein est entièrement dépendant du Parti — un parti qui n'attise plus que les cauchemars, comme l'a prouvé le procès dit des Seize, qui s'est soldé, en juin 1936, à Moscou, par la condamnation à mort de Zinoviev, de son vrai nom Radomylski-Apfelbaum, et de Kamenev, de son vrai nom Rosenfeld. Quitter le Parti, Stein en est incapable ; « trop de liens » l'unissent à lui. Reste à trouver l'issue, comme on cherche une bouée quand le bateau coule.

Cette issue, il ne la voit que dans un départ pour l'Espagne, cette *terra incognita* où un peuple s'est levé, en juillet, pour combattre le fascisme. C'est là, et nulle part ailleurs, que pourront se dissiper ses doutes, là — et là seulement — que pourra renaître l'espérance du vieux rêve communiste. Au contact direct d'une réalité combattante où la frontière est clairement établie entre ceux qui, au nom des valeurs du vieux monde, veulent abattre la République, et ceux qui, en la défendant, peuvent redonner une nouvelle jeunesse à l'idée de transformation sociale.

« Je pensais, écrit Stein, que la guerre civile ne se limiterait pas à la presque île ibérique [...], qu'elle serait peut-être le début d'une vague révolutionnaire qui pourrait déferler sur l'Europe et influencer le déroulement de la révolution soviétique. »

Il faut du temps pour que Stein — alias Minsky — parvienne à convaincre les bureaucrates du parti tchèque du bien-fondé de son désir de partir pour l'Espagne, pour que le Centre en décide,

pour qu'il soit enfin recruté et que, via Paris, il se retrouve à Marseille, port d'attache du *Barcelona*, cargo devant transporter son contingent de brigadistes vers la capitale catalane.

Nous sommes, selon toute vraisemblance, fin 1936. Là, dans l'attente du départ de son groupe, le très observateur Stein constate, pêle-mêle, que les Juifs y sont nombreux, que les non-Juifs y sont parfois antisémites (surtout quand ils sont Polonais) et, *last but not least*, qu'on n'y trouve pas que des idéalistes.

*
* *

« Nous regardions au large, nous tenant à la rambarde du bateau. Quelqu'un commença tout bas à chanter L'Internationale. Peu de temps après tous chantaient. "La lutte finale" sonnait bizarrement sur le pont presque immobile. Chacun fredonnait les paroles dans sa langue maternelle : anglais, français, yiddish, polonais, allemand, espagnol et hébreu. Les mots, si différents dans leur forme, étaient les mêmes dans leur contenu. C'est à ce moment que je pris pleinement conscience de la portée internationale de cet hymne. » L'espoir est déjà là, irriguant cette communauté humaine bien décidée à vivre une seconde vie. Au nom de la solidarité ouvrière, qu'ils tiennent pour une valeur suprême.

Pour Stein, Barcelone, c'est un choc. Sur le cargo déjà, il a constaté que « la majorité des hommes de bord appartenait à la CNT (anarcho-syndicaliste) ». Débarqué à Barcelone, l'impression se confirme : la ville est un bastion anarchiste. Et Stein précise que c'est aussi « un modèle de liberté ». Curieux et intuitif, il comprend vite que les communistes (staliniens) n'y sont qu'une mino-

(3) En yiddish, abréviation de *Alfarbandishe geshlshaft far ainordenenyidn af erd* in FSSR (Société pour l'installation des juifs sur les terres agricoles en URSS), organisation kominternienne créée en 1925 pour organiser la propagande en vue de l'instauration de la République juive autonome du Birobidjan, puis, une fois celle-ci fondée par Staline en 1934, pour assurer son peuplement.

rité et que la révolution espagnole va peut-être donner raison à Bakounine, ce qui, chez lui, induit certes un trouble, mais pas un rejet, preuve qu'il a déjà désappris l'obéissance, cette vertu cardinale des kominterniens.

En fait, il est sur la mauvaise pente. Et pas tout seul, comme l'indique la confiance que lui fait Franck, un « vrai communiste polonais » : « *Je ne comprends pas ce qui se passe ! Le parti nous a prévenus que les anarchistes étaient des contre-révolutionnaires vendus à l'ennemi, mais finalement je vois que ce sont des gars sympas, et de vrais révolutionnaires ! Ça ne colle pas tellement...* »

Pour sûr que ça ne collait pas, et pas davantage que les communistes du cru fussent plutôt du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), radicalement antistalinien, que du Parti communiste, dont l'une des principales caractéristiques était de n'avoir pas un seul héros prolétarien authentique à épingle sur son drapeau rouge.

Une journée durant, Stein arpente les rues de Barcelone, profitant de cette « liberté sans limites » qu'avait accouchée une étrange révolution. Rien de ce qu'il voit ne lui échappe : le bonheur sur les visages, la tenue débraillée des anarchistes, la foi vibrante qui anime tout un peuple, la facilité avec laquelle il peut établir des contacts avec tout un chacun. De ces pérégrinations, Stein tire deux enseignements immédiats : le premier, c'est que Barcelone a inventé un autre modèle de révolution ; le second, c'est que les hommes et les femmes qui l'ont faite sont sûrement trop naïfs — ou trop généreux — pour imaginer un seul instant que, ce faisant, ils ont déjà déchaîné la passion destructrice de ceux pour qui le communisme n'a qu'un pays, l'URSS, et qui, dès cet instant, arpentent les rues de Barcelone où ils sont traités en « invités de marque ».

Le soir même de son arrivée à Barcelone, son contingent prend le train pour Albacete, quartier général des Brigades internationales (4). Le temps d'une correspondance à Valence, Stein se rend au bureau local des Brigades où il tombe sur un camarade tchèque qui lui demande de quelle est l'ambiance à Barcelone.

« *Extraordinaire* », répond-il, ce qui lui vaut, en retour, cette remarque chuchotée : « *Ne pensez pas que vous verrez la même chose partout. Préparez-vous à avoir des surprises.* »

*
* *

La vraie mauvaise surprise pour Stein, la première d'une longue série, c'est de se voir affecté au commissariat politique des Brigades en charge de la propagande, c'est-à-dire du contrôle politique. Normal, l'homme maîtrise plusieurs langues, sa biographie politique est sans tache (à l'exception de son passé bundiste) et il s'y connaît en marxisme-léninisme. Stein s'occupera donc de maintenir le « *moral des combattants* » — ce qui, traduit-il, consistait à « *empêcher les cerveaux de fonctionner* ». On comprend que cette affectation ait pu contrarier cet homme qui voulait reforge son idéal à l'épreuve du feu, mais il faut bien reconnaître que la force de son témoignage lui est directement liée.

Placé au cœur de l'appareil bureaucratique des Brigades, avec laissez-passer et liberté de circulation, le préposé à la propagande voit tout, entend tout et retient tout de ce qui se trame en ce haut lieu du stalinisme qu'est Albacete.

Dès lors, Stein va démêler fil à fil l'imposture qui se cache derrière cet engagement auquel il a tant cru, et avec lui la plupart des combattants internationaux qui ont rejoint l'Espagne. Pour ceux-ci, souvent sacrifiés pour rien dans des combats douteux, il manifeste le plus grand respect. Il se sent des leurs, profondément, et finira par en être vraiment, volontairement, par défi et jusqu'à la limite de ses forces. Pour ceux qui organisent et dirigent les opérations, en re-

(4) Choisie, le 23 octobre 1936, par le gouvernement de Francisco Largo Caballero pour accueillir les contingents brigadistes et leur servir de centre d'instruction militaire, la ville d'Albacete, capitale d'une des cinq provinces de la Mancha, offrait l'avantage stratégique d'être éloignée des fronts de guerre et de disposer d'un réseau logistique — routes, réseau ferré, réserves agricoles, etc. — suffisant pour recevoir une grande quantité de combattants.

vanche — du bureaucrate de dernier rang au responsable militaire de première catégorie —, Stein oscille entre mépris et haine. Car il comprend, assez vite, que le triste sort des premiers est directement lié à la morgue et à l'arbitraire des seconds. Dès lors, il acquiert la conviction que « l'aura de sainteté » qui nimbe les Brigades internationales dissimule une réalité bien plus sombre, réalité sur laquelle l'opposant secret, mais impuissant, qu'il est devenu se promet, désormais, de « lever le voile » et, ce faisant, de rompre définitivement avec cette « pratique communiste [qui lui] avait appris à [se] taire ». En ce sens, l'Espagne eut, dans son cas, un effet contraire à celui qu'il avait escompté — retrouver l'espoir —, mais l'avantage de l'immuniser à jamais contre le stalinisme.

*
* *

A la place qu'il occupe, Stein comprend immédiatement que les Brigades internationales ont tout d'un miroir à deux faces : d'un côté, celle, noble et hautement revendiquée, de l'idéal antifasciste porté par des combattants unanimement fêtés par une population reconnaissante ; de l'autre, celle, monstrueuse et cachée, d'une « Légion étrangère » du stalinisme s'appliquant méticuleusement à importer l'ordre soviétique en cette Espagne où, bien trop faible pour l'imposer lui-même, le Parti communiste a besoin de temps et d'alliés pour se renforcer. Là où le témoignage de Stein frappe fort, c'est quand il s'applique à démontrer, preuves à l'appui (et elles sont nombreuses), comment cette terreur s'exerce à deux niveaux : en interne, c'est-à-dire vis-à-vis des brigadistes eux-mêmes, qui subissent les méthodes classiques du stalinisme — contrôle politique, lavage des cerveaux, censure permanente, fichage des déviants, liquidation des opposants — et en externe, sous le contrôle tatillon des agents soviétiques et avec l'encouragement des communistes locaux, « pour ne pas se retrouver avec une révolution victorieuse des partis antistaliniens ».

« Il y avait, écrit Stein, une forme de méthode dans cette folie. » Une méthode

et un discours de la méthode : tout communiste se doit d'accepter la souillure parce qu'il s'est donné au parti et que le parti a toujours raison, même — surtout — quand il entretient des relations frauduleuses avec la vérité. Reste que l'allégeance au mensonge exige des dispositions particulières et une foi inébranlable. Cette foi, Stein l'a déjà perdue quand il arrive en Espagne.

Ce qui demeure de son expérience de communiste, c'est une réelle aptitude à se mouvoir dans la souricière en cachant ses véritables intentions, qualité qui va lui être d'un grand secours pour tenir.

On peut, bien sûr, se demander pourquoi, une fois admise l'idée que la contre-révolution pouvait se maquiller de rouge, Stein n'a pas cherché, comme d'autres l'ont fait, à quitter Albacete pour rejoindre au plus vite — ne serait-ce que pour se protéger des « liquidateurs » — le camp des révolutionnaires (5).

C'est, sans doute, là encore, un reste de son addiction sacrificielle au communisme, mais c'est surtout, du moins le pensons-nous, la preuve que Stein veut faire son deuil de la bassesse stalinienne en en auscultant toutes les facettes et avec l'idée de révéler, un jour, les proportions inimaginables qu'elle atteignit dans le cas espagnol. Nous ne dirons pas qu'il a fait, pour lui-même et pour l'espoir, le bon choix, mais c'est indiscutablement parce qu'il a fait ce choix que nous disposons aujourd'hui de ce témoignage essentiel.

*
* *

Au vu des appréciations démystificatrices et souvent accablantes pour les Brigades internationales que contient *Ma guerre d'Espagne* — sur André Marty, Wilhelm Zaisser (alias général Gómez)

(5) Ce fut, par exemple, le cas de l'anarchiste Robert Léger (1915-1988), chargé des cuisines à Albacete en novembre 1936, qui, refusant de jouer les délateurs pour les services de renseignement communistes, demanda la protection de la CNT locale, qui l'évacua, sous escorte, vers Barcelone, d'où il partit, début 1937, pour rejoindre la centurie Sébastien-Faure. Cf. Michel Léger, *De brigades en Brigades*, compte d'auteur, 2004.

et la Pasionaria, sur les avantages dont jouissait sa direction politico-militaire, sur le recrutement des brigadistes, sur l'antisémitisme qui y régnait, sur l'état lamentable (mais payé au prix fort) de l'armement fourni par l'URSS, entre autres —, on imagine que la gent historique, toujours prompte à la pondération, émettra quelques réserves sur la valeur d'un témoignage qu'elle jugera sans doute marqué du sceau du ressentiment.

C'est pour répondre, par anticipation, à cette réticence que Jean-Jacques Marie s'applique, en postface d'ouvrage, à soulever les questions méthodologiques relatives à la crédibilité des jugements portés par Stein — qu'il croise, notamment, avec ceux de Vital Gayman, d'Arthur Kowalski et de Roger Codou. S'il reconnaît, à juste titre, que « *la mémoire sélectionne, gomme ou au contraire exagère ce qu'elle conserve* » ou encore que « *le sentiment d'avoir été utilisé, abusé, trompé ne peut guère pousser à l'objectivité* », Jean-Jacques Marie démontre, en opérant les recoupements historiques nécessaires, que ce « *long cri de colère d'un homme révolté [dont la] déception est à la mesure de son enthousiasme initial* » ne relève d'aucune fabulation.

En réalité, *Ma guerre d'Espagne* est bien plus qu'un témoignage. C'est une manière de regarder l'histoire au ras du sol, avec la constance de celui qui, sans renier sa cause, a désappris le mensonge tout en cherchant à l'explorer jusqu'au bout.

On peut toujours gaspiller la somme de ses refus. C'est même assez fréquent. On s'intègre ou on déserte. Dans les

deux cas, on se met à l'abri. Stein, lui, ne se contente pas de refuser l'alternative, il en rajoute. La preuve, c'est que, rapatrié en France, en septembre 1937, pour raison de santé, le bougre, une fois rétabli, demande, début 1938, à repartir en Espagne pour rejoindre, comme combattant, la compagnie juive Botwin, créée en décembre 1937.

Le récit de cette ultime expérience fait l'objet des deux derniers chapitres, proprement apocalyptiques, de *Ma guerre d'Espagne*. Il y raconte comment, dépourvus de tout armement conséquent et dirigés par des fanatiques de la pire espèce — souvent non-Juifs — des hommes, mal préparés au combat, furent envoyés à l'abattoir, sur le front d'Estrémadure. Stein échappe au massacre et, gravement atteint, est évacué vers la France. Il est allé au bout de son voyage, mais surtout au bout du désespoir.

Dans une note biographique ponctuant cet ouvrage, Odette Stein, la fille de Sygmunt, écrit : « *Il me disait souvent que, en tant que communiste juif, aller combattre Franco était pour lui une évidence, mais qu'il avait très vite pris conscience que le PC se souciait davantage de régler leur compte aux révolutionnaires que de combattre les fascistes.* »

Il faut parfois bien des détours pour oser dénoncer une infamie. C'est l'honneur de Sygmunt Stein de l'avoir fait avec une telle ferveur.

José Fergo
**(Reproduit de *A contretemps*,
novembre 2012.)**

La fosse fermée de Luis Gonzalez

Les faits contés se situent dans la première moitié des années 1970 : à l'occasion de la coûteuse prolifération anarchique d'immeubles durant la « bulle immobilière », est mise à jour une profonde excavation dans un terrain qui appartient autrefois à un centre d'enseignement tenu par les jésuites ; ce trou contenait un cadavre dont l'analyse révélera l'identité.

Les parents veulent connaître les circonstances de sa mort, mais ils se heurtent à un mur de silence hostile et d'impéritie de la police. Ils se tournent alors vers un détective privé qui accepte finalement de se charger de l'enquête. Mais l'investigation se heurte aujourd'hui aux mêmes forces cléricales et policières s'agissant d'un jeune militant étranglé par un prêtre jésuite pédophile protégé par sa hiérarchie et la police. Les lecteurs découvriront comment dans le roman.

Une investigation

Pour le roman, il est agréable à lire ; mais ce livre n'est pas un « polar » au sens même large qu'on peut donner à ce terme. C'est une investigation lancée par un détective d'apparence fleur bleue, amoureux de sa ville et de ses alentours, Séville, dont il fait découvrir de nombreux recoins qui peuvent résonner aux oreilles des amoureux du cante flamenco. Faut-il voir une intention dans son nom, Camillero, qui signifie brancardier ? Ce n'est pas interdit. Mais, selon l'auteur lui-même, ce nom est en fait un hommage à l'écrivain italien Andrea Camilleri dont le détective s'appelle Montalbano (en honneur à Vázquez Montalbán).

L'auteur ne dramatise pas du tout son récit, au contraire ; il laisse les événements parler d'eux-mêmes. Pas de portrait psychologique, politique ou autre, juste les faits qui font penser parfois à une sorte de minimalisme littéraire.

Le lecteur peut trouver étonnant que ce privé façon Prévert se déplace beaucoup en bicyclette, est assez peu expansif mais pas introverti, peu ténébreux comme le sont les privés emblématiques d'aujourd'hui et de toujours, bref un privé assez improbable.

Le récit pourrait comporter ce que des esprits chagrins appelleraient des invraisemblances psychologiques, comme cet épisode où Camillero se fait rosser par un tueur afin qu'il abandonne son enquête. Ce tueur accompagne l'ancien inspecteur de police sadique des années 1970, grand amateur de répression, à l'image du commissaire vindicatif qui se plaît à titiller le Pepe Carvalho de Vázquez Montalbán dans ses enquêtes, pour lui démontrer que, depuis ses interrogatoires musclés des années 1970, rien n'a vraiment changé.

La suite de Pepe Carvalho

En réalité, ce roman, pourrait-on dire, prend la suite de ceux de Pepe Carvalho : celui-ci retrouvait dans les années de la « transition » le commissaire par qui il avait été torturé dans ses années d'étudiant. Ici, le jeune étudiant a été assassiné dans les années 1970 et c'est maintenant que Camillero retrouve le commissaire des années 1970 jeunesse.

Conclusion ? Elle coule de source, rien n'a vraiment changé dans les superstructures. Et le tueur lâche ensuite à notre ami ébahi un magnifique développement de cynisme politique intelligent sur le fait que, sous l'apparente démocratie, ce sont toujours les mêmes qui commandent et que l'inspecteur et ses amis peuvent le liquider sans problème. Mais, à l'exception de cet accroc bien dans l'esprit de nos temps chamboulés, on passe rapidement sur deux ou trois petites facilités, car l'essentiel n'est pas

là. D'ailleurs, même dans ce cas, la lecture ne laisse aucune impression d'amertume, de rage et de désespoir ; au contraire, il semble supporter ces mauvais coups avec allégresse et entrain dans la suite de son enquête.

Malgré la pesanteur du sujet, il se dégage à la fin de ce livre vite lu, un sentiment qu'on peut qualifier de « fraîcheur », mais sans la connotation condescendante que l'on donne souvent à ce terme.

Les digues de la "transition" craquent de partout

C'est que les « bons » cette fois-ci ne perdent pas totalement, et que, bien plus, ils parviennent à leurs fins grâce au réseau spontané des amitiés politiques, y compris dans la police. Mais toujours sans y toucher. Evidemment, on pourrait objecter que toutes ces amitiés sont bien utiles pour éviter au romancier de se casser la tête à mettre en place ces stratégies d'investigation complexes qui ravissent les amateurs du genre. Mais ici, ça passe facilement et la réserve ne peut pas tenir longtemps. La raison en est qu'aujourd'hui, à la différence du début des années 1970, le franquisme couronné ne dispose plus de ses moyens de coercition quasi illimités, et que les digues de la « transition » craquent de partout sous l'effet conjugué de la crise économique et de la crise politique.

Certes, dans les hauteurs de son appareil de la justice, le « franquisme judiciaire », conforté par la pleurerie des responsables du grand parti traditionnel de la classe ouvrière, le PSOE, peut maintenant lancer une incroyable offensive contre le juge Garzón qui a commis l'immense crime de vouloir enquêter aussi sur les crimes du franquisme qu'a prescrits la transition ; certes, mais l'essentiel est que, si les aspirations de tout un peuple ont été contenues, les citoyens honnêtes et combatifs sont partout — y compris dans la police — à l'image de ces nombreux amis du détective, tous issus du puissant mouvement revendicatif des années 1970, toujours là au bon mo-

ment pour lui donner un précieux coup de main dans son enquête.

Sa peur panique du scandale qui aurait pu retomber sur lui et sa hiérarchie

On pourra s'étonner aussi du remord du prêtre qui, dans sa peur panique du scandale qui aurait pu retomber sur lui et sa hiérarchie qui a couvert son crime, a étranglé le jeune désespéré qui voulait lui faire sa fête. Mais justement, l'auteur ne charge pas le personnage qui reste très proche de la réalité de ces prêtres où la nécessité leur faisait une vocation, jésuites souvent, intérieurement ravagés, pédophiles plus ou moins bien contenus. En revanche, le portrait du père supérieur, directeur du centre où le jeune homme a été assassiné, se dessine progressivement à travers plusieurs récits, faits et rencontres croisés qui ne font pas de lui un comparse.

Le style est souvent simple, faussement simple assez souvent, d'où le soin qu'il faut apporter à la traduction pour bien rendre ce ton léger sans être indifférent, vagabond, sans tomber dans l'exotisme fleur bleue.

Un bon suspense final

Finalement, après un début hors normes pour un polar, et malgré une évidente distance par rapport aux règles d'écriture de ce genre littéraire, probablement peu importantes ici pour l'auteur, l'histoire du livre est réellement centrée sur un aspect social, politique qu'indique son titre. Le détachement est absolu pour la présentation des personnages qui n'ont pas de vie particulière, mémorable et originale y compris les amies tendres du moment, tout comme est léger le passage sans état d'âme de l'une à l'autre des deux amoureuses du privé. En même temps, afin d'accélérer son récit, l'auteur s'appuie sans les montrer sur certains topiques du roman policier, comme par exemple cet aspect vaguement romantique, volontiers rebelle,

actif et nonchalant à la Robert Mitchum qui va quasiment de soi aujourd'hui chez un détective qui se respecte depuis Marlowe. Cependant, l'auteur ne s'interdit pas non plus de jouer sur un bon suspense final, car, de toute manière, il faudra bien que le livre soit clos, et cette fin n'a rien de surajouté, mais découle simplement de ce qui précède, sans artifice ni pirouette.

Son amour des choses simples et droites

Ce qui ressort de ce détective, c'est son amour des choses simples et droites, un amour non simulé pour les paysages urbains et ruraux de Séville et ses alentours, son plaisir à se préparer un bon repas judicieusement accompagné d'une bouteille de bon vin, même s'il n'est pas « grand », son émotion à voir, rencontrer et aimer un jour, un soir, le temps d'un voyage d'amoureux une compagne, gracieuse, douce, intelligente, sensible, politiquement du bon côté. Tout cela est décrit dans le bonheur de savourer cet instant, comme il savoure un bon repas, un bon concert de jazz, de rock ou de musique classique, un musée intéressant, un spectacle des rues original, la récitation d'un beau poème. C'est tout cela notre Camillero.

En rien accablé ni battu

C'est pourquoi, cette insouciance, ou plutôt cette absence totale d'inquiétude

profonde et donc de dramatisme dans le récit, même dans cette enquête sordide, ne semblent pas étranges. On est frappé par la profusion de descriptions toujours pertinentes et souvent joyeuses lors des déplacements du détective, souvent à bicyclette, dans les quartiers de Séville et sa campagne.

Ecartons d'emblée l'idée d'une facilité de l'auteur. Historien, finement facétieux lorsqu'il se cite lui-même sous son nom de citoyen, psychiatre des hôpitaux publics depuis vingt-cinq ans, syndicaliste reconnu et respecté, l'auteur exerce un métier qui peut solliciter l'individu dans ses moindres recoins ; il écrit exactement ce qu'il a envie d'écrire dans ce livre : comme dirait La Palice, les aspects qu'il n'a pas abordés ne l'intéressaient pas. Peut-être peut-on le regretter, mais il est plus intéressant d'apprécier ce qu'il fait.

Sa démarche, très vivifiante, rompt totalement avec le victimisme, le tragique, la dramaturgie fine, quasiment surréaliste d'une Fred Vargas, ou oppressante comme la lourde marche de l'humanité vers sa tombe d'un James Ellroy qui donnent ampleur et qualité au récit de vies et personnages toujours défaits, toujours victimes.

Ici, rien de cela. Les victimes vivantes ne sont pas battues ; elles n'ont pas gagné, c'est évident dans l'Espagne d'aujourd'hui, mais elles sont loin d'avoir perdu, à l'image de ce père qui, après la bataille personnelle finalement gagnée par le détective et ses ami(e)s, n'est en rien accablé ni battu.

Roland Corominas

Actes du colloque “1789-2009 – 220^e anniversaire de la Révolution française”

**Actes du colloque
 “1789-2009 – 220^e anniversaire
 de la Révolution française”
 166 pages, L’Harmattan, 2012,
 sous la direction
 de Jean-Marc Schiappa**

Viennent de paraître les actes de ce colloque organisé par l’Institut de recherches et d’études de la libre pensée (IRELP), au lycée Henri-IV à Paris, les 27 et 28 juin 2009. Douze communications passionnantes et une lettre, signée Marc Blondel, adressée au maire de Paris pour que soit attribué le nom de Robespierre à une voie, une place de la capitale.

La figure de Robespierre est d’ailleurs évoquée, au cours du colloque, de façon à la fois savante et familière par l’éminent historien Michel Vovelle, auteur notamment de très nombreux ouvrages sur la Révolution française dont il a exploré ou ré-exploré maints aspects majeurs. On sait que Michel Vovelle succéda à Albert Soboul dans la prestigieuse chaire de la Sorbonne attribuée aux historiens universitaires les plus remarquables de la Révolution. S’il s’agissait de la qualité des arguments produits, la communication de Michel Vovelle aurait dû facilement convaincre les élus de Paris d’accéder au vœu de l’IRELP au sujet de Robespierre. Mais il doit s’agir d’autre chose que de conviction fondée en raison puisque nous sommes en 2012 et que, pour le moment, ce vœu reste toujours lettre morte. Cela dit, les libres penseurs ne lâcheront pas.

Disqualifier cet événement capital

Michel Biard ouvre la marche par une recension de quelques-uns de ces ou-

vrages haineux à l’égard de la Révolution, qui abondent aujourd’hui et dont on ne saurait trop souligner le détestable impact auprès du public non averti. Et ce d’autant plus que cet impact est démultiplié par ces films pour la télévision qui, au prix de la déformation éhontée des faits, jouent sur le registre du compassionnel le plus simpliste. Cette révolution que le penseur anarchiste russe Kropotkine qualifie de « Grande » dans le titre même de l’ouvrage qu’il lui a consacré est ainsi ramenée, rapetissée, à l’infime dimension d’injustifiables persécutions que les révolutionnaires auraient fait subir à la reine Marie-Antoinette, cette intrigante contre-révolutionnaire acharnée, que ses thuriféraires parent à l’envi de l’aurole du martyr et dont l’image est comme exaltée par la guillotine. La haine qui est à l’œuvre dans ce genre d’ouvrage se retrouve sous des dehors plus soignés, comme (indûment) marqués au coin du sérieux scientifique, dans des ouvrages signés François Furet ou Max Gallo. Le tout vise à disqualifier cet événement capital par lequel non seulement la France, mais l’histoire mondiale s’est trouvée marquée à jamais. De petits écrivains, de minuscules scénaristes, de mesquins historiens pour une bien triste besogne.

(1) Génocide : rappelons que ce terme fut créé en 1944 et employé par le tribunal de Nuremberg pour qualifier la tentative d’extermination des juifs par le régime nazi, décidée et mise en œuvre sur une vaste échelle à partir de 1941-1942. On chercherait en vain une analogie ayant quelque valeur scientifique dans l’utilisation de ce terme — qualifiant un contexte historique précis ayant atteint des sommets dans l’horreur — avec l’épisode vendéen.

On retrouve cet état d'esprit à l'œuvre dans certains ouvrages (ou émissions de télé) consacrés à la Vendée qui, sur le thème d'une guerre injuste et sanglante, voire du génocide (1), font de la guerre des bleus contre les blancs une véritable entreprise délibérée d'extermination. Nicole Perron étudie la question avec la compétence qu'on lui connaît dans sa communication *La Terreur, l'exemple de la Vendée*.

La biographe de Chaumette fait la démonstration de la mauvaise foi de ceux qui appliquent à cet épisode — au demeurant tragique — de l'histoire de la Révolution une approche et un vocabulaire relevant d'un tout autre contexte historique. Certes, comme Nicole Perron l'a écrit, l'histoire des guerres n'a qu'un lointain rapport avec l'histoire des droits de l'homme, mais si on en reste à des analogies superficielles, on se condamne au schématisme et à la sollicitation des faits pour qu'ils entrent dans le cadre conceptuel qu'on a décidé de leur imposer.

“La première abolition de l'esclavage”

Florence Gauthier fournit dans sa communication, *La première abolition de l'esclavage*, les éléments indispensables pour comprendre la naissance du racisme « pigmentaire » qui est une « construction » du début du troisième tiers du XVIII^e siècle.

« *La colonie de Saint-Domingue fut au centre de la Révolution coloniale (...). Depuis la formation de cette colonie devenue possession du roi de France à la fin du XVII^e siècle, les colons sucriers, qui recevaient les meilleures terres du roi, ont épousé des femmes africaines. Leur indifférence à la couleur a été institutionnalisée dans l'édit des 1685, dit “Code noir”, qui ne connaît que deux statuts : libre et non libre.*

C'est dire que la première génération des colons était métissée et nombre de ses enfants, riches et parfois nobles, re-

tournèrent en France se marier dans la classe dominante.

Ce comportement de la classe dominante française, indifférente à la couleur, va se trouver combattu dans les années 1750, 1770, à l'occasion de la grave crise de l'empire colonial européen de cette époque (...). De nouveaux colons arrivèrent à Saint-Domingue et voulurent eux aussi s'enrichir dans le sucre. Mais voilà qu'il n'y avait plus de terres, de plaines disponibles dans ces régions montagneuses.

L'idée leur vint alors de discriminer les colons par la couleur, dans le but de leur prendre leurs biens. Cette nouvelle politique de ségrégation visait ceux qu'on appelait maintenant les “libres de couleur” et d'autres mots insultants — c'étaient des insultes — : “mulâtres”, “sang mêlé”, etc., ce qui provoqua des tensions et plus que des tensions au sein même de la classe dominante de la colonie.»

L'auteur décrit ensuite les épisodes de la révolution aux colonies, le rôle de Constituants comme Lameth et Barnave qui, ayant partie liée avec le parti colonial, « menèrent une politique qui répondit à ses attentes : maintien du système de la traite et de l'esclavage et abandon de l'état des gens de couleur, libres et esclaves aux assemblées coloniales formées de colons ségrégationnistes », qui qualifiaient, en 1790, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de « *terreur des colonies* ».

En contrepoint de cette attitude, Florence Gauthier souligne le rôle joué par les Montagnards Santhonax et Polverel qui, mandatés par la Convention, apportèrent leur soutien aux forces locales anti-esclavagistes dès leur arrivée et après que la Convention eut proclamé l'abolition de l'esclavage le 17 février 1794. La figure de Toussaint Louverture est également évoquée, puis l'historienne consacre la dernière partie de son exposé à restituer la pensée critique du colonialisme qui, montre-t-elle, a « *accompagné les conquêtes coloniales* » depuis la découverte de l'Amérique.

Les aspects juridiques, philosophiques, constitutionnels, politiques de la Révolution

D'autres communications non moins passionnantes abordent les aspects juridiques, philosophiques, constitutionnels, politiques, etc. de la Révolution.

André Bellon traite d'un sujet redevenu d'une actualité brûlante : *Le problème de la souveraineté nationale* ; nous citerons sa conclusion : « *Ce débat sur la Révolution, cet événement dont Carlos Fuentes disait qu'il a été "la meilleure révolution du millénaire (...), qu'elle fut une rébellion sociale, économique et politique contre l'Ancien Régime, qu'elle eut (...) à détruire un pouvoir interne reposant depuis des siècles sur la tradition, la légitimité et le mariage paradoxal de la monarchie absolue et des privilèges féodaux", cette page d'Histoire qui est notre bien commun nous est enlevée. Se la réapproprier est notre combat.* »

Dominique Goussot étudie *La Révolution française, le Droit et la Justice*, dégageant l'immense apport de la Révolution en ces matières, la plupart du temps mentionnées au passage dans les livres d'histoire générale, quand ce n'est pas entièrement occultées, tant il est important pour les antirévolutionnaires que ce travail de la Révolution soit effacé, oublié, et que ses conquêtes en matière de droit et de justice soient attribuées... au futur Napoléon.

Combien en effet est-il plus rassurant pour la classe dominante, honteuse de ses origines révolutionnaires, que les acquis de civilisation qu'elle ne peut nier — car elle en vit aussi — soient considérés comme sortis de la tête géniale du Grand Homme ! L'activité créatrice des masses et des individualités qui s'en réclamaient n'a pas bonne presse chez les amis de l'ordre.

On lira aussi avec grand profit l'étude à caractère philosophique de Pascal Clesse, étude intitulée *L'individualisme*

révolutionnaire et distinguant le courant qui, d'Aristote à Hegel, affirme le primat de la communauté sur l'individu et le courant contractualiste « *qui considère que seule la volonté des individus, par essence libres et porteurs de droits inaliénables, est au fondement de la société civile* ».

Et l'auteur de poser les questions qui sont à la base de l'élaboration révolutionnaire : « *La légitimité du pouvoir ne s'établira plus désormais en référence à la volonté de Dieu mais sur la volonté des hommes. Si on prend en compte les valeurs individualistes de liberté et de droits inaliénables, comment penser alors le lien social et politique ? En quoi la problématique du pacte ou du contrat, chez Rousseau, permet-elle de repenser la société civile comme une réalité différente d'une simple communauté ? Quelle doit être la nature du contrat pour qu'effectivement soit garantie la liberté de chacun ?*

C'est dans la continuité de ce questionnement inauguré par les philosophes des Lumières que les révolutionnaires de 1789 et de 1793 vont en quelque sorte inventer des réponses en articulant les notions d'homme, d'individu, de citoyen au problème de la souveraineté. »

La contribution de Jean-Marc Schiappa, sous le titre *La Religion et la Révolution*, aborde notamment la question de la constitution civile du clergé et son rejet absolu par le pape, qui, ayant déjà condamné la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dans son encyclique *Adeo Nota* du 23 avril 1791, ouvre toute une période historique ayant retrouvé une nouvelle vigueur de nos jours.

D'une formule très incisive, l'auteur résume ainsi la situation : « *L'Eglise catholique, absorbant la religion, passant dans le camp de la contre-révolution et devenant son principal appui, lui donnant les meilleurs arguments, devient un ennemi essentiel de la Révolution.* »

La question de l'Être suprême et de son culte, la position de Robespierre vis-à-vis de l'athéisme, la suppression du

budget des cultes par la Convention thermidorienne et en quoi elle se distingue d'une véritable séparation telle que celle proclamée par la Commune de Paris de 1871 et par la troisième République en 1905, etc., tous ces problèmes posés par l'histoire sont abordés par le président de l'IRELP.

On retiendra en particulier la démonstration faite par l'auteur de la filiation Révolution de 1789 et loi de 1905 dont Jaurès est en quelque sorte l'indiscutable principal chaînon intellectuel

Louis Couturier traite de *La Constitution de l'an I du 24 juin 1793*, de son apport à l'histoire universelle, de ses nouveautés radicales, de sa modernité qui certes procède à l'affirmation du droit de propriété et qui en même temps cherche à brider l'exercice de ce droit dès lors qu'il devient contradictoire à la liberté et au droit à l'existence de tous les citoyens. Aporie de l'époque, alors sans solution, que seule l'existence du prolétariat issu de la future révolution industrielle permettra de surmonter (La Commune, Octobre 17).

“De l'égalité des droits à l'égalité “réelle””

C'est d'ailleurs ce thème que creuse l'historien Serge Blanchi sous le titre *De l'égalité des droits à l'égalité “réelle”*. Il l'aborde sous l'angle suivant : « *Constituants, législateurs, girondins, montagnards, thermidoriens, directeurs : les politiques économiques et sociales reflètent les rapports de force où l'égalité “réelle” est tantôt réprimée, tolérée, favorisée, tandis que se multiplient les manifestes et les utopies égalitaires.* »

L'auteur procède alors à une étude très précise, au fil des phases principales de la Révolution, des deux tendances principales, celle du libéralisme des élites et celle de l'égalitarisme des classes populaires ; le chapitre consacré à *La première République et l'égalitarisme brisé : Egalité, Liberté... de (1793-an III)* montre que le clivage pré-

cedent tend à s'effacer, mais qu'il tend à renaître sous d'autres formes : « *Au libéralisme de la période précédente succède un égalitarisme perceptible dans les droits politiques et dans les droits sociaux, bien qu'il n'ait pas le même contenu et les mêmes priorités pour ceux qui légifèrent (les Montagnards) et pour ceux qui l'appliquent au quotidien (les sans-culottes).* »

L'auteur étudie alors cette période révolutionnaire si extraordinaire, si périlleuse où une avant-garde de l'humanité va essayer de fonder une société égalitaire. Bien d'autres aspects marquent cette riche contribution.

Il appartenait à David Gozlan de traiter en fin de colloque du sujet : *Les problèmes de la démocratie politique*. Au fil de problématiques essentielles : « *Pourquoi veulent-ils détruire l'histoire de la Révolution française ? L'Eglise catholique de Rome contre la révolution, contre la démocratie. L'Eglise, une entreprise très lucrative. La démocratie en danger, la République attaquée. Pour la défense de la démocratie et des libertés fondamentales* », David Gozlan, appuyé notamment sur un texte magnifique de Victor Hugo pour éclairer son dernier sujet, décline une analyse très convaincante.

Tels qu'ils sont parus, ces actes constituent, aux yeux de celui qui signe ces lignes, un guide précieux pour mieux comprendre la Révolution française et du même coup être à même de mieux savoir y retrouver des sujets fondamentaux de réflexion. Tout en gardant en tête ce que dit Jean-Marc Schiappa : « *Il n'y a rien de plus dangereux, de plus grave, de plus illusoire que de regarder la Révolution avec les yeux, la mentalité, la conscience de 2009.* »

Un beau travail collectif.

Pierre Roy

Etienne-Gabriel Morelly : *Code de la nature*

Etienne-Gabriel Morelly,
Code de la nature ;
Stéphanie Roza (édition critique),
Ed. La ville brûle, 176 pages, 14 euros.

Un classique de la littérature communiste « utopique » vient d'être réédité ; à la republication du texte, en soi importante, s'ajoute un important appareil critique, dû à Stéphanie Roza, qui fait de ce volume une pièce importante dans la bibliothèque de toute personne s'intéressant aux idées sociales.

En effet, *Le Code de la nature*, puisqu'il s'agit de lui, n'est pas un ouvrage anodin (1755), même s'il parut de manière anonyme. Son auteur, Etienne-Gabriel Morelly, dont le patronyme est souvent réduit au seul nom de famille, est si méconnu que longtemps on attribua son travail au philosophe Diderot, autrement plus célèbre. Babeuf, par exemple, s'en revendiqua en de nombreuses occasions, toujours en se trompant dans la paternité du travail.

Certes, le *Code de la nature* « s'inscrit dans la tradition déjà riche des productions utopiques » (p. 8). Mais il la dépasse sur nombre d'aspects qui ne sont pas tous — loin de là — de forme. Il établit, comme son titre l'indique, les principes de la philosophie du droit naturel qui l'amène à la « communauté des biens », un des termes de l'époque pour parler du communisme. Il est un « utopiste de combat » (B. Didier) et donne à ses positions philosophiques des allures de propositions de lois (pp. 148 et suivantes). La proximité idéologique avec Restif de la Bretonne, autre utopiste, autre partisan de la « communauté des biens », mais créateur pendant la Révolution — sans succès à l'époque — du néologisme *communisme* (p. 21) est évi-

dente, comme celle avec Rousseau (pp. 30-31). Mais Stéphanie Roza, à bon droit, rappelle que les philosophes et l'Encyclopédie, par la plume de Jaucourt, rejetaient « la chimère de l'égalité absolue » (p. 24).

La pensée sociale n'est pas un fil que l'on déviderait uniquement, sans rupture ni accélération. Morelly est une de ces ruptures saluée par Engels, par exemple, en 1845 (p. 24), ce qui ne signifie pas que Morelly ait tout découvert et que, notamment, écrivant avant la Révolution française et la révolution industrielle, il ait pu arriver à une conception globale du monde. Telle est la quête, parfois absurde, des précurseurs qui auraient tellement découvert qu'on en finit par se demander s'ils ont bien existé dans leur temps et s'ils ne sont pas de purs esprits.

Ainsi, entre autres, que n'a-t-on expliqué sur Boissel ! « *Ne reprochons donc pas à Morelly de ne pas avoir anticipé sur la théorie de la lutte des classes de Marx et Engels* » (p. 28). C'est dans son contexte politique et intellectuel, mais aussi social, qu'il faut lire Morelly.

Le texte n'est pas aisé, s'il est bref (plus d'une centaine de pages). Le style est, à la fois, antique, bourré de références et de citations latines ; la forme n'est pas toujours évidente mais les archaïsmes de Suétone donnent à ce dernier un tour inhabituel donc plaisant et cela vaut également pour Morelly : le style n'est pas celui de Babeuf, il n'en est pas moins accessible.

La proposition centrale est évidente, « *ôtez la propriété* » (p. 122). Sur le fond du document, nous retiendrons trois éléments.

A plusieurs reprises, Morelly donne comme exemple de la nature, les peuples indiens d'Amérique du Nord (pp. 70 et suivantes, p. 81, etc.). Il est un élément

d'une tradition philosophique voire littéraire (pensons à Chateaubriand !) mais aussi politique : combien de futurs révolutionnaires ont fait le voyage du Nouveau Monde pour essayer de construire une nouvelle société ! Citons seulement le futur babouviste Robert François Debon qui, avant la Révolution, au travers d'une vie aventureuse, partit à la rencontre des Indiens des grandes plaines et écrit : « *Mon attente fut pleinement satisfaite, j'y vis des hommes à peu près tels que mon imagination me les avait dépeint. Ils me reçurent parfaitement bien et me traitèrent toujours de même — je n'ai qu'à me louer de l'homme de la nature.* » On croirait lire Morelly. Influence directe ? Ambiance ? Morelly est-il un reflet ou plus qu'un reflet ?

Deuxième aspect et qui me semble ne pas être étudié à fond : Morelly est un maître de la dialectique, avant Fourier, avant Hegel. Citons : « *L'inclinaison même de l'homme pour le repos est le principe de son activité* » (p. 80), « *il n'y a ni maître ni esclave parce que la dé-*

pendance est réciproque » (p. 97), « *faiblesse du pouvoir de nos maîtres les plus absolus* » (p. 97), « *la cause passagère de tous maux en est le remède* » (p. 122), etc. Cette part est certainement à réapprecier. Quelles influences ? Quelles lectures ? Quels legs ?

Enfin, nous avons indiqué plus haut que Morelly donne un « *modèle de législation conforme aux intentions de la nature* » (pp. 148 et suivantes) avec des projets de loi. Cela termine son ouvrage, comme si l'utopiste voulait donner un exemple. Il n'est pas exclu de se demander si Buonarroti, concluant son ouvrage de 1828 en reproduisant les projets de décrets que les babouvistes avaient envisagé, ne s'inspire pas ici de Morelly.

Bien d'autres éléments de réflexion (le « *premier christianisme* », par exemple, pp. 91 et suivantes) pourraient être mentionnés mais, à tout prendre, ils ne font que souligner la nécessité de (re)lire Morelly.

Jean-Marc Schiappa

Un mort bien vivant ?

**Robert Service, *Lénine*,
traduit de l'anglais
par Martine Devillers-Argouarc'h,
éditions Perrin, 576 pages, 28 euros**

L'an passé, un torrent d'éloges accueillit la biographie de Trotsky de Robert Service publiée par Perrin. De l'ex-trotskyiste Benjamin Stora dans *Le Monde* au rose-brun Patrick Besson dans *Le Figaro-Magazine*, en passant par Philippe Cohen dans *Marianne* et par je ne sais plus qui dans *L'Express*, l'enthousiasme fut général. Le magazine *Lire* la qualifia de « *meilleur livre d'histoire* » de l'année 2011. Les gens doivent lire assez peu ! A en croire la gent journalistique, nous avons enfin une biographie définitive de Trotsky (marquée par une véri-

table haine du biographe pour son héros). Comme s'il pouvait exister une biographie définitive de qui que ce soit.

Quelques mois après ce succès triomphal, Perrin publie une biographie de Lénine par le même Service. Et là, étonnement. L'enthousiasme s'est envolé comme les feuilles sous le vent de l'automne. *Le Monde* juge son *Lénine* « *indéchiffrable* », *Le Figaro-Magazine* trouve Service parfois trop « *indulgent* » pour son personnage...

Pourquoi ce brusque refroidissement ? Est-ce parce que Service affirme d'emblée : « *Lénine était un personnage hors du commun* » ? Mais on pourrait faire le même constat à propos de bien d'autres figures qui ont marqué l'histoire, et ce constat ne porte guère à conséquence.

Divagations...

Pourtant sa biographie est parsemée d'affirmations susceptibles de plaire aux adversaires de Lénine. Ainsi, il reprend la légende de l'argent allemand et écrit ainsi ces lignes stupéfiantes : « *Sa contribution la plus importante à la cause militaire allemande, Lénine l'avait déjà apportée le 26 octobre en publiant ses décrets sur la terre et la paix, et même sans le soutien financier de Berlin, ces deux mesures auraient été introduites.* »

Ainsi en faisant – très démocratiquement ! – droit à la volonté massive des paysans soldats de se partager les terres qu'ils ont cultivées depuis des générations et de mettre fin à la boucherie sanglante... Lénine « contribue à la cause militaire allemande » !

Dans la même veine, Service évoque le 15 janvier 1919, le jour où la soldatesque allemande à la solde du gouvernement social-démocrate d'Ebert et Noske assassine les fondateurs du Parti communiste allemand (créé deux semaines plus tôt) Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Selon lui, « *pour le communisme international, c'était un véritable désastre, mais Lénine n'en perdit pas le sommeil pour autant, se disant qu'au moins il pourrait bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre dans l'organisation de la Troisième Internationale.* »

Ce que Lénine est censé « se dire » sort de la seule tête de Robert Service, et aucun document, aucune déclaration, aucun souvenir de qui que ce soit ne vient évidemment confirmer l'affirmation particulièrement absurde que Lénine pourrait tirer quelque satisfaction personnelle d'un « désastre pour le communisme international » quelques semaines avant la proclamation de l'Internationale communiste.

Un “fourbe indigne de confiance” ?

Robert Service fit d'ailleurs de Lénine un portrait peu amène. Il décrit un Lénine

« *fourbe et indigne de confiance (pour qui ?) (...) brute et joueur (...), un fanatique au savoir livresque (...) avec des penchants sadiques (sic !).* Il multiplie par ailleurs les assertions fantaisistes dont voici trois exemples parmi bien d'autres.

Pendant la guerre de 1914, écrit-il, « *en Russie, le bolchevisme battait de l'aile, notamment parce que l'Okhrana avait cessé de protéger ses principaux dirigeants* ». La police secrète tsariste protégeant les bolcheviks — en les exilant souvent en Sibérie —, voilà une découverte.

Le bolchevisme battait de l'aile car la plupart de ses dirigeants, même les députés malgré leur immunité parlementaire, avaient été exilés.

« *Sous la direction de Lénine, écrit-il, le Parti bolchevique avait même réussi à chasser les socialistes-révolutionnaires de gauche* », entrés au gouvernement le 9 décembre 1917. Or ces derniers, favorables à une « *guerre de partisans* » contre l'Allemagne, en ont démissionné par hostilité à la paix de Brest-Litovsk.

Evoquant la révolte des marins de Cronstadt en mars 1921 qui menace l'existence du régime, confronté aux révoltes paysannes, Service juge particulièrement « *honteux en matière de travestissement de la réalité* » les articles de Lénine dans la *Pravda*. « *Selon ses dires, les mutins se seraient laissé duper par les socialistes-révolutionnaires, agents des puissances capitalistes étrangères.* » Or Lénine qualifie les insurgés de « *conglomérat mal défini ou association d'éléments disparates, légèrement plus à droite que les bolcheviks, semble-t-il, et peut-être même plus à gauche* » et leurs mots d'ordre d'« *anarchistes* ». Il y a là plus qu'une nuance.

De contre-vérités en phrases obscures...

Le livre enfin est parsemé de phrases obscures : « *Pour parvenir à la révolution, Lénine avait tiré sur les ficelles du*

marxisme », manœuvre difficile à saisir ; « *il éprouvait un sentiment constant de frustration en Russie ; la guerre civile ne facilitait rien, mais il savait que, même sans cela, ce pays était le dernier des endroits où mener une révolution* ». (On se demande que diable était-il allé faire dans cette galère en y prenant le pouvoir ?) ; « *son socialisme était à tendance urbanistique* » (?), c'est-à-dire sans doute peu écologique ? Etc.

Certes, Robert Service reconnaît : « *Sa plus grande passion était de mener à bien et d'affermir la révolution* » et « *sans lui il n'y aurait pas eu de révolution d'Octobre* », que l'auteur réduit à un coup d'Etat, la révolution se ramenant pour lui essentiellement à la prise du pouvoir. Or Octobre 1917 traduit l'explosion d'une société épuisée par la guerre. Le monarchiste Volkov le dit : « *Des profondeurs des masses populaires montait quel que chose d'effrayant qui réveillait le souvenir des jacqueries vécues par nos aïeux* », c'est-à-dire un rejet massif de la classe dominante et de sa loi. Lénine a canalisé ce déferlement ; puis il a promulgué un train de réformes démocratiques que les socialistes du gouvernement provisoire, englués dans la poursuite de la guerre, avaient refusé d'édicter (la terre aux paysans, la séparation de l'Eglise et de l'Etat et de l'Eglise et de l'Ecole, le droit au divorce, le droit à l'avortement — que Staline interdira en 1937 —, l'annulation de la dette extérieure contractée par le tsar auprès des banques européennes pour moderniser son armée, la nationalisation-expropriation des banques, toutes mesures plus actuelles que jamais.

Lénine ne voulait pas d'abord aller plus loin. Selon lui, écrit justement Robert Service, « *seules devaient être nationalisées (...) les banques, les chemins de fer, les usines et les mines les plus importantes, ainsi que quelques-unes des propriétés foncières* ». Mais les mesures prises dressèrent contre le gouvernement les possédants, les banques et les puissances étrangères, et l'Eglise orthodoxe enragée d'avoir perdu son statut d'Eglise

d'Etat et ses quinze millions d'hectares. La guerre civile qui se déchaîna alors déboucha sur une étatisation généralisée, que la NEP assouplira, dans une forteresse assiégée. Lénine — l'auteur le souligne — n'avait prévu ni son ampleur (il la crut terminée en mars 1918 !) ni sa violence, de part et d'autre, qu'illustre une déclaration de l'amiral Koltchak : « *Mon but premier fondamental est d'effacer de la face de la Russie le bolchevisme et tout ce qui est lié à lui, de l'exterminer et de l'anéantir.* »

“Hors course” ?

Il faut attendre les deux dernières pages de l'ouvrage pour deviner les réticences — pour le moins — suscitées par cette biographie de Lénine. Robert Service évoque la chute de l'URSS en 1991 et pose la question : « *Vladimir Lénine est-il pour autant réellement hors course ?* » Il répond : « *Partout où le capitalisme engendre une grave détresse sociale, Lénine n'est pas mort, du moins pas encore.* » Or sous la pression du capital financier qui domine la planète et réduit les hommes d'Etat consentants à n'être que ses domestiques, cette détresse sociale frappant des secteurs entiers de l'humanité, même en Europe où naquit jadis le capitalisme, ne fait que s'accroître.

La campagne déchaînée par le Medef pour la baisse du coût du travail organisée, relayée dans toute l'Europe par les institutions de l'Union européenne et les gouvernants à leur service vise à ponctionner dans la poche de toute la population travailleuse les centaines de milliards de dollars permettant aux banques d'éponger les actifs pourris dont leurs activités spéculatives plombent leurs coffres. Comme le montre la nouvelle baisse brutale des salaires et des retraites décidée en Grèce (le pays qui a inventé la démocratie il y a 2 500 ans !) sous l'égide de la troïka européenne avec l'ancien de la banque Goldman Sachs qui dirige le gouvernement grec, l'objectif serait d'aligner les salaires de nos

pays sur ceux de la Hongrie ou de la Roumanie qui tournent autour de 350 euros par mois.

On a déjà inventé en Allemagne, dans le cadre de la loi dite Harz, les salaires à un euro de l'heure en complément d'une maigre allocation chômage. Cette campagne vise à plonger dans la misère l'immense masse de l'humanité. Dans cette situation de « détresse sociale » galopante, Lénine est donc bien vivant. Service en déduit une conclusion beaucoup plus

politique qu'académique : « *S'il faut retenir quelque chose de sa vie et de sa trajectoire politique extraordinaire, c'est bien la nécessité pour tout un chacun de rester vigilant.* » Pour lui, Lénine en restant bien vivant, est dangereux. Il faut toujours faire attention à lui et donc aux leçons que l'on peut tirer de ce qu'il a fait. C'est sans nul doute ce constat qui fâche ou du moins déplaît.

Marc Teulin

Une biographie édifiante et passionnante

Le fils oublié de Trotsky,
de Jean-Jacques Marie,
éditions du Seuil, janvier 2012,
184 pages

Son seul "crime"

Quand Jean-Jacques Marie, historien marxiste, grand connaisseur de l'histoire de la révolution russe, a sorti ce livre, les militants qui le connaissent bien se sont posé toutes sortes de questions. Quelle mouche l'a piqué ? Pourquoi un tel livre après de nombreuses œuvres de référence ?

Le lecteur a très vite la réponse à ces questionnements des personnes qui connaissent l'auteur comme écrivain et comme militant.

Il s'agit non seulement de rendre un hommage appuyé à Serge Sedov et à son courage, mais aussi de revenir sur la période noire de la contre-révolution stalinienne.

Serge, second fils de Trotsky n'a jamais été inscrit au Parti bolchevik, il ne faisait pas de politique.

Il n'avait qu'un seul tort, c'est d'être le fils du grand révolutionnaire banni et de ne pas se désolidariser de son père.

Resté volontairement en URSS, très lié affectivement à sa mère, il est, comme le dira plus tard sa première épouse, « *un garçon espiègle, séduisant, talentueux... Il réussissait tout ce qu'il entretenait.* »

Jean-Jacques Marie, comme à chaque fois, captive son lectorat en transformant une biographie en roman réaliste et vrai. Ce n'est pas une fiction, les détails ne sont pas oubliés, et c'est avec minutie qu'il nous relate les dernières années de Serge.

Serge Sedov n'est pas encarté, certes ; il a souffert de l'éloignement de son père qui consacrait tout son temps au combat politique, mais il refuse de renier les siens, de servir les ennemis de la révolution.

Son seul « crime », c'est d'être le fils de Trotsky. Il le paye de sa vie.

La politique est présente dans ce livre, avec une analyse et une description de la terreur stalinienne avec ses procès truqués, ses exterminations de militants et de militantes et de leurs proches.

L'auteur nous rappelle le silence de nombreux intellectuels, et même la complicité de certains. La Ligue des droits de l'homme n'a pas brillé, loin de là, pour ne pas dire plus.

Il était minuit dans le siècle pour ces révolutionnaires.

L'étincelle révolutionnaire est encore là, malgré la terreur, les dénonciations, les assassinats, et si certains anciens révolutionnaires avouaient des crimes qu'ils n'avaient pas commis, d'autres résistaient.

Jean-Jacques Marie nous conte cette grève de la faim des centaines de trotskystes à Vorkouta, à cent cinquante kilomètres à peine du cercle polaire.

Il y avait en URSS des bureaucrates, des lâches, des faibles, mais aussi d'authentiques révolutionnaires et des hommes, comme Serge Sedov, qui refusaient de capituler et de servir malgré eux de caution à Staline.

C'est un livre qu'on ne lâche pas avant de l'avoir terminé.

Jean-François Chalot

L'épuration ethnique... une conquête de la démocratie ?

R. M. Douglas, *Les Expulsés*,
traduit de l'anglais
par Laurent Bury, 2012,
Flammarion, 512 pages, 26 euros.

Des déportations massives

Bertrand Russell, cité par R. M. Douglas, s'interrogeait dans le *Times*, daté du 23 octobre 1946 : « *En Europe orientale, les déportations massives sont menées par nos alliés dans des proportions inouïes (...). Les déportations massives sont-elles des crimes lorsqu'elles sont commises par nos ennemis en temps de guerre et de justifiables mesures d'ajustement social lorsqu'elles sont organisées par nos alliés en temps de paix ?* »

Ce qui justifie l'indignation — alors sans grand écho — de Bertrand Russell, c'est le gigantesque transfert de plus de douze millions de Volksdeutsche (Allemands d'origine) de Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie et secondairement de Roumanie et de Yougoslavie, chassés pour leur seule appartenance ethnique des territoires sur lesquels ils vivaient

depuis des siècles dans des conditions effroyables. Cette déportation suscite aussi la protestation de l'un des rares esprits libres d'une époque qui compta tant d'adorateurs de la raison d'Etat, George Orwell, cité lui aussi par Douglas, et qui dénonce une entreprise qui « *revient, écrit-il, à transplanter toute la population de l'Australie ou les populations combinées de l'Ecosse et de l'Irlande* ». Mais en dehors de Russell, d'Orwell et des travaillistes de gauche Victor Gollancz et Michael Foot, la bonne conscience coula à flots chez les démocrates de tous bords.

Certes, Bertrand Russell affaiblit quelque peu la portée de sa protestation lorsqu'il poursuit : « *Est-il plus humain d'envoyer mourir au loin des enfants et des femmes âgées que d'asphyxier des Juifs dans des chambres à gaz ? Ceux qui causent la mort des expulsés sont-ils moins coupables parce qu'ils n'assistent pas aux souffrances de leurs victimes ?* »

L'opération d'épuration ethnique engagée par les gouvernements « démocratiques » de Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie et autres ne vise en effet pas à exterminer les douze millions de victimes, au contraire de la solution finale nazie ; la différence est donc de taille. Mais elle repose sur une conception voi-

sine : la responsabilité collective du peuple allemand, de tous les Allemands où qu'ils fussent, et même les antinazis (certes fort minoritaires mais bien réels), et les victimes allemandes des nazis. Antinazis d'accord, mais allemands d'abord... donc dehors !

Guère de chance...

Il faut dire que les Allemands antinazis n'avaient guère de chance avec les chefs alliés. Lorsque le 22 juin 1941 à 0 h 30 le communiste allemand Alfred Liskov sous l'uniforme de la Wehrmacht déserte au péril de sa vie et franchit la frontière soviétique pour avertir l'Armée rouge que la Wehrmacht va attaquer dans les heures qui viennent, Staline, « le plus grand savant de tous les temps et de tous les peuples », prévenu alors qu'il banquetait au Kremlin avec quelques collaborateurs dont Molotov, le signataire du pacte avec Ribbentrop, ordonne de le fusiller. La Wehrmacht attaquera trop tôt pour que ce juste châtiement puisse être mis à exécution.

Le social-démocrate sudète Jaksch, adversaire résolu des nazis, émigré à Londres, fut interdit d'antenne au cours de l'été 1942 en réponse aux exigences de l'ancien et futur président de la Tchécoslovaquie, Edouard Benès.

Le porte-voix de ce dernier, Hubert Ripka, y ajouta la calomnie : « *Ce socialiste allemand a le lamentable privilège d'avoir porté à son apogée l'œuvre destructrice commencée et continuée par Heinlein le nazi* », et lui reproche de ne pas aimer l'Union soviétique. Douglas commente à juste titre : « *Ce ne fut pas la dernière fois qu'un opposant allemand au nazisme était sacrifié à la raison d'Etat des alliés.* »

Ainsi la chasse aux enfants allemands se nourrit de l'idée plusieurs fois avancée que dès deux ou trois ans — voire avant — ce sont déjà de petits hitlériens qui méritent donc d'être châtiés. Un peu plus âgés, on les utilise comme force de travail. Certains se contentent de les liqui-

der, comme le lieutenant tchèque Karol Pazur qui justifia par un raisonnement imparable sa décision d'abattre des enfants allemands en s'exclamant : « *Que suis-je censé faire d'eux maintenant que j'ai fusillé leurs parents ?* »

R. M. Douglas donne dans *Les Expulsés* un récit dramatique, à la fois minutieux et accablant, de cette épuration ethnique qui envoia des centaines de milliers d'enfants, de femmes et de vieillards à la mort. Une mort, certes, non pas planifiée comme celle qu'avait concoctée les nazis pour leurs victimes, mais rendue inévitable par les conditions mêmes dans lesquelles cette opération fut préparée et menée avec le consentement des puissances alliées, Anglais, Américains et Soviétiques.

Un déroulement "ordonné et humain"

Ces derniers en avaient discuté en effet à la conférence de Postdam et, avec l'hypocrisie propre aux chefs d'Etat, avaient conclu un accord pour un déroulement « *ordonné et humain* » de l'expulsion massive vers l'Allemagne des Volksdeutsche.

Staline, qui de 1937 à mai 1944 avait organisé la déportation d'une douzaine de peuples jugés potentiellement dangereux (comme les Coréens et les Allemands soviétiques) ou globalement traîtres (comme les Tchétchènes, les Tatars de Crimée, les Kalmouks, etc.), ne pouvait que donner sa bénédiction à une telle entreprise. Le grand démocrate Churchill, très soucieux tout au long de la guerre de défendre l'Empire colonial britannique et ses millions d'esclaves, l'avait prévu. Douglas cite la solution qu'il proposait pour les territoires peuplés d'Allemands que la Pologne devait acquérir à l'Ouest pour compenser la perte des territoires de l'Est accaparés par l'Union soviétique : « *L'expulsion est la méthode qui sera la plus durable et la plus satisfaisante (...). Il faut faire un grand ménage.* » Et ce futur détenteur

du prix Nobel précise : « *La séparation des populations [qu'en termes galants... !] entre la Grèce et la Turquie après la dernière guerre (...) fut par bien des côtés une réussite, et elle a débouché sur des relations amicales entre la Grèce et la Turquie* » (si amicales que l'Allemagne et la France s'acharnent à vendre à la Grèce ruinée des armes pour faire face à son grand ami...). Douglas, l'évoquant, rappelle à bon droit : « *La déstabilisation de la société grecque s'accompagna de l'effondrement de l'économie* » qui débouche sur « *une dette écrasante* », jamais résorbée.

Quant à Roosevelt, manifestement assez indifférent à cette question, il avait néanmoins, rappelle Douglas, promis au chef du Parti paysan polonais Mikolajczyk, qui se voyait déjà en futur chef de son pays libéré que « *les Etats-Unis aideraient la Pologne à chasser les Allemands des terres occidentales* ».

A peine la défaite de l'Allemagne était-elle consommée que les gouvernements polonais, tchécoslovaque, hongrois engagèrent l'épuration ethnique avec un tel enthousiasme que le président tchécoslovaque, le démocrate Edouard Benès, tenta même de bouter la minorité hongroise hors de son pays ; il ne put y parvenir complètement et il resta des Hongrois en Slovaquie.

Des centaines de milliers de morts

Une fois l'accord signé, on pouvait d'abord rassembler les expulsés dans des camps, parfois en utilisant les camps de concentration nazis tout juste libérés de leurs précédentes victimes. Puis on les entasse dans des wagons à bestiaux en plein hiver, sans rien à manger et à boire pendant des jours ; une partie d'entre eux — surtout les enfants — arrivaient morts au bout du voyage. Certains, plus chanceux, n'avaient que des membres gelés et devaient être amputés d'urgence...

Le livre de Douglas, en en retraçant quasiment au jour le jour les divers mo-

ments, évoque tous les problèmes liés à cette grande migration forcée, et en particulier celui des couples mixtes (polono-allemands, germano-tchèques, etc.) victimes de la recherche paranoïaque de la pureté ethnique.

Les plus tragiques frappent les enfants sous tous les aspects possibles : les enfants qui meurent faute de lait et même d'eau, les enfants de couples mixtes arrachés à leurs parents qui n'ont parfois même pas le temps de leur mettre au cou une plaque d'identité et les retrouveront rarement. Il évoque *in fine* les difficultés de leur « réintégration » dans l'Allemagne nouvelle et des traces laissées dans la mémoire par cet épisode. Douglas souligne aussi la catastrophe économique et sociale que représenta cette expulsion pour les pays expulsés : des bandes de pillards s'abattirent sur les maisons voire les propriétés des Volksdeutsche et détruisirent une bonne partie du tissu économique local.

« *Cette rapacité, écrit Douglas, gagna même les Eglises chrétiennes qui saisirent avec enthousiasme l'occasion d'acquérir des propriétés et d'éliminer l'influence locale de confessions locales. Le protestantisme était un élément de l'identité nationale tchèque presque aussi fort que le catholicisme en Pologne, et les ecclésiastiques des deux pays offrirent un solide appui pratique et théologique aux efforts du gouvernement visant à chasser les individus perçus comme étrangers par la religion comme par la race.* »

L'Eglise catholique polonaise, qui s'était distinguée avant la guerre par son violent antisémitisme, se rabat là sur les protestants germaniques : « *En 1948, sur 3 020 églises protestantes dans les territoires reconquis [par les Polonais], 2 780 avaient été placées sous administration catholique.* » Telle était manifestement la volonté du Seigneur, dont les voies ne sont donc pas impénétrables pour tout le monde. D'ailleurs, au même moment, Staline interdisait en Ukraine l'Eglise dite uniate (de rite orthodoxe mais reconnaissant l'autorité du Vatican) et offrait à l'Eglise orthodoxe les bâtiments uniates que le patriarcat orthodoxe s'adjugea sans aucun trouble de conscience.

Pour une bonne épuration ethnique ?

Douglas signale enfin que cette gigantesque opération d'épuration ethnique sert aujourd'hui de modèle à des entreprises du même genre. Evoquant un ouvrage du politologue de Boston Bell-Fialkoff qui en fait une description quasi idyllique et y voit « un modèle à suivre », il ajoute : « En 2002, le Premier ministre tchèque, Milos Zeman, le proposait avec enthousiasme au gouvernement israélien comme solution au problème de Gaza et de la Cisjordanie. » John Mearsheimer, de l'université de Chicago, affirme « que le résidu politique de l'ex-Yougoslavie ne pouvait être stabilisé qu'en dessinant de nouvelles frontières et en transférant les populations. » « Avec l'appui des Etats-Unis, considère-t-il, l'ONU devrait reloger d'office un million de Bosniaques, de Serbes et de Croates, afin de créer des Etats "ethniquement homogènes" dans

les Balkans. (...) Dans une veine similaire, James Nicel, de l'université de Miami, a tenté d'introduire une distinction entre la « purification ethnique génocidaire et les transferts forcés de population, motivés par le désir sincère d'une paix stable ». Si le « désir d'une paix stable » est « sincère », l'épuration ethnique changerait donc de nature ? Le critère de la sincérité pour juger d'une action politique peut mener très loin.

Les Expulsés est un grand livre qui ne plaira certainement pas à tout le monde. Douglas ne manifeste aucune complaisance à l'égard des organisateurs de cette gigantesque entreprise qui débordaient, pour leur part, de complaisance pour eux-mêmes. Il choquera sans doute un certain nombre de bonnes consciences repues, attachées à une imagerie d'Epinal de la Seconde Guerre mondiale. Il invite par là même à une réflexion salutaire.

Jean-Jacques Marie

Génocides en cascades...

Norman M. Naimark,
Les Génocides de Staline,
traduit de l'anglais par Jean Pouvelle,
L'Arche, Paris, 144 pages, 15 euros

Rassemblement et synthétisant un ensemble de données déjà connues sur la terreur stalinienne, l'historien américain Norman Naimark interprète cette dernière comme une gigantesque entreprise génocidaire qui toucherait tous les domaines de la réalité soviétique... et engagerait finalement la responsabilité du peuple russe lui-même.

Tout est génocide

Tout en effet chez Naimark devient génocide. Que l'on me pardonne la longueur extrême de la citation, mais elle est indispensable pour mesurer les di-

mensions que l'universitaire américain donne à cette notion et à quel point il en dilue le contenu : « La dékoulakisation, écrit-il, peut être considérée comme une opération génocidaire (...). La vague finale de la dékoulakisation, en 1937-1938, se combina avec un effort général de la part de Staline et de son régime, visant à se débarrasser des groupes que l'on décrivait comme des "étrangers sociaux" — les clochards, les délinquants, les sans-abris, les prostituées, les chômeurs de longue durée, les ex-koulaks, les anciens propriétaires terriens et ceux qui avaient servi dans l'administration impériale (...). Ceci peut être considéré comme une forme particulière de génocide : celui d'un groupe identifiable d'"étrangers sociaux" (...).

La meurtrière famine ukrainienne devrait être considérée comme un acte génocidaire (...). Les attaques contre certaines nationalités "ennemies" revêtirent, dans certains cas, toutes les caractéristiques du

génocide (...), les impitoyables attaques lancées dans les années 1930 contre les prêtres, les religieuses et les moines orthodoxes, attaques qui aboutirent à l'exécution ou l'exil pour des dizaines de milliers d'entre eux, pourraient, elles aussi, être considérées comme génocidaires (...).

La Grande Terreur de 1937-38 eut aussi des caractéristiques génocidaires (...); des dizaines de milliers d'innocents allaient trouver la mort dans le cadre de l'élimination des vieux bolcheviks, l'élite communiste, du corps des officiers et des membres de la nomenklatura, ainsi que de leurs familles, de leurs amis et de leurs collaborateurs », etc. On a envie de dire : n'en jetez plus, la coupe est pleine ! Mais Naimark l'emplit encore de quelques génocides collatéraux...

Pour pouvoir ainsi coller le substantif de génocide sur toutes les manifestations de la terreur stalinienne, Naimark doit tenter d'en élargir au maximum la définition. Il trouve évidemment trop étroite celle qu'en donna la Convention de l'ONU en 1948. Certes, il n'y a aucune raison pour un historien de se sentir lié par une définition donnée par une réunion de chefs d'Etat qui obéissent à des soucis purement politiques voire politiques et dont l'histoire n'a pas à subir la loi. Mais pour tenter d'élargir la portée de la notion de « génocide », Naimark s'appuie sur le jugement rendu en 2004 par le Tribunal pénal international contre le Serbe Radislav Krstic et sur celui rendu en février 2007 par la Cour internationale de justice à propos des massacres de Srebrenica. Mais quelle peut être pour un historien l'autorité d'organismes qui ne jugent que quelques perdants mineurs choisis parmi les seconds couteaux d'une politique mondiale où s'ébrouent tant de fauteurs de guerre ?

Un génocide à 43 victimes...

Le caractère absurde de l'entreprise apparaît à chaque événement évoqué. Naimark affirme ainsi : « Dans l'un des

procès baltes les plus célèbres, Arnold Meri (...) fut jugé en mai 2008 pour génocide lié à la déportation vers la Sibérie, en mars 1949, de 251 Estoniens originaires de l'île de Hiiumaa. Parmi ceux-ci 43 moururent en exil. » Faut-il vraiment commenter ?

Naimark évoque souvent les Baltes comme victimes de génocide... mais il oublie de signaler que les nationalistes lituaniens et lettons ont, en 1941-42, mis un tel enthousiasme à massacrer les juifs installés dans leur pays que parfois les SS se contentaient de les regarder faire. Là est le vrai génocide. Les nationalistes lituaniens ont pourtant osé installer à Vilnius un mémorial célébrant le prétendu génocide dont ils auraient été, eux, les victimes, pour mieux faire oublier sans doute celui dont nombre de leurs ancêtres ont été les complices actifs...

Aux moines et religieux victimes des entreprises génocidaires de Staline cités ci-dessus, Naimark ajoute : « *Les Polonais et les Allemands, tout particulièrement, mais aussi les Français, les Anglais, les Grecs, les Finlandais et d'autres furent traqués par le NKVD pour être exilés ou exécutés.* » Où Naimark a-t-il déniché des populations françaises et anglaises installées en URSS, à l'instar des Allemands qui s'y étaient fixés en masse sous Catherine II ? Il confond tout : les quelques Français et Anglais (pourquoi oublie-t-il les Italiens, plus nombreux ?) déportés ou liquidés sous Staline étaient des membres de l'appareil de l'Internationale, épurés en 1936-38 comme le Hongrois Bela Kun, le Yougoslave Gorkic, etc.

Churchill et Truman aussi ?

Naimark affirme : « *Staline et ses lieutenants utilisèrent souvent le déplacement forcé afin de punir de prétendus crimes tel ou tel groupe de la population soviétique. Le déplacement forcé des populations est sans nul doute un "crime contre l'humanité", mais ses consé-*

quences peuvent souvent être considérées comme génocidaires au sens de "équivalent à un génocide". Peut-être. Mais Churchill et Truman ont, en 1945, cautionné, validé et coorganisé avec lui le déplacement forcé des 12 500 000 Volksdeutsche dont Douglas a raconté l'épopée dramatique dans *Les Expulsés*. Naimark n'a sans doute pas mesuré la portée de ses propos qui conduiraient, si on le suivait, à déclarer Truman et Churchill coupables d'un crime génocidaire...

L'origine du mal ?

Naimark précise : « *Staline n'était pas destiné par sa naissance ou son éducation à devenir un génocidaire.* » Certes, sinon les génocidaires se compteraient par millions. D'où viennent ses génocides ? Naimark explique en une phrase les transferts de populations et le goulag : « *Le grand projet de l'utopie soviétique nécessitait ce type de manipulation sociale qui extrayait (...) des millions de gens de la société russe et les transplantait dans certaines zones de Sibérie et d'Asie centrale* » pour utiliser leur force de travail gratuitement. Mais c'est quoi « l'utopie soviétique » ?

C'est le projet d'édifier une économie mondiale échappant aux convulsions du marché en expropriant le capital et les

banques, en nationalisant les entreprises, en planifiant l'économie, en la soumettant au contrôle de ses producteurs... Naimark avertit son lecteur : cette entreprise débouche sur les génocides en cascades. Mieux vaut garder le marché destructeur...

Enfin, sa charge contre Staline mort il y a cinquante-neuf ans se transforme en une charge politique contre la Russie actuelle : « *Les relations avec les Ukrainiens, les Baltes, les Polonais, les Tchétchènes et les Tatars de Crimée, qui tous prétendent, à des degrés divers, avoir été les victimes des génocides staliniens, ne peuvent s'améliorer que si les Russes admettent franchement les crimes du passé* »... Les Russes deviendraient ainsi collectivement complices et coupables de la terreur stalinienne dont tant d'entre eux ont été hier les victimes ? Comme Naimark, dans son énumération, oublie les deux tiers des peuples déportés par Staline (les Coréens, les Kalmouks, les Allemands de la Volga et d'ailleurs, les Karatchaïs, les Balkars, etc.), la repentance deviendrait pour les Russes un exercice universel et permanent. Faut-il voir sous cette analyse pseudo-historique pointer la politique politicienne de Washington vis-à-vis de la Russie ?

Jean-Jacques Marie

Une “justice expéditive”

Un institut dentaire sans dentiste

Jean-Marc Berlière,
 Franck Liaigre,
*Ainsi finissent les salauds.
 Séquestrations et exécutions
 clandestines dans Paris libéré.*
 Editions Robert Laffont,
 432 pages, 22 euros.

En ces mois d'août et de septembre 1944, la Seine charrie chaque jour ou presque des cadavres, dont certains lestés d'une lourde pierre fixée au cou par un cordon. « *Dans ces mois troubles et violents de l'après-Libération*, écrivent Jean-Marc Berlière et Frank Liaigre, *le fleuve avait pour fonction de recouvrir d'une chape de silence des meurtres qui ressortissaient à des motifs et à des buts certes très divers mais rarement “patriotiques”* ».

Berlière et Liaigre se sont attachés à l'un des hauts lieux de ces noyades organisées : l'Institut dentaire de la porte de Choisy et le groupe de FTP qui y fit régner sa loi — si l'on peut dire — pendant plus de trois semaines et dont la justice sommaire se conclut dans une cinquantaine de cas par deux balles dans la nuque et l'envoi dans la Seine.

« *Il n'existe pas un seul mouvement populaire profond et puissant dans l'histoire qui ne s'accompagne d'une écume fangeuse, sans d'aventuriers et d'escrocs, de fanfarons et de braillards qui se collent aux novateurs inexpérimentés* », écrivait Lénine en mars 1918, au lendemain de la révolution d'Octobre.

C'est une règle : la dislocation d'une société en brasse toutes les couches et fait monter d'en bas, mêlée à la mobilisation populaire, une écume aussi trouble que l'écume des sommets, celle des privilégiés, des spéculateurs, des mafieux et de ceux qui les bénissent.

Aucune révolution n'y échappe ; certes, ce phénomène finalement accessoire — sauf pour ses bénéficiaires et ses victimes ! — n'est pas ce qui la définit, mais ce n'est pas une raison pour l'ignorer. En même temps, ne pas l'ignorer ne doit pas conduire à y voir le visage réel de la révolution, alors qu'il n'en est que l'écume.

L'effondrement de l'Allemagne nazie et du régime vichyste — et donc la dislocation menaçante de l'appareil d'Etat en 1944 — engendre une situation de ce type, où « *les résistants autoproclamés pullulent en ces temps troublés* », résistants de la onzième heure, et surtout de la treizième, beaucoup plus nombreux que les résistants de la première et même de la deuxième heure, et donc enclins à en rajouter pour compenser leur retard à l'allumage.

On trouve de tout dans cette dernière catégorie ; depuis des hauts fonctionnaires vichystes, du genre Maurice Papon, des policiers tout aussi vichystes, des collaborateurs zélés qui, enfin convaincus de l'inéluctable défaite allemande, se muent en « gaullistes » voire en « communistes » et abreuveront l'histoire future de leurs exploits imaginaires. On y trouve aussi des « aventuriers, escrocs, fanfarons et braillards », qui uti-

lisent la situation pour régler des comptes et monter en grade.

Une catégorie particulière de “résistants”

C'est à une catégorie particulière de « résistants » qu'est consacrée en grande partie l'ouvrage de Jean-Marc Berlière et Frank Liaigre. Leur récit est construit autour d'une série de meurtres dont les victimes vont du policier Demangeau qui a dénoncé et fait arrêter une trentaine de communistes de Gentilly, du Kremlin-Bicêtre, de Villejuif jusqu'au jeune FTP Letourneau liquidé pour avoir signalé à sa hiérarchie politique la différence inexplicquée entre la somme d'argent recueillie lors d'un hold-up effectué dans une agence du Comptoir national d'escompte pour le compte de la Résistance (970 000 francs) et la somme remise par le chef du commando, Verdier, aux instances FTP (635 000 francs), en passant par une blanchisseuse qui nettoyait le linge que lui apportait les soldats allemands, et quelques autres personnes au passé plus ou moins lourd... ou très léger.

Berlière et Liaigre ont reconstitué l'histoire et le visage de plus d'une vingtaine d'entre eux à la suite d'une enquête difficile mais passionnante.

Ainsi, pendant trois semaines, entre le 20 août et le 15 septembre 1944, plus de deux cents personnes sont incarcérées pour des raisons diverses, et souvent torturées, et une cinquantaine d'entre elles sont assassinées et jetées dans l'eau de la Seine par le groupe de FTP installé à l'Institut dentaire.

Le récit des arrestations parfois hasardeuses, la description de l'Institut dentaire, le portrait des petits chefs qui s'y improvisent justiciers, le récit des conditions dans lesquelles les prisonniers y étaient entassés, interrogés, parfois torturés puis abattus et noyés, sont du grand art narratif. Et, selon la banalissime formule, ce récit se lit comme un roman, un vrai.

Le cas le plus emblématique est évidemment celui du jeune Letourneau qui paie sa naïveté de sa vie : il dénonce un détournement d'argent effectué par son chef. Ce genre de curiosité déplaît toujours, comme on sait ; en période de guerre civile cela se règle trop aisément par l'élimination du gêneur accusé d'être le voleur. Exit Letourneau.

Les victimes n'éveillent pas toujours une vive sympathie ! Ainsi le policier Demangeau qui, certes, « *participe activement aux combats pour la Libération* », puisque ce policier soucieux de sa carrière — souci qui l'a amené à dénoncer parfois de vieilles connaissances communistes — est toujours du côté du vainqueur...

Mais sur les trente-quatre personnes qu'il a dénoncées, une a été fusillée et trois sont mortes en déportation. Ces quatre victimes paient cher le souci de sa carrière. Passer du statut de policier dénonciateur à celui de policier « résistant » ne change en réalité pas sa fonction sociale. D'autres sont plus sympathiques, comme Lulu de Montmartre...

Assurer la continuité de l'Etat

La description que font les deux auteurs de cette justice expéditive est accablante. Mais, ne l'oublions pas, vu le souci de De Gaulle — assisté bientôt par Thorez — d'assurer la continuité de l'Etat, le retour à la « légalité » n'offrait guère de garantie d'une élimination sérieuse des collaborateurs actifs de l'occupant. L'exemple du bureau juif de la préfecture de police de Paris, étudié par Laurent Joly, en offre un exemple saisissant. Seuls trois cadres de ce service qui avait organisé le recensement des juifs et donc permis la déportation d'un tiers d'entre eux seront effectivement — et mollement — sanctionnés à la Libération. Le cas d'André Broc est particulièrement significatif. Cet auteur d'une thèse de droit « *sur la qualification de juif* », soutenue le 15 décembre 1942,

aussitôt publiée par les PUF, fait l'objet d'une mansuétude à peine exceptionnelle. Selon la commission d'épuration, « *plusieurs dizaines de juifs ont été déportés à cause de son zèle bureaucratique* » et ne sont pas revenus. Il a donc leur mort sur la conscience, mais s'en moque. Et Broc est maintenu en fonction, affecté au service de... liquidation des affaires juives et frappé d'une sanction dérisoire (son avancement de classe est retardé d'un an !) dont il obtient du Conseil d'Etat l'annulation, avant de bénéficier d'une promotion et d'être décoré de la Légion dite d'honneur en 1958 en présence du général de Gaulle en personne.

Le cas de Jean François est tout aussi éclairant. Ce directeur de la police générale à la préfecture de police, responsable du camp de Drancy a, pendant près de deux ans, supervisé le départ de vingt-cinq convois pour les camps en Allemagne. La cour de justice de la Seine classera par deux fois son dossier sans suite. La légalité est bonne fille. Il est vrai que le corps judiciaire a été massivement vichyste. Cette réalité aisément prévisible peut expliquer une certaine impatience épuratrice, qui, à son tour, peut servir à couvrir n'importe quel arbitraire et de sordides règlements de comptes.

Jean-Marc Berlière et Frank Liaigre écrivent en conclusion de leur ouvrage : « *Et si on rendait aux victimes quelles qu'elles soient et notamment lorsqu'elles sont innocentes la vérité sur les sévices et les martyres qu'elles ont subis ? Les unes parce qu'elles étaient juives, communistes, les autres parce qu'elles appartenaient à la bourgeoisie, au RNP, au PPF ?* »

Ce parallélisme est discutable. Certes, rien ne justifie les actes du petit groupe de FTP-FFI qui s'instaure en justicier clandestin, torture et abat des collaborateurs réels, prétendus ou douteux, et même... dans sa fureur justicière un couple de résistants ! Ces tueurs amateurs ont fait une cinquantaine de victimes. Ce n'est certes pas à eux de juger les membres du MSR, du RNP de Déat et du PPF de Doriot, mais ces derniers,

en se battant (au moins verbalement, et pour les membres de la LVF et Doriot concrètement) pour la victoire de l'Allemagne sur « le bolchevisme », ont une responsabilité ou au moins une complicité politique dans les actes des nazis et de la Wehrmacht, dont ils chantaient les hauts faits. Or la longue litanie des massacres, qu'ils encourageaient, consciemment ou non, en appelant à la victoire de l'Allemagne, étaient le développement logique et organique de la politique de Hitler à l'encontre des peuples dits inférieurs. Ces massacres, de Babi Yar au ghetto de Varsovie, des villages de Biélorussie brûlés avec leurs habitants, femmes et enfants, aux fours crématoires, ne sont pas des bavures, comme le sont l'Institut dentaire et les vingt ou trente faits similaires.

Marx a écrit un jour, en gros : pour rendre les hommes humains, il faut rendre humaines les conditions dans lesquelles ils vivent. Une chose est sûre : la guerre, l'occupation, la Gestapo, la milice, les gros bras de Doriot ne pouvaient guère aller dans ce sens ; de plus, deux camps qui se battent l'un contre l'autre sont inéluctablement amenés à avoir des points communs. Ces points communs sont-ils ou non l'essentiel ?

Berlière et Liaigre écornent la vision officielle héroïque de la Libération, et c'est fort bien. Mais si l'ébullition révolutionnaire de cette période a charrié les éléments troubles, cachés, qu'ils reconstituent, elle a surtout débouché sur un ensemble de conquêtes sociales et politiques que le capital financier et l'Union européenne à son service s'acharnent à démanteler depuis une vingtaine d'années.

La Révolution française a connu ses instituts dentaires elle aussi. Le représentant en mission Carrier, le noyeur de Nantes, que Robespierre rappellera de sa mission homicide, avait organisé, écrit Albert Mathiez, une « *compagnie Marat, dont les quarante membres, quarante chenapans repris de justice pour la plupart, recevaient le droit de faire des visites domiciliaires de nuit comme de*

jour, de requérir la force armée, de procéder sur-le-champ à des arrestations », et ne s'en privaient pas. S'il ne faut pas dissimuler ces faits, on ne peut les juger qu'au regard des bouleversements dans lesquels ils s'insèrent et de la démocratie politique inventée et promue par la Révolution française en Europe, dont les

événements actuels montrent que ses débris menacés jouent toujours un rôle. Il faut, me semble-t-il, s'en souvenir en lisant l'enquête passionnante de Berlière et Liaigre.

Jean-Jacques Marie

DISPARITION

Concernant le docteur Henri Fabre



Le décès récent, le 23 janvier 2012, du docteur Henri Fabre, fondateur à Grenoble, en 1961, du premier centre du Planning familial, une révolution pour des millions de femmes, et qui a donc été un personnage considérable à ce titre, nous permet de revenir sur un point souvent maltraité.

Il arrive ici ou là de lire que « Fabre était un militant du Parti communiste ». Peu importe où. Les choses sont plus com-

plexes que cela.

Henri Fabre a été, comme beaucoup, un militant du Parti communiste français de 1941 à la Libération.

Il rompit avec ce dernier et se présenta aux législatives de 1946 en Isère sur une liste du Parti communiste internationaliste (trotskyste), en liaison avec d'autres militants du département ayant rompu avec le PCF et ayant rejoint également la IV^e Internationale, tels les vétérans Raffin-Dugens, Martel et Martin (1).

Les sources de l'époque, les témoignages, les travaux des chercheurs sur l'appartenance de Fabre à la IV^e Internationale, au moins pour un temps, abondent.

Que dit-on de lui dans une thèse dont l'auteur s'appuie sur les propres déclarations de Henri Fabre ?

« *Gynécologue-accoucheur, il ouvre à Grenoble le premier centre de conseil du Planning familial en France, le 10 juin 1961. Résistant (responsable régional sanitaire des Francs-tireurs et partisans français), il adhère au PCF en 1941 et démissionne en 1946. Il milite ensuite quelques années dans la mouvance trotskiste. Il a abandonné tout activisme politique à la fin des années cinquante. (D'après une lettre, datée du 13 septembre 1999, d'Henri Fabre adressée à Mathilde*

Dubesset, Pauline Maurel et Catherine Wolff, chargées de la rédaction des notices pour le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. *Archives privées d'Henri Fabre, non classées* » (2).

On peut lire également dans une autre publication : « *Henri Fabre est un ancien résistant, adhérent au Parti communiste en 1941, puis présent sur une liste trotskiste aux élections législatives de 1946. Il s'investit également dans la Libre Pensée, association rationaliste* » (3). Ce n'est pas le seul exemple.

Le témoignage de Laurent Schwartz, s'il n'interdit pas une confusion entre le père et le fils Fabre, l'un instituteur, l'autre médecin, va dans le même sens (4).

La confusion est levée par l'article de Paul Collin consacré à Raffin-Dugens, cité plus haut, qui nomme clairement « *le docteur Fabre* » comme un des candidats trotskystes (5).

Ecrire que Fabre a été membre du PCF, sans ajouter qu'il a rompu avec lui et qu'il a été trotskyste, est, pour le moins, une demi-vérité.

Et, à l'ouverture du premier centre du Planning, le docteur Fabre n'était plus membre du Parti communiste.

C'est d'autant plus fautif que Maurice Thorez, dans *L'Humanité*, daté du 2 mai 1956, prit position contre les tentatives de

planning familial : « *Les communistes condamnent les conceptions réactionnaires de ceux qui préconisent la limitation des naissances et cherchent ainsi à détourner les travailleurs de leur bataille pour le pain et le socialisme.* » Cette question est connue (6). Nous n'y reviendrons pas ici. Le PCF, lié en cela à l'Église catholique, combattit longtemps tout droit à l'avortement et à la contraception.

Jean-Marc Schiappa

(1) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 6, Paul Collin, « Raffin-Dugens : l'adhésion à la IV^e Internationale » ; n° 9, « Le Manifeste de Raffin-Dugens, Martel et Martin ».

(2) Frédérique Liotard-Schneider, *Les experts de l'intime et les femmes, médecins et démographes en France de 1945 à 1975*, thèse, 2010, disponible sur Internet, p. 755.

(3) Caroline More, « *Sexualité et contraception vues à travers l'action du Mouvement français pour le planning familial de 1961 à 1967* », *Le Mouvement Social*, 2004, n° 2, pp. 75-95.

(4) Laurent Schwartz, *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, 1997, p. 269.

(5) Paul Collin, *art. cité*, p. 125.

(6) Voir par exemple Renée Rousseau, *Les femmes rouges. Chronique des années Vermeersch*, 1983.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360